INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 350 - MAI 2023

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 350

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - La consommation résiste, malgré l'inflation soutenue
    - La décapitalisation s'accélère, l'offre est en retrait
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Offre et demande restreintes
- Femelles
  - Europe
    - Des abattages toujours limités
- Maigre
  - Forte baisse des naissances en début d'année
- Veaux de boucherie
  - Le prix du veau gras en pente douce
- Veaux nourrissons
  - Baisse des naissances et des exportations

Lait de vache
- France
  - Un décrochage préoccupant de la collecte et des exportations françaises
- Marché des produits laitiers
  - Pourquoi le prix de la poudre maigre baisse aux USA, se stabilise dans l'UE et se redresse en Nouvelle-Zélande ?

Viande ovine
- France
  - Baisse saisonnière des cours retardée
- UE et monde
  - Un marché mondial très dépendant des festivités religieuses

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Baisse des disponibilités en lait de chèvre au 1er trimestre

Annuels Caprins et ovins 2022-2023

L’offre encore réduite soutient les cours

Dernière révision le 23 mai 2023

En France, la décapitalisation du cheptel se poursuit. Les abattages ont nettement reculé en avril, y compris en veau de boucherie, ce qui soutient les prix. Une exception : le cours des vaches laitières, qui s’érode sous la pression de la viande importée.

Les naissances allaitantes et les exports de broutards demeurent limités. En veau laitier, les exports restent importants, soutenus par la demande espagnole.

Les pluies du mois de mai en France ont bien reverdi les prairies, mais les coûts de production étaient encore en élevés en mars.

En Europe, les abattages de vaches et de JB sont en recul, faute d’offre là aussi. Les cours des JB européens, dont allemands, sont donc soutenus malgré l’inflation.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

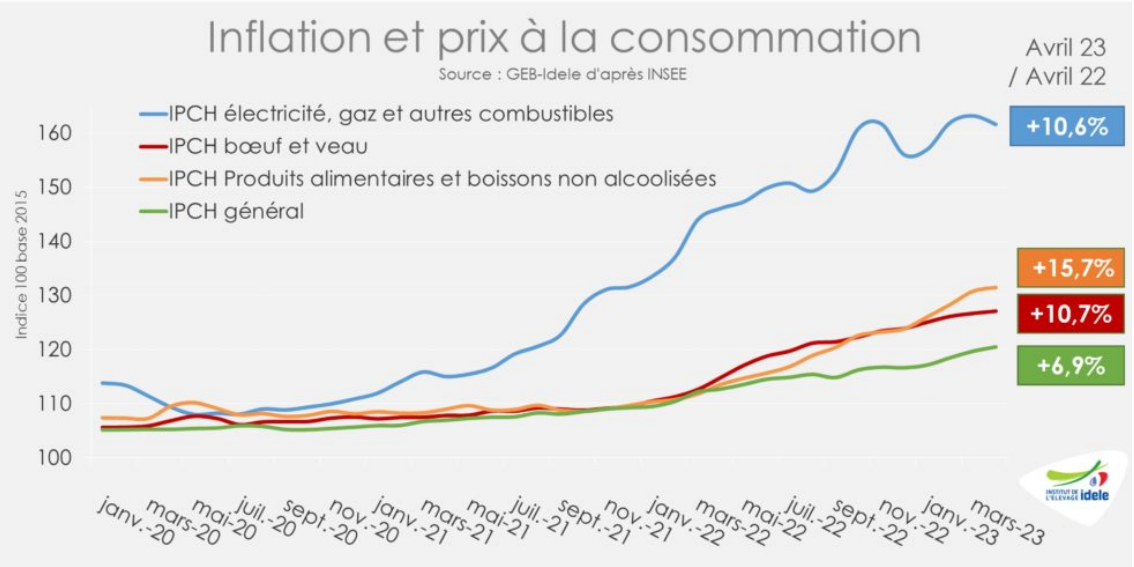
La consommation résiste, malgré l’inflation soutenue

Dernière révision le 23 mai 2023

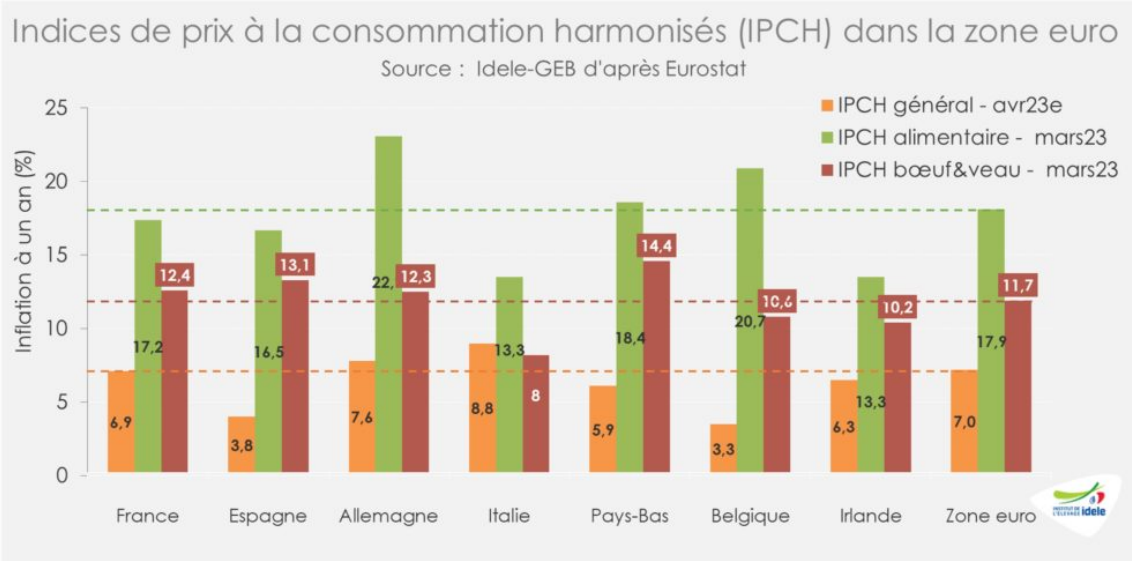
Comme depuis plusieurs mois, l’inflation reste soutenue et oriente à la hausse les ventes en valeur au détail comme en RHD. Avec des disponibilités réduites en France et plus d’imports, la consommation mesurée par bilan résiste.

En avril dernier, l’inflation alimentaire restait élevée

Après le léger ralentissement de **mars 2023**, le rythme de progression de l’indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était à nouveau à la hausse en **avril 2023** à +6,9% sur un an (contre +6,7% sur un an en mars). Pourtant, cette évolution globale cache toujours des disparités. La hausse est à aller chercher du côté des services (hébergement, transport, restauration…). A contrario, la hausse des prix de l’énergie (électricité, gaz et autres combustibles) a poursuivi sa décélération (+10,6% /2022 en mars, contre +13,3% un mois auparavant). Idem pour l’inflation sur les produits alimentaires (+15,7% /2022 contre +16,9% un mois auparavant) tout comme pour la viande bovine (+10,7% /2022 contre +12,4% un mois auparavant).

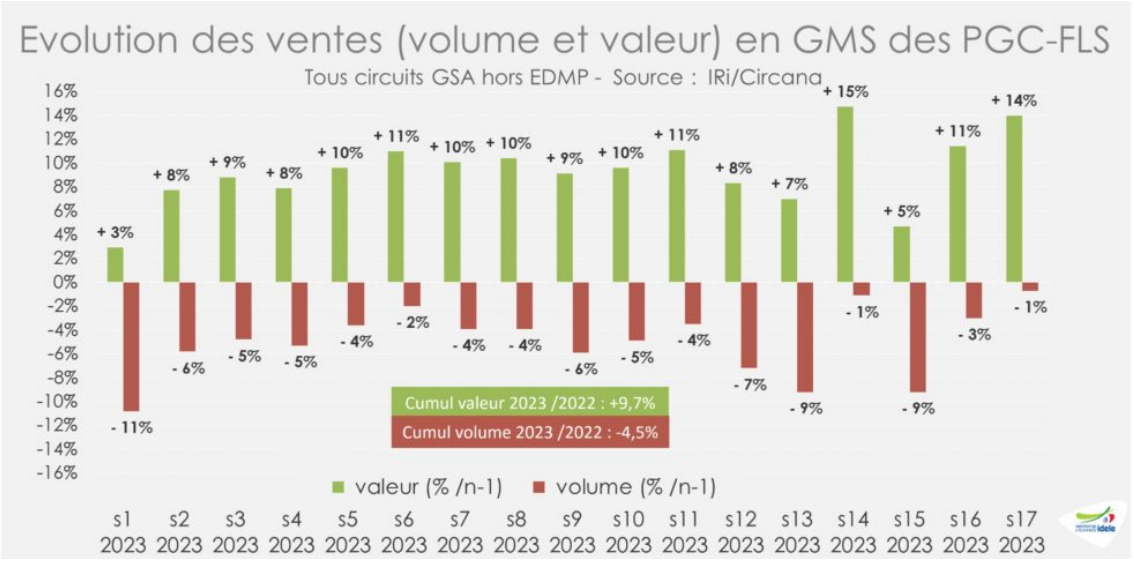


L’inflation générale en France flirte depuis plusieurs mois avec la moyenne de la zone euro (+7,0% /2022 en avril 2023). L’inflation sur les produits alimentaires en France se rapprochait également de l’ensemble de celle de la zone en mars dernier (+17,2% /2022 en France contre +17,9% dans la zone euro).

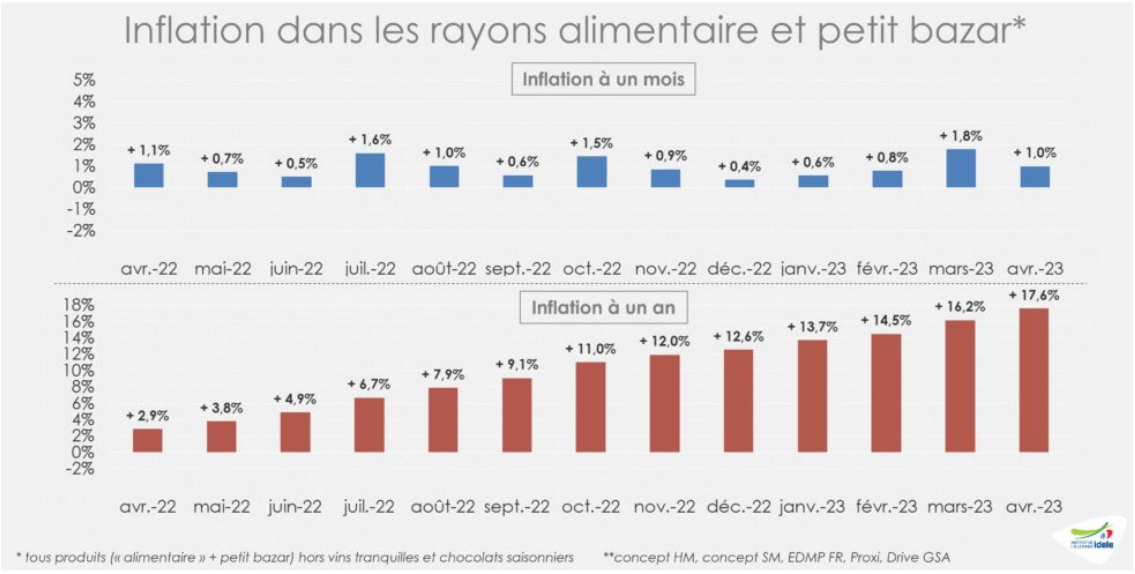


En avril dernier, du mieux pour les ventes au détail en volume

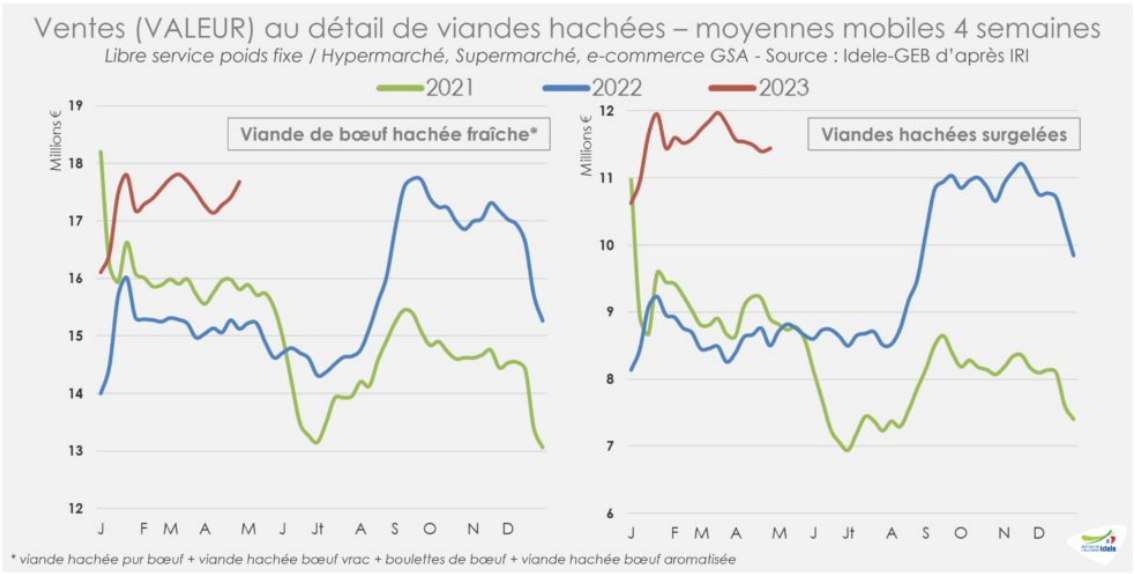
Au détail, les ventes en volume des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS) sont en retrait depuis le début de l'année (-5% /2022) alors que l'inflation participe à leur hausse en valeur (+10%) d'après IRi/Circana.



L'inflation sur un an poursuit sa progression pour la vente au détail d'après IRi/Circana. En avril dernier, la hausse des prix dans les rayons alimentaires et petit bazar atteignait +17,6% /2022, contre +16,2% en mars et +14,5% en février. C'était notamment le cas des rayons produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme des surgelés (dont les viandes congelées) à respectivement +16,8% et +20,7% /2022.

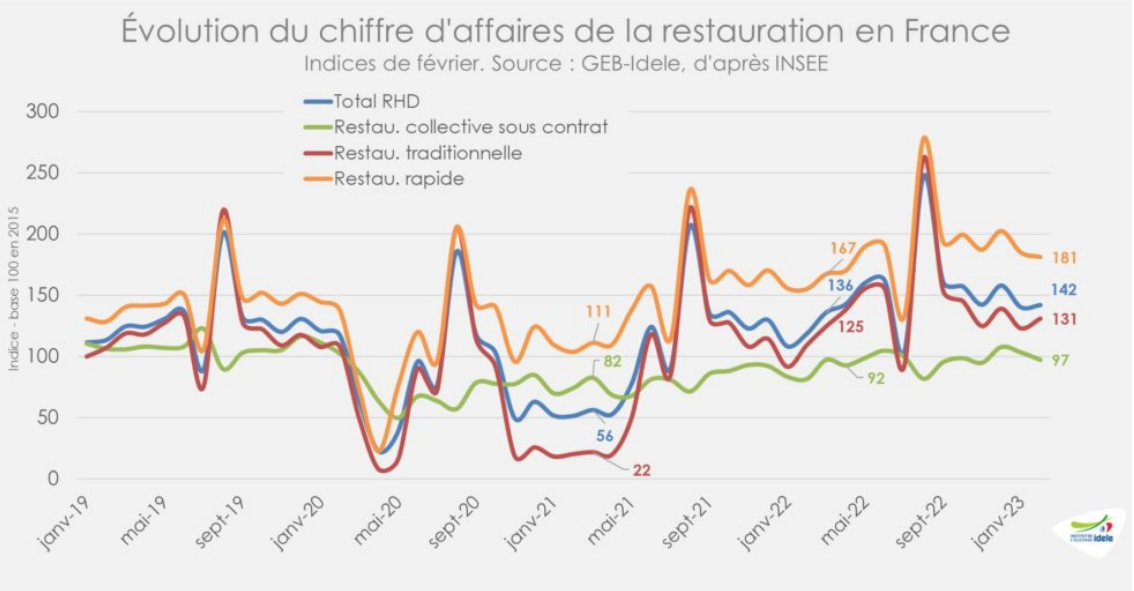


L'inflation soutient toujours les ventes en valeur au détail de viande hachée. Depuis le début de l'année (semaines 1 à 17), elles sont en hausse pour la viande hachée surgelée (+34% /2022 et +29% /2021) comme pour le bœuf haché frais (+15% /2022 et +10% /2021).

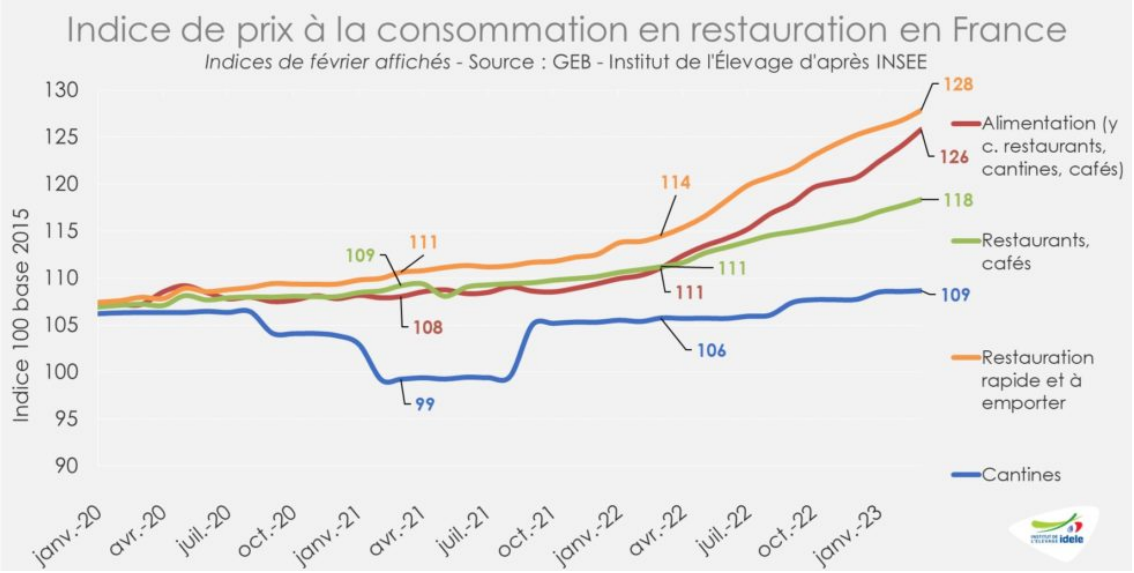


L'inflation est aussi soutenue en restauration

D'après l'INSEE, en février 2023, le chiffre d'affaires global de la restauration en France restait en nette progression par rapport à l'avant covid-19 (+21% /2020) portée notamment par le secteur du *fast-food* (+32%) et la restauration traditionnelle (+21%).

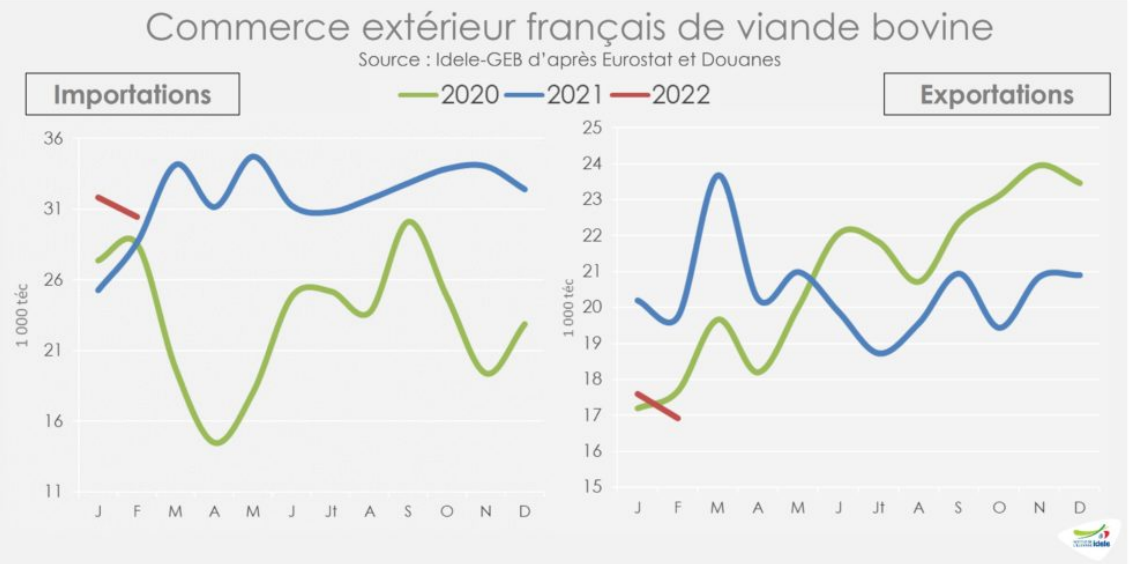


Cette progression générale du chiffre d'affaires reste supérieure à celle des prix à la consommation enregistrés dans le secteur, ce qui confirme le dynamisme de la RHD. En **mars 2023**, les prix à la consommation dans les services de restauration enregistraient une hausse sur un an de +6% d'après l'INSEE. Elle était plus prononcée pour la restauration rapide (+12% /mars 2022) que pour les restaurants et cafés (+6%) ou pour les cantines (+3%).



Imports en hausse et exports en baisse depuis début 2023

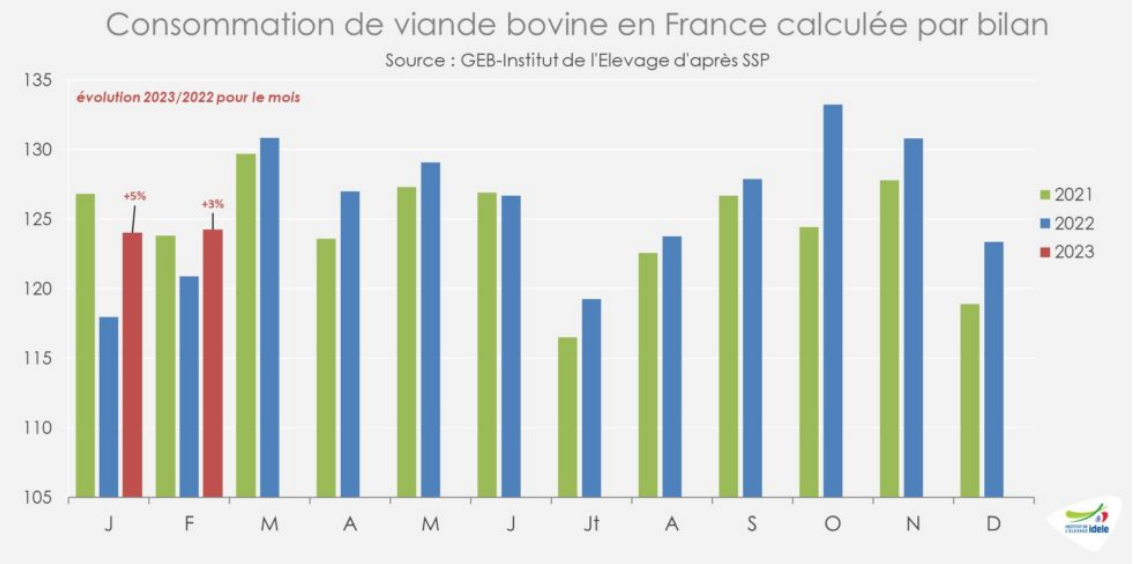
En **février 2023**, les **importations françaises** de viande bovine étaient à nouveau en hausse sur un an, à 30 500 téc (+6% /2022, +32% /2021). A contrario, les **exportations** étaient en retrait à 17 000 téc (-14% /2022, -4% /2021) en raison de des disponibilités françaises toujours limitées.



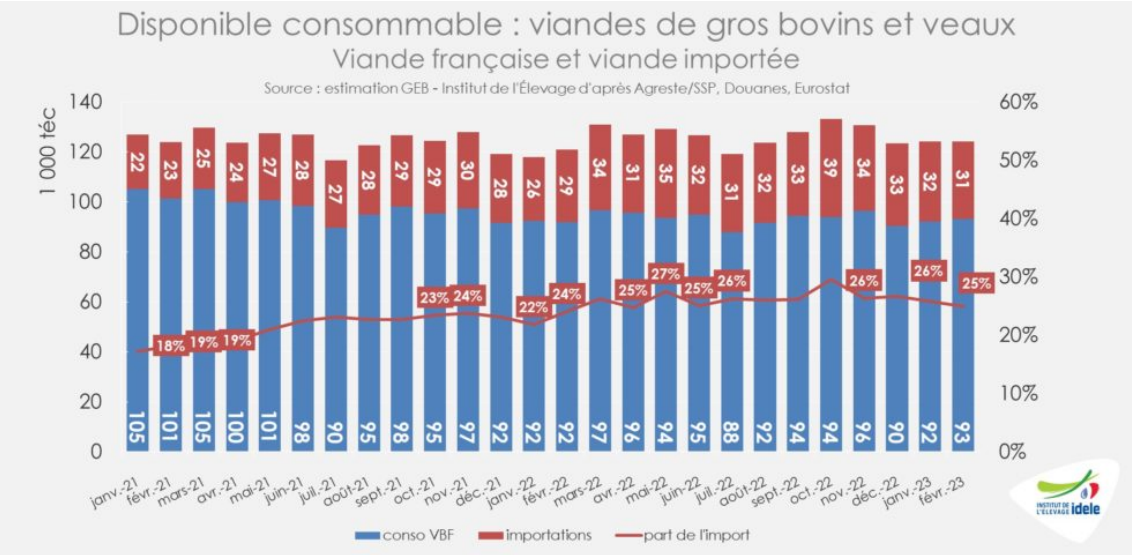
Attention toutefois, la progression des échanges est affectée par des flux avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas.

La consommation par bilan résiste depuis le début de 2023

En **février 2023**, la consommation de viande bovine (veau compris) calculée par bilan étaient en hausse d'une année sur l'autre pour le 8ème mois consécutif, à 124 200 téc (+3% /2022 et = /2021). En cumul sur les deux premiers mois de 2023, la consommation résistait à 248 300 téc (+4% /2022, mais -1% /2021).



Au sein du disponible consommable en France, la part de viande bovine importée (probablement surestimée par les effets du *Brexit*), a atteint 25% des disponibilités totales en cumul sur les deux premiers mois de 2023.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

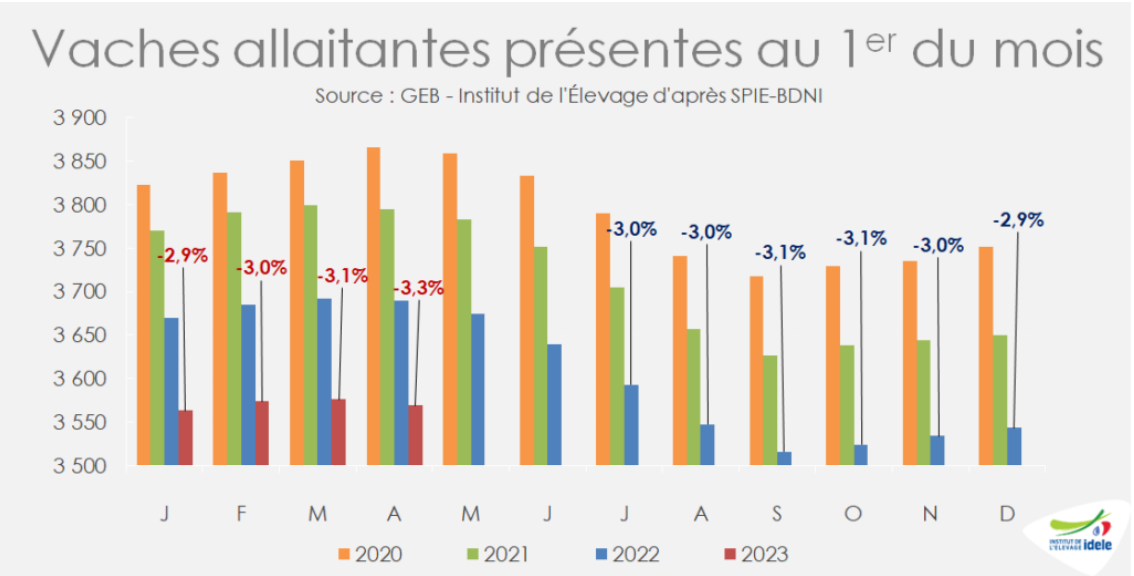
La décapitalisation s'accélère, l'offre est en retrait

Dernière révision le 23 mai 2023

La baisse du cheptel s'accentue en vaches allaitantes et reste très forte en vaches laitières. La baisse des entrées de génisses dans les deux troupeaux est le principal moteur de la décapitalisation. Les abattages reculent toujours. Les prix se tiennent.

La décapitalisation s'accélère dans le cheptel allaitant

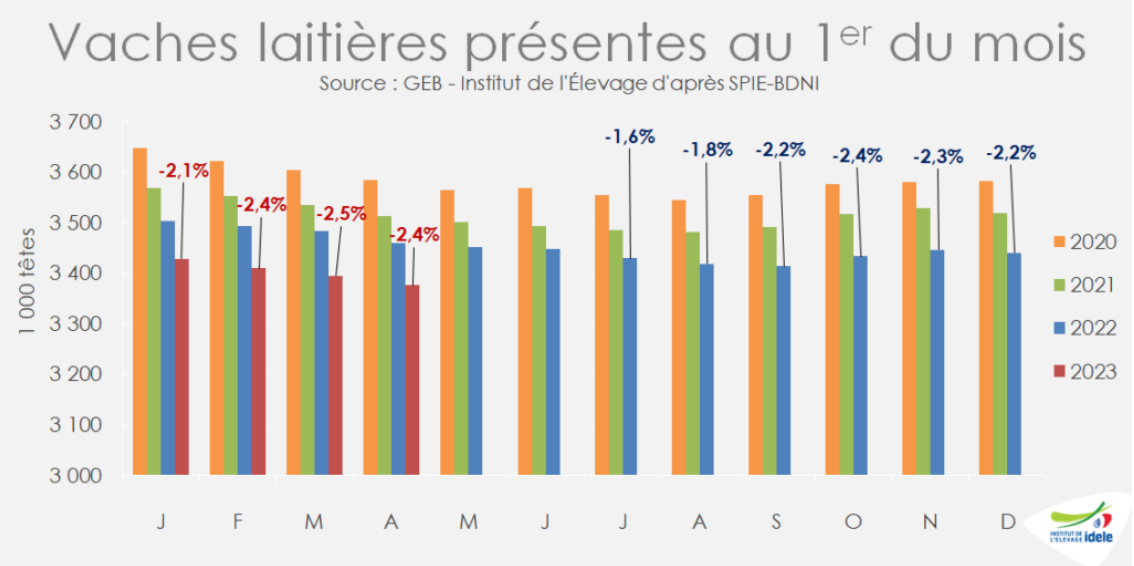
Au 1er avril, le recul du nombre de **vaches allaitantes** présentes en France était encore plus prononcé que les mois précédents (**-3,3%** sur un an, à 3,569 millions de têtes).



La très forte baisse des entrées de primipares dans les troupeaux est responsable de cette accélération, et non un afflux de vaches de réforme. Les entrées de génisses ont en effet baissé très fortement d'un hiver à l'autre : -6% en janvier, -8% en février et -10% en mars.

Le cheptel laitier perd lui aussi des vaches à un rythme élevé

Le nombre de **vaches laitières** était toujours en net recul par rapport à l'an dernier au 1er avril, (**-2,4%** /2022 à 3,376 millions de têtes). Là aussi, le recul des entrées de génisses est prononcé (-6% en janvier, -8% en février et -3% en mars) et constitue le principal moteur de la baisse.



-10% en cinq ans pour le cheptel bovin français

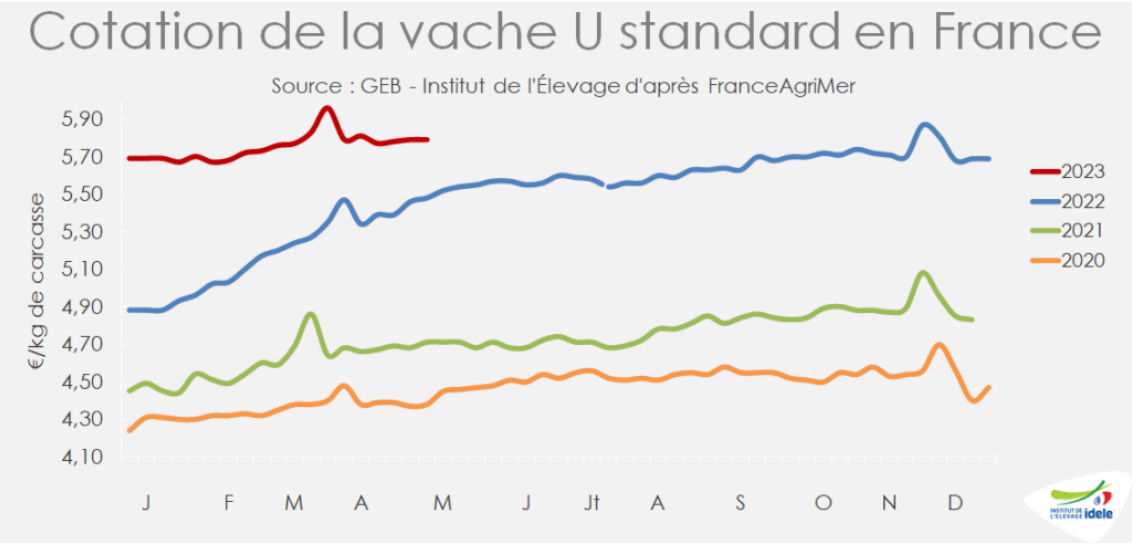
La baisse du cheptel reproducteur sur le long terme conduit naturellement à une baisse du cheptel total. Ainsi le nombre de bovins en France est tombé à 16,952 millions de têtes au 1er avril 2023, accusant une baisse de -10% en cinq ans, soit -1,930 million de têtes ! Sur la même période, la France a perdu 430 000 vaches allaitantes (-11%) et 300 000 vaches laitières (-8%).

Les abattages reculent

Sur les huit dernières semaines connues (12 à 19), les **abattages de gros bovins** ont enregistré une baisse de **-6%** /2022 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La baisse se chiffrait à -4% pour les vaches laitières et -9% pour les vaches de type viande, le faible nombre de génisses de renouvellement incitant les éleveurs à retenir leurs vaches. Les génisses de type viande étaient également moins nombreuses (-5%). Le déclin à 2 chiffres se poursuit pour les JB de type lait (-14%). Il est lié essentiellement à l'arrêt de l'engraissement par les éleveurs laitiers. Les abattages de JB de type viande se maintiennent mieux (-2%) grâce à un pour les JB de type viande.

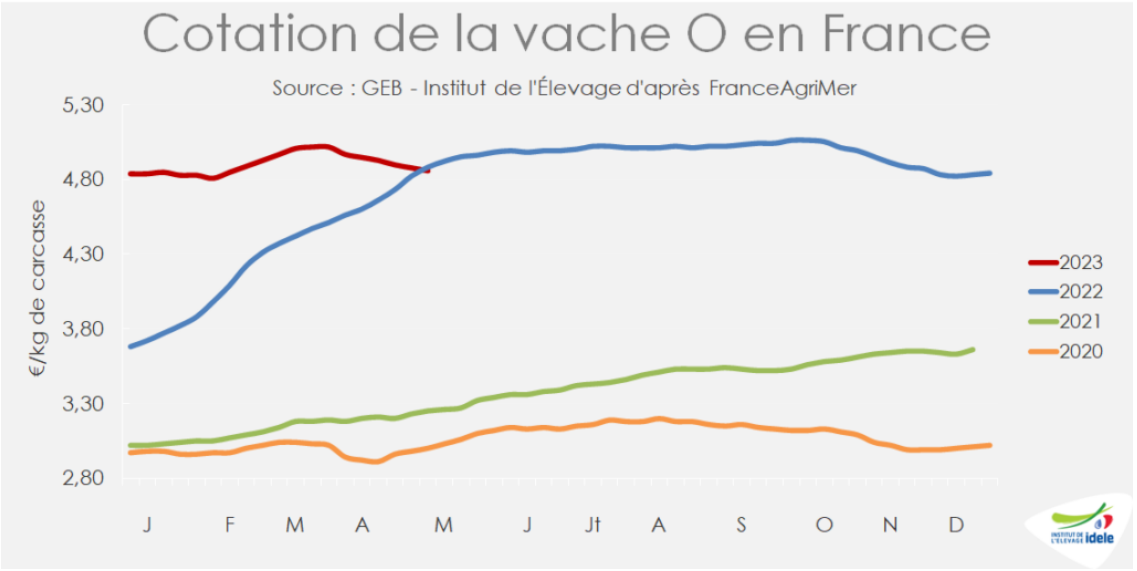
Les cotations des vaches allaitantes restent élevées, mais celles des laitières subissent la pression de l'import

La baisse de l'offre à abattre permet de maintenir les cours des vaches allaitantes.



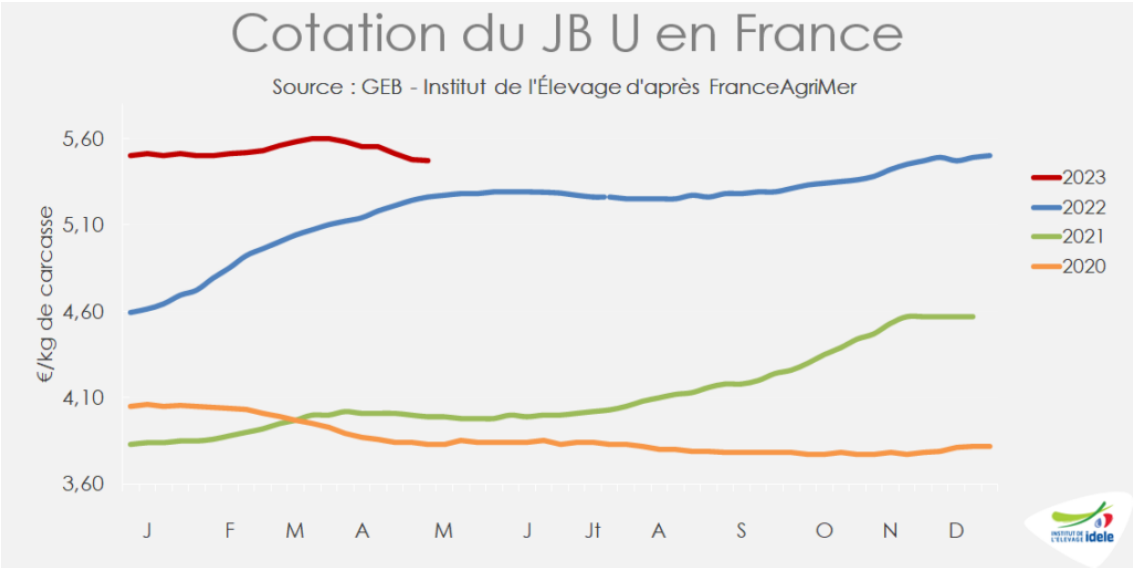
Après son habituel pic de Pâques, la cotation de la **vache U** est redescendue, mais reste bien orientée. À 5,79 €/kg de carcasse en semaine 19, elle dépassait toujours largement les niveaux des années précédentes (+6% /2022 et +23% /2021). Après une légère baisse, la cotation de la **vache R** s'est stabilisée à 5,41 €/kg en semaine 19 (+4% /2022 et +32% /2021).

A l'inverse, les prix des vaches les moins bien conformées ont nettement décroché, sans doute sous la pression de l'import, stimulé par l'écart de prix avec les autres origines européennes (lire l'article sur les vaches en UE). La **vache O** a perdu 9 centimes en 4 semaine pour tomber à 4,86 €/kg, rejoignant son niveau de 2022 et la **vache P** a perdu 12 centimes à 4,62 €/kg, retombant sous son niveau de 2022 (-4%).



Baisse saisonnière des prix des jeunes bovins

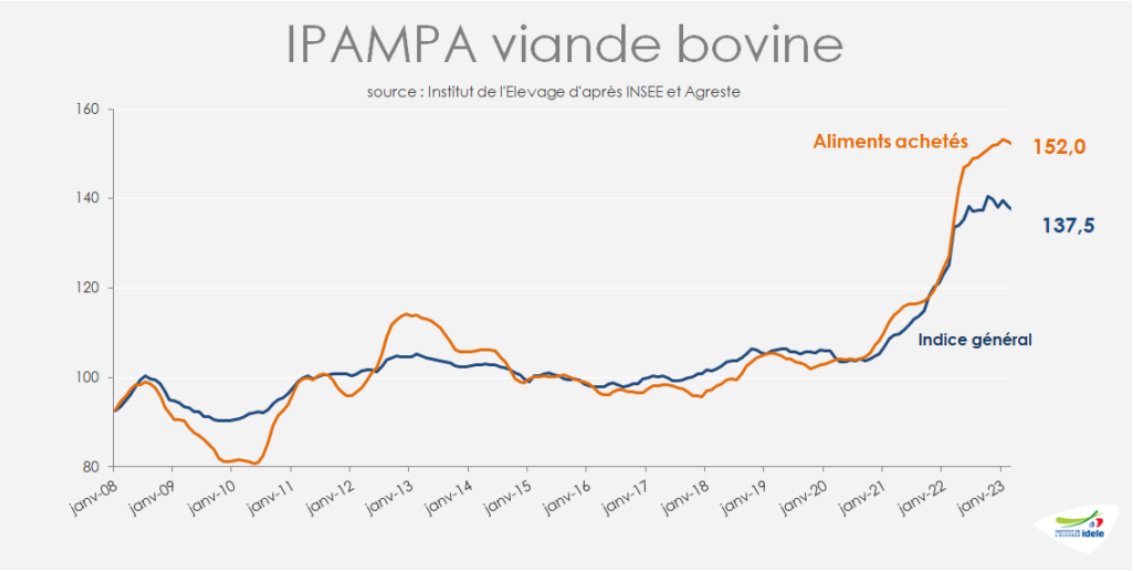
Avec retard, les prix des JB français ont enclenché une baisse saisonnière dans le sillage des prix italiens et allemands. Le marché européen du jeune bovin continue globalement de se tenir. Les prix ont cessé de baisser en Allemagne et l'offre de JB en Italie est extrêmement réduite (lire l'article sur le marché européen du JB).



La cotation du **JB U** a perdu 8 centimes en 4 semaines pour retomber à 5,47 €/kg en semaines 19 (+4% /2022 et +37% /2021). Celle du **JB R** a perdu 10 centimes à 5,32 €/kg (+4% /2022 et +40% /2021) et celle du **JB O** 11 centimes, à 5,00 €/kg (+3% /2022 et +49% /2021).

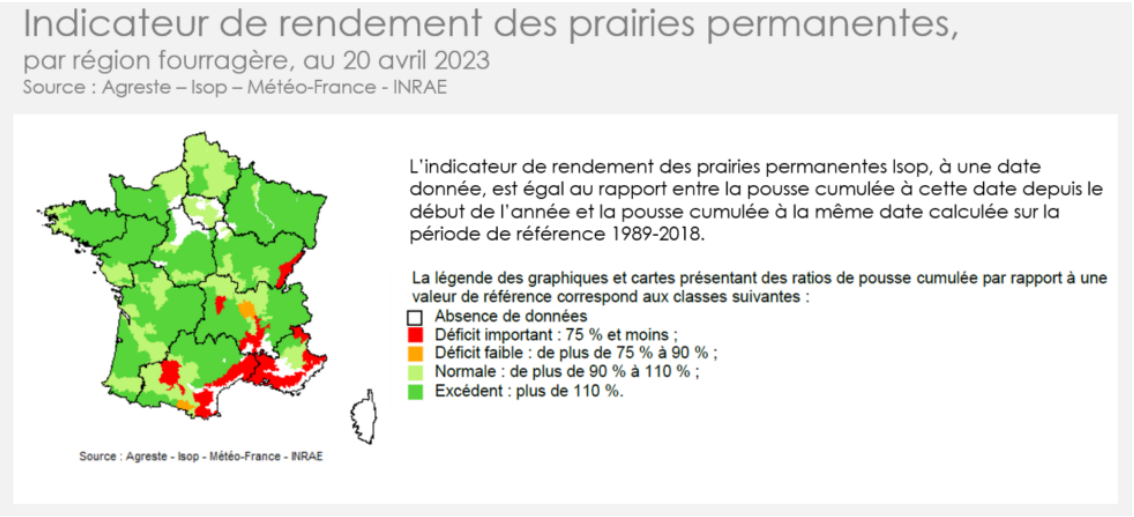
Les charges toujours en hausse sur un an

En mars 2023, l'**IPAMPA** viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 137,5 points. Il restait en hausse de **+2,9% par rapport à mars 2022**, premier mois affecté par la flambée des intrants suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. L'indice des prix des aliments achetés restait même à +12,4% /2022. L'indice des énergies et lubrifiants était en revanche retombé à 168,9 (-19% /2022, mais toujours + 48% /2021) et celui des engrais et amendements à 174,7 (-12% / 2022, mais +79% /2021).



Un début de saison d'herbe plutôt favorable sur une grande partie du territoire

D'après la note de suivi de la pousse de l'herbe des prairies permanentes publiée par Agreste, la production cumulée des prairies permanentes au 20 avril était supérieure de 15% à celle de la période de référence 1989-2018 au niveau national. Le pourtour méditerranéen connait toutefois une pousse déficitaire en lien avec une sécheresse importante, de même qu'une partie du Jura, du Puy de Dôme, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, du Tarn et Garonne et de la Haute Garonne. Les auteurs de la note précisent que cela ne présage en rien de la suite qui sera fonction des conditions climatiques des prochains mois.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

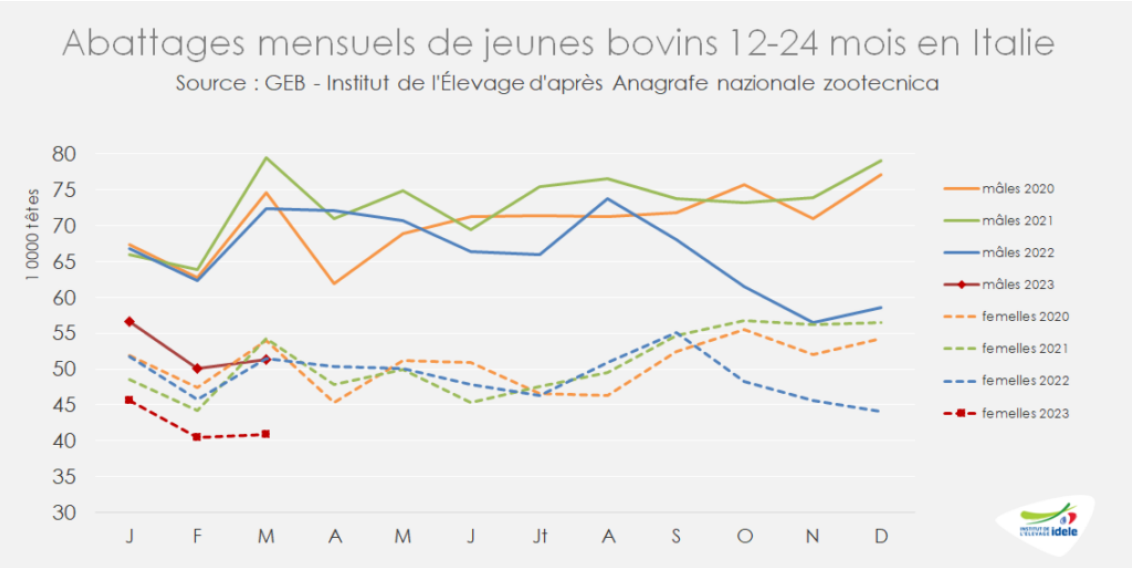
Offre et demande restreintes

Dernière révision le 23 mai 2023

La réduction de l'offre permet de soutenir les prix des jeunes bovins sur le marché européen, malgré une demande freinée par les répercussions de l'inflation. La sécheresse inquiète la filière espagnole.

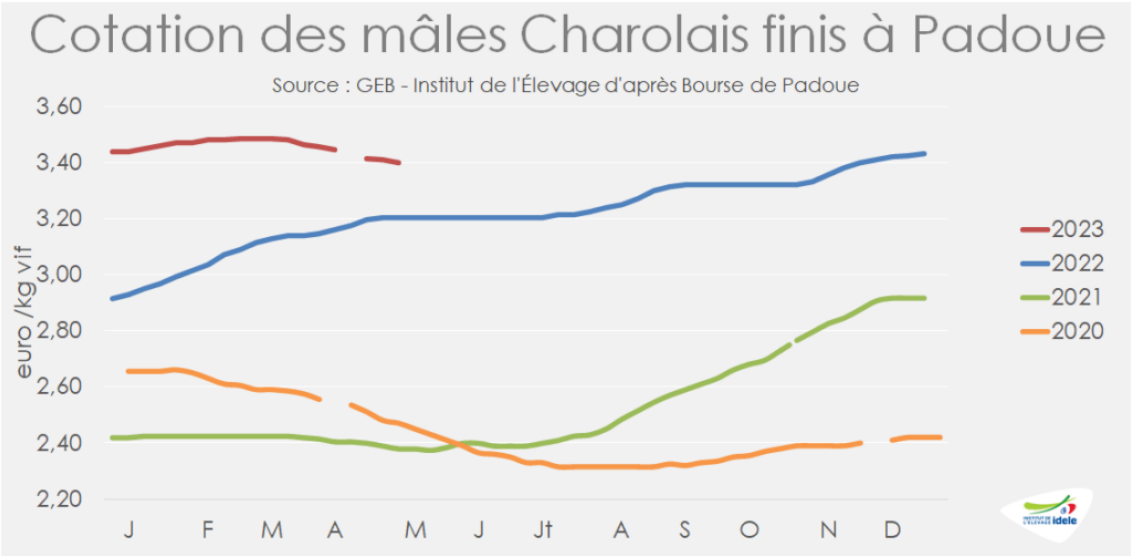
ITALIE : offre toujours très limitée

En **Italie**, les **sorties** de jeunes bovins sont considérablement limitées depuis l'automne dernier. En effet, les engraisseurs avaient réduit les mises en place au printemps en raison des incertitudes sur les effets de la sécheresse et de la guerre en Ukraine. Les envois de broutards français ont par ailleurs été ralentis par le manque de disponibilités exportables.

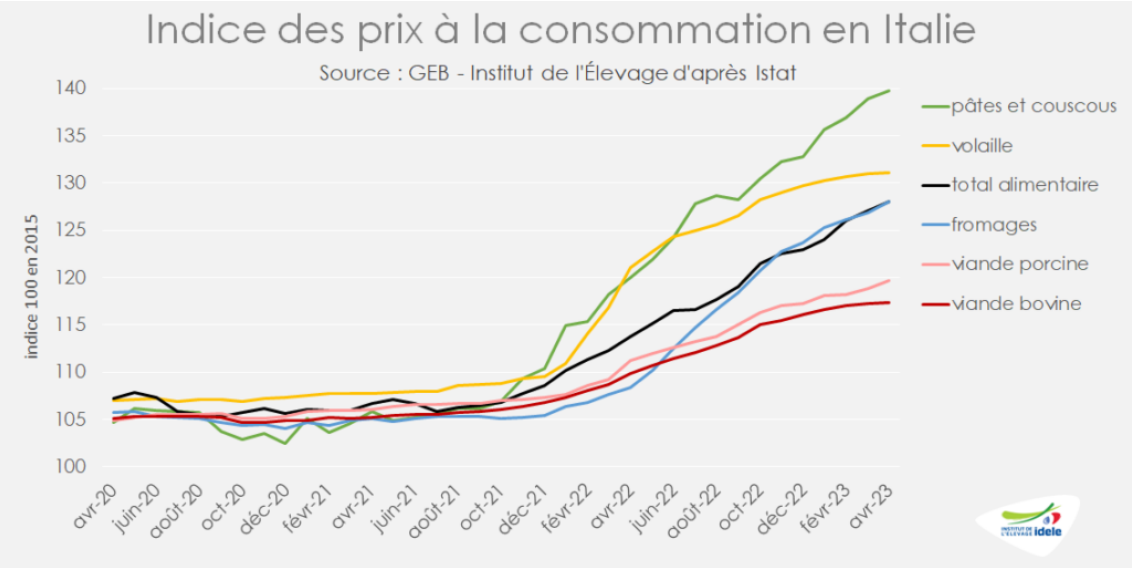


D'après l'*Anagrafe nazionale zootecnica* (BDNI italienne), les abattages de bovins de 1 à 2 ans étaient en fort recul sur les 3 premiers mois de l'année : -22% /2022 pour les mâles de 12 à 24 mois à 158 000 têtes et -15% pour les femelles à 127 000 têtes.

Les **prix** des jeunes bovins mâles et femelles sont restés parfaitement stables à la bourse de Modène. Seules les cotations des mâles charolais ont perdu 3 centimes mi-avril, mais se sont stabilisées depuis, à 3,57 €/kg vif pour le Charolais extra (+8% /2022) et 3,44 €/kg vif pour le Charolais de première catégorie (+9% /2022). Sur la bourse de Padoue, le mâle charolais a amorcé une très lente baisse saisonnière (-5 centimes en 4 semaines), à 3,40 €/kg vif en semaine 19 (+6% /2022).

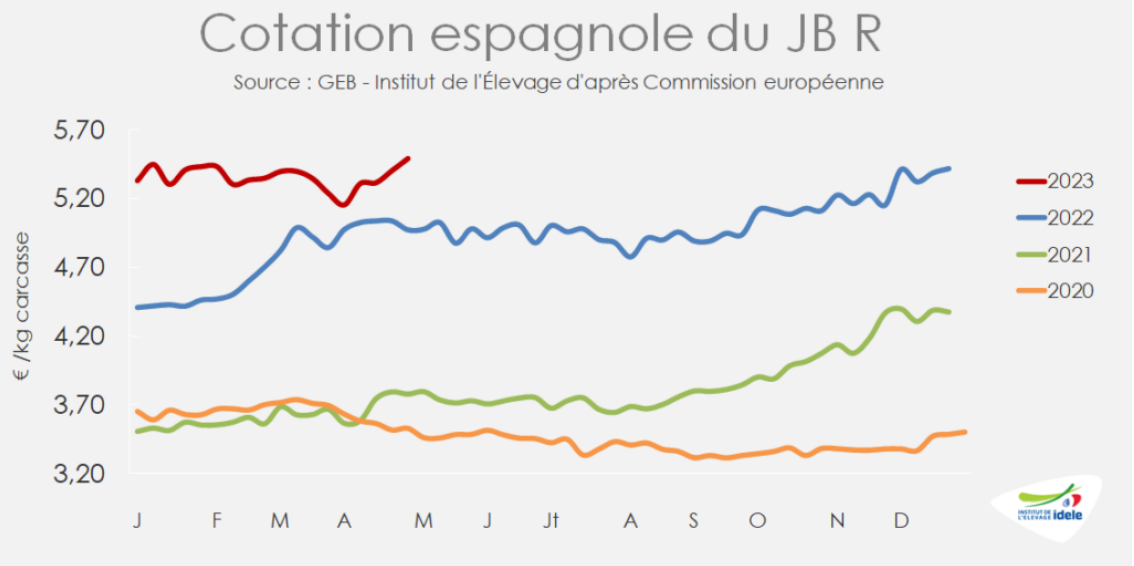


L'**inflation est repartie à la hausse en avril** selon Istat (+8,3% /2022 contre +7,6% en mars), malgré un ralentissement sur les produits alimentaires (+12,6% /2022 contre +13,2% en mars). L'inflation en viande bovine, qui demeure bien plus modérée, a poursuivi son ralentissement (+6,8% contre +7,9% en mars). Elle est également moindre que pour les autres produits animaux (+8,3% pour la volaille, +7,6% pour le porc, +17% pour les œufs et +18% pour les produits laitiers).



ESPAGNE : des prix bien orientés mais une sécheresse bien inquiétante

En **Espagne**, les **prix** des JB restent bien orientés malgré un marché national morose. Le pouvoir d'achat des ménages est durement affecté par l'inflation, qui aurait rebondi à +4,1% en avril sur un an après un ralentissement en mars à +3,3%. Seul le retour du tourisme, avec une « excellente fréquentation lors des vacances de Pâques » selon l'organisation *Exceltur*, permet de maintenir un peu de dynamisme sur le marché intérieur. Par ailleurs, la demande pour l'export en vif ne s'est finalement pas tarie avec la fin du Ramadan, plusieurs bateaux étant en préparation pour la mi-mai. Enfin, l'export de carcasse semble rester actif, notamment vers l'Italie et la Grèce.



Le JB U espagnol cotait 5,52 €/kgéc en semaine 18 (+9% /2022). Le JB R cotait 5,49 €/kg (+10%) et le JB O 5,28 €/kg (+7%).

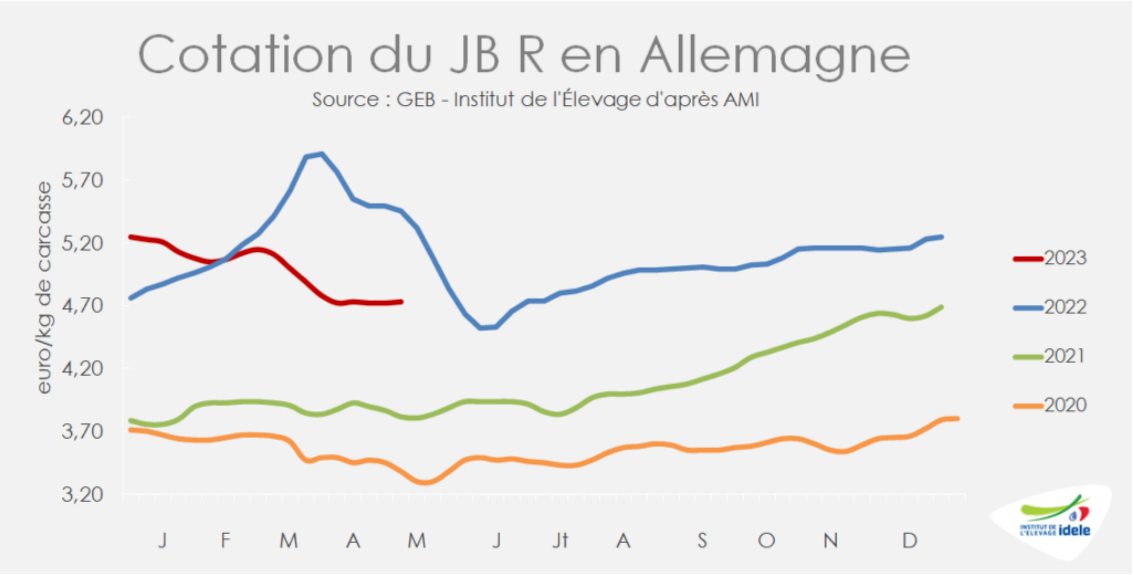
L'inquiétude majeure pour la filière espagnole est désormais la terrible **sécheresse** qui touche le pays. Elle conduit actuellement à un début de **décapitalisation** allaitante dans les régions du centre et du sud, qui ne peut pas encore être chiffrée. Un article du quotidien national *El Mundo* évoque toutefois plus de 20 jours d'attentes pour les vaches de réforme en raison de l'engorgement des abattoirs. La sécheresse engendre également une nouvelle hausse des coûts d'engraissement. A titre d'exemple, le prix de la paille a doublé et dépasserait actuellement 150 €/t dans certaines régions.

ALLEMAGNE : offre et demande en retrait

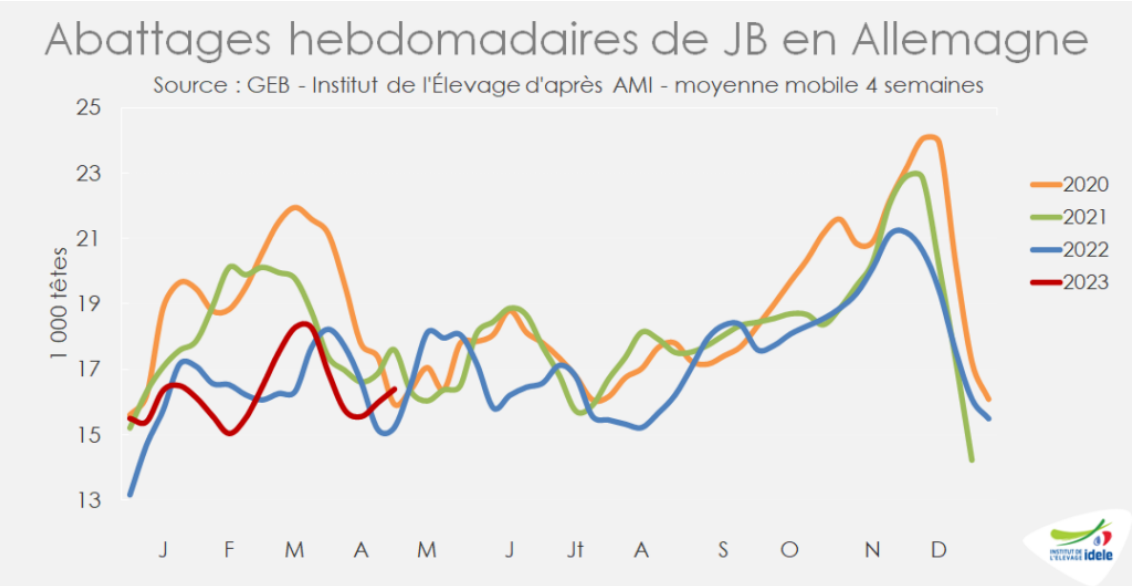
En **Allemagne**, les **achats des ménages** de viande de bœuf ont chuté de près -15% /2022 au 1er trimestre d'après le panel GFK, alors que les achats de saucisses étaient quasiment stables et ceux de viande de porc et de volaille enregistraient des baisses nettement plus modérées (-5%). Les experts d'AMI l'expliquent par le prix plus élevé du bœuf dans un contexte de baisse de pouvoir d'achat sur un marché très sensible au prix.

L'**inflation** générale a toutefois ralenti en avril à **+7,2%** /2022 d'après *Destatis,* contre +7,4% en mars. Le prix de l'alimentation a même légèrement diminué par rapport à mars (de -0,1 point).

Les **cotations** des JB ont stoppé leur baisse début avril et sont stables depuis lors. Le JB U a même regagné 2 centimes à 4,78 €/kg de carcasse en semaine 18 (-13% /2022, mais +24% /2021). Celle du JB R se situait à 4,73 €/kg (-13% /2022 et +24% /2021) et celle du JB O à 4,51 €/kg (-14% /2022 et +25% /2021).

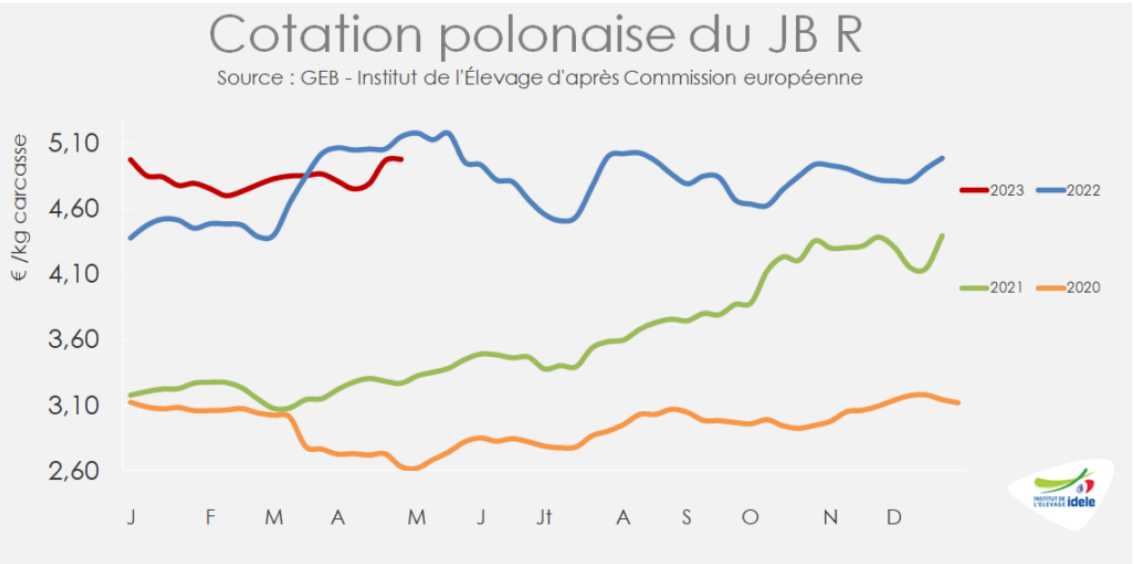


Les **abattages** de jeunes bovins restent limités. Sur les semaines 11 à 18, ils égalaient leur bas niveau de 2022 et restaient nettement inférieurs à 2021 (-5%). Le commerce est relativement équilibré.

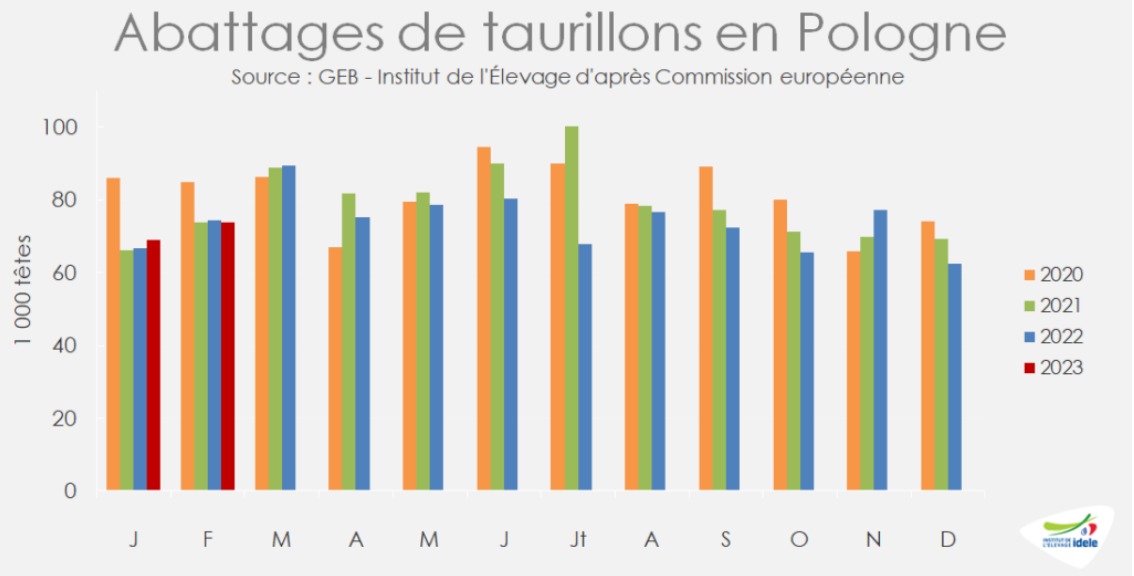


POLOGNE : les prix se redressent

Les **cotations** des jeunes bovins polonais ont regagné entre 12 et 17 centimes en un mois pour revenir à 4,98 €/kg de carcasse pour le JB R (-3% /2022, mais +53% /2021) et 4,80 €/kg pour les JB O (-3% /2022, mais +52% /2021).



La **production** polonaise de jeunes bovins recule désormais depuis deux ans, par manque de petits veaux à engraisser. Ce repli fait suite à un long développement de la production de JB en Pologne depuis son adhésion à l'UE en 2004. Sur les deux premiers mois de 2023, les **abattages** polonais de gros bovins ont totalisé 271 000 têtes (-1% /2022), dont 143 000 mâles non castrés (+1% /2022).

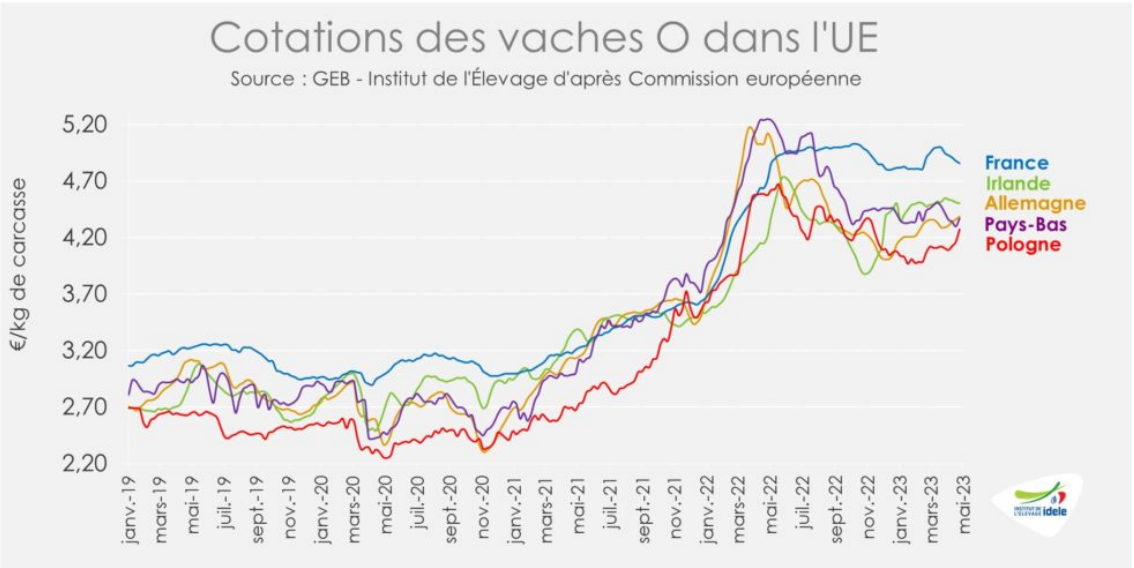


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Des abattages toujours limités

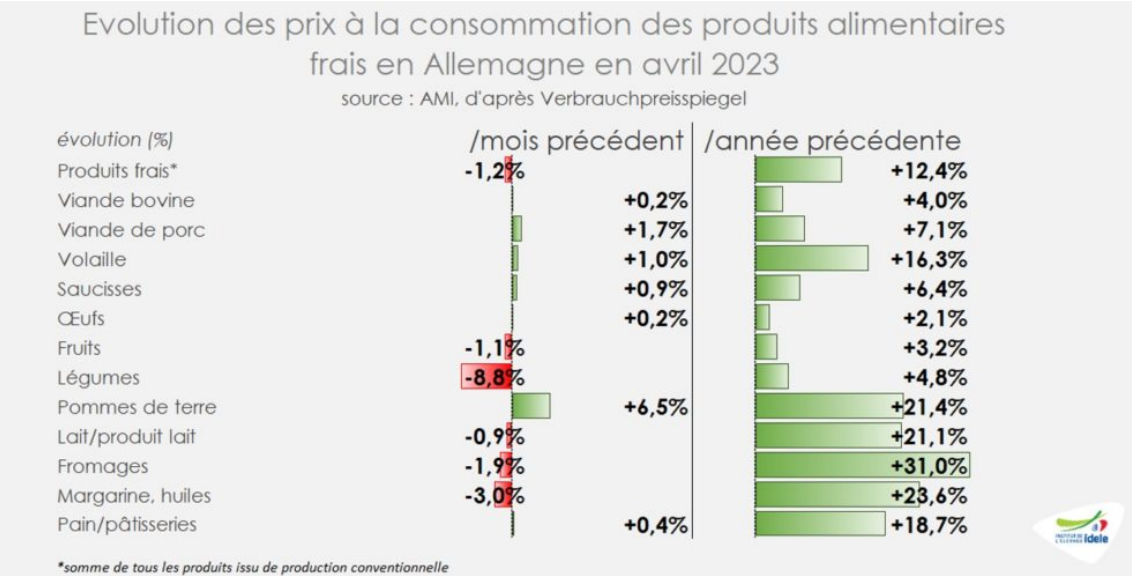
Dernière révision le 23 mai 2023

Depuis plusieurs semaines, les abattages de vaches sont restés limités faute d'offre en ferme partout en Europe. Si le pourvoir d'achat reste affecté par l'inflation, la demande en transformation participe à soutenir les cours.

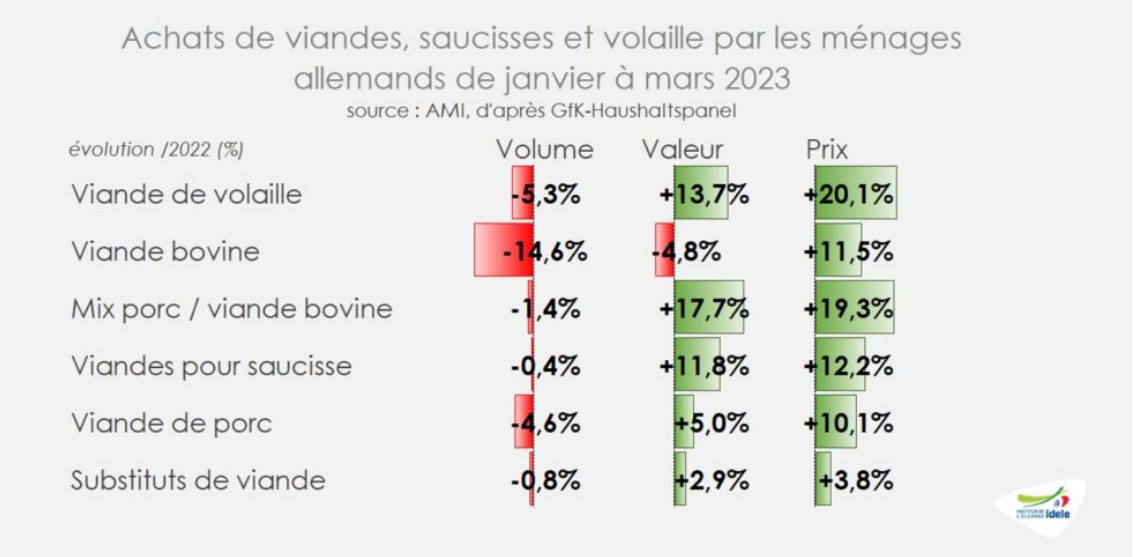


ALLEMAGNE : peu de changement

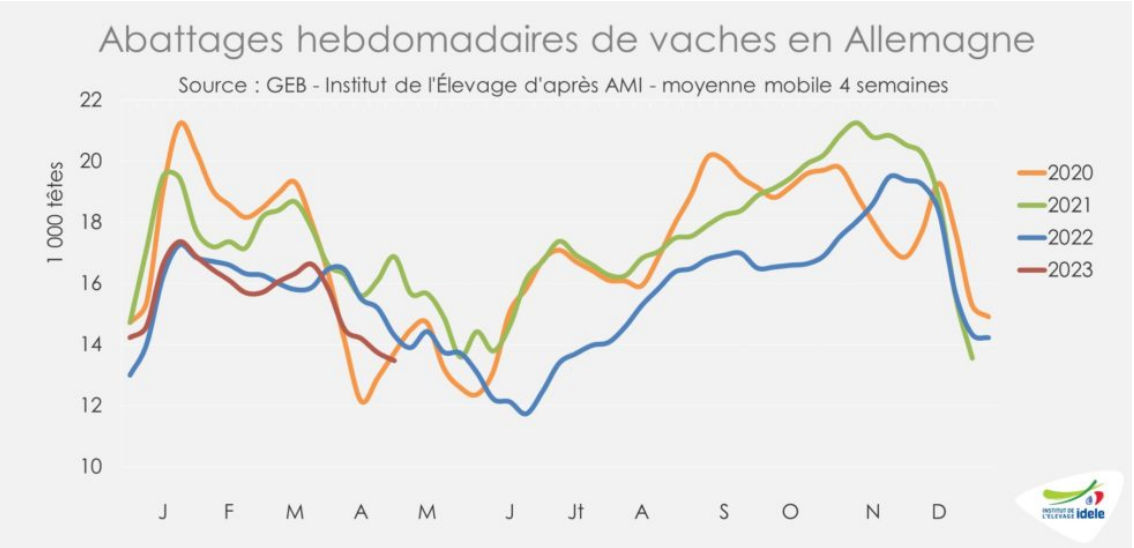
En **Allemagne**, la situation évolue peu. L'inflation alimentaire reste forte et le marché est atone : la demande limitée rencontre une offre peu abondante. Mais l'inflation semble désormais ralentir et l'inflation alimentaire pourrait avoir dépassé son pic. En **avril 2023**, l'inflation sur un an restait cependant élevée : les prix des produits frais avaient progressé de près de +12% sur un an. La hausse restait particulièrement forte pour les fromages (+31% /2022), les margarines et huiles (+24%) ou les pommes de terre (+21%). Elle était d'une ampleur moindre pour les différentes viandes dont le bœuf (+4%).



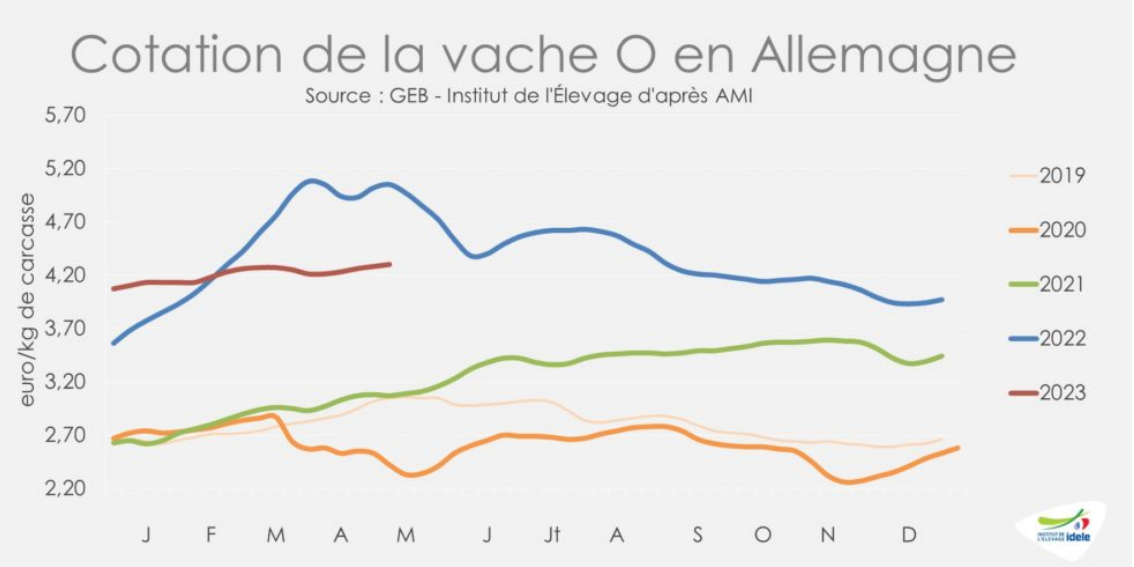
L'inflation alimentaire, notamment sur les viandes, a continué de peser sur les achats des ménages. En cumul sur **le premier trimestre 2023**, les achats de viandes ont reculé en volume (-3,5% /2022), avec des niveaux variés selon les espèces. La viande bovine, produit plus cher que les autres, a subi la baisse la plus marquée (-15% /2022 en volume). Comme dans d'autres pays d'Europe, la demande en viande piécée (majoritairement issu de JB) s'est reportée en partie sur les saucisses (=) ou la viande hachée mélangée (-1%), malgré des hausses de prix toujours marquées (respectivement +12% et +19%).



La demande un peu plus soutenue pour les viandes transformées, issues principalement des réformes laitières, fait face à une offre très limitée. Sur les quatre dernières semaines disponibles (semaines 15 à 18), les abattages de vaches étaient en retrait (-6% /2022 et -20% /2021). Même constat sur les quatre premiers de l'année 2023 (-2% /2022 et -12% /2021).

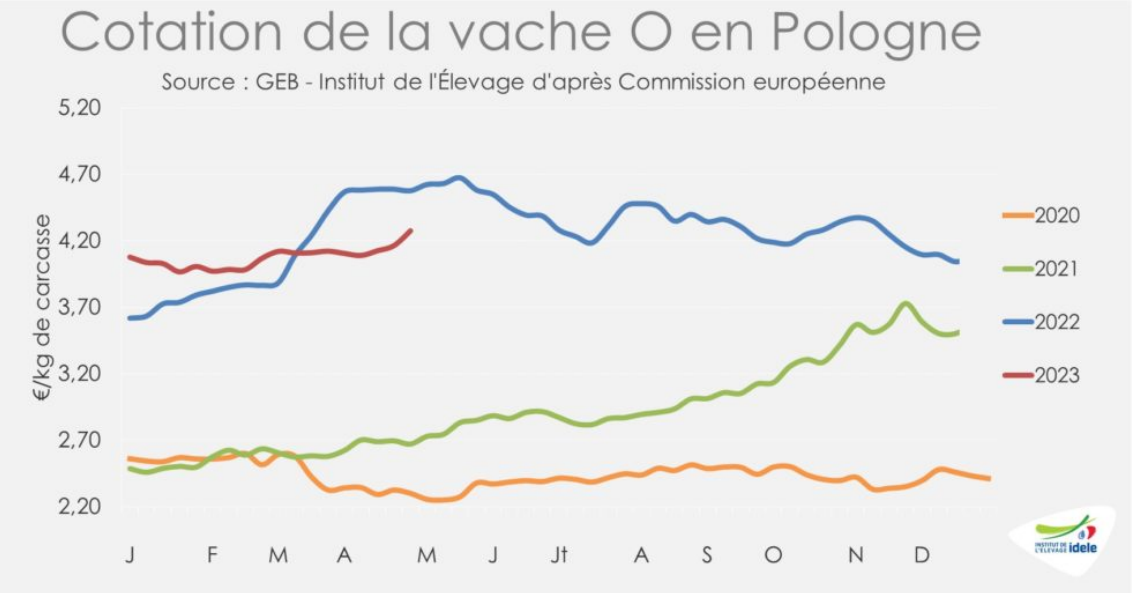


Cette offre limitée soutient les cours des femelles, en hausse de 9 centimes en un mois, mais cependant en retrait par rapport au niveau record de 2022. En semaine 18, la cotation de la vache O atteignait 4,30 €/kgéc (-15% /2022, mais +40% /2021).



POLOGNE : les cours repartent à la hausse

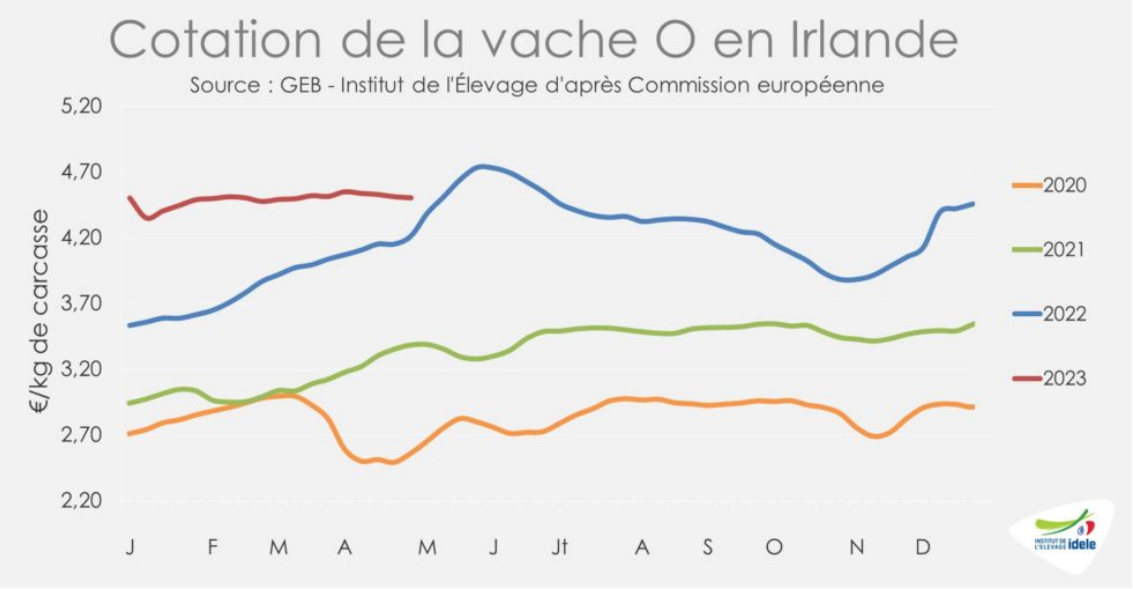
En **Pologne**, les cotations des réformes poursuivent leur hausse en lien avec la demande en viande polonaise pour la transformation et la restauration, dans un contexte d'offre européenne limitée. En semaine 18, le cours de la vache O atteignait 4,27 €/kg de carcasse (-7% /2022, mais +60% /2021), soit une hausse de +17 centimes en un mois (+4%).



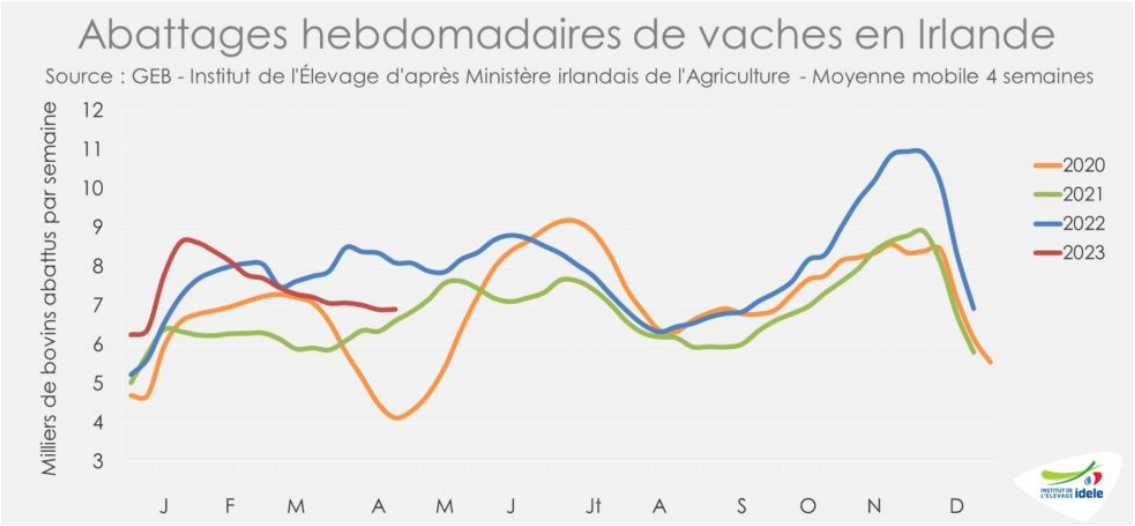
Les disponibilités en réformes pourraient être limitées dans les prochains mois, sauf retournement drastique du marché laitier. D'après l'enquête de décembre 2022, le cheptel polonais de vaches était en retrait marqué (-5% /2021).

IRLANDE : marché relativement stable

En **Irlande**, les cours restent relativement stables pour toutes les catégories depuis plusieurs semaines. C'est notamment le cas des vaches de réforme. En semaine 18, la cotation de la vache O atteignait 4,50 €/kg de carcasse (+7% /2022 et +33% /2021). Celle du bœuf R3 était stable, à 5,28 €/kg (+8% /2022 et +28% /2021). Même constat pour la génisse R3, à 5,27 €/kg (+8% /2022 et +27% /2021).



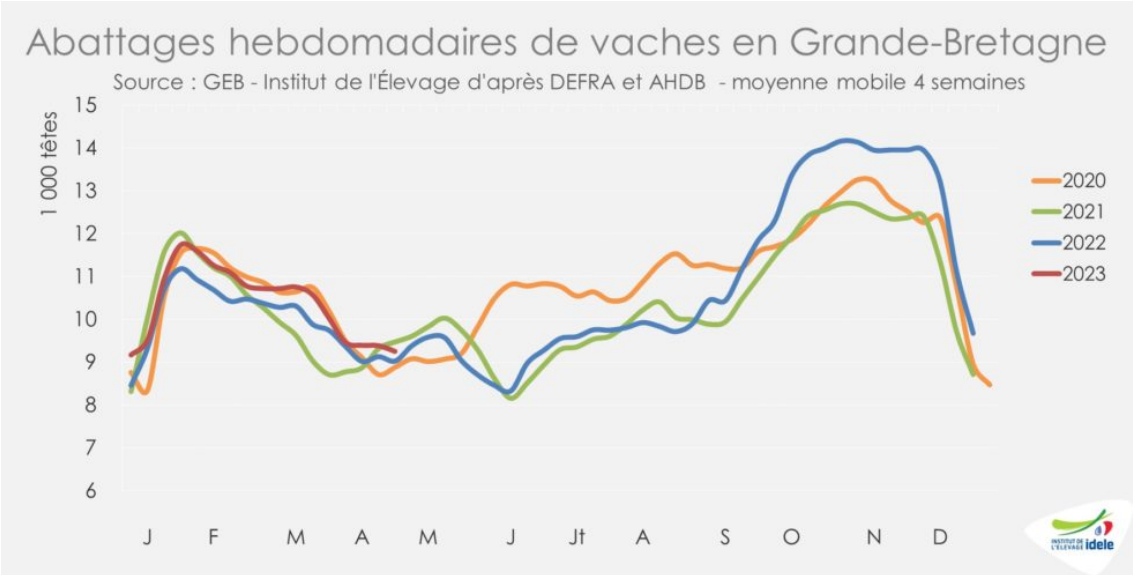
L'offre en élevage semble en phase avec la demande des abattoirs d'après *Bord Bia*. Le rythme des abattages de vaches a de nouveau poursuivi en avril son ralentissement entamé fin janvier. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches ont poursuivi leur décrue entre les semaines 15 et 18 (-15% /2022, mais +4% /2021).



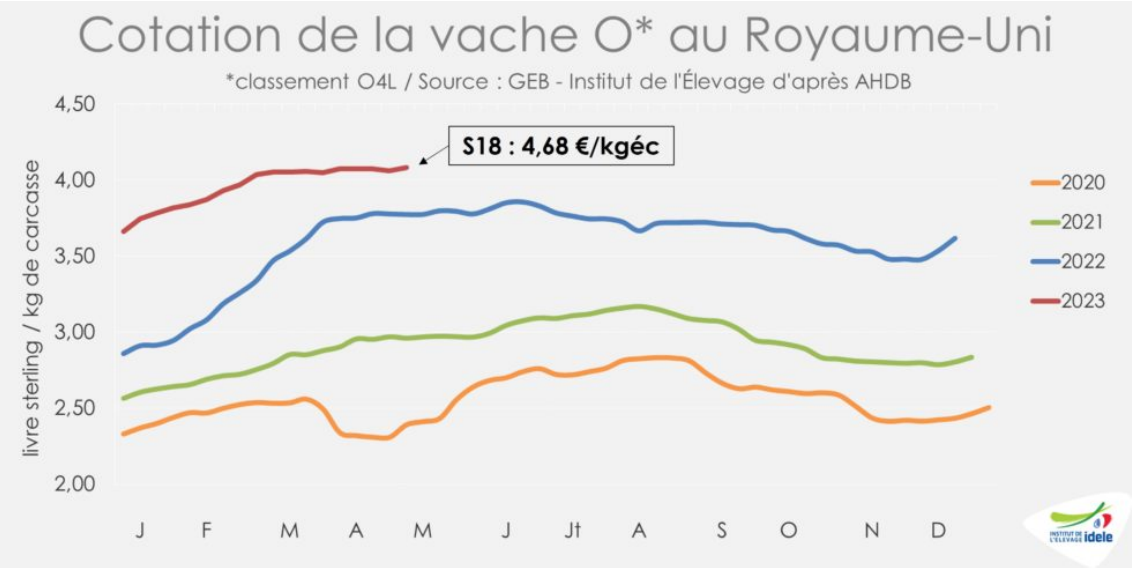
Alors que les abattages sont plus limités depuis le début de l'année pour toutes les catégories, **en cumul sur les deux premiers mois de 2023**, les exportations irlandaises de viande bovine en volume étaient en retrait par rapport au niveau observé il y a un an d'après Eurostat, à 83 000 téc (-4% /2022 ; +16% /2021). Les exportations de viandes réfrigérées et congelées étaient cependant en hausse vers l'Italie (+31% /2022 à 9 200 téc), la France (+16% à 6 100 téc) ou encore le Royaume-Uni (+2% à 37 400 téc). Elles étaient en retrait vers les autres destinations européennes (-17% à 17 300 téc) et les autres pays-tiers (-50% à moins de 4 000 téc).

ROYAUME-UNI : offre limitée, frémissement des cours

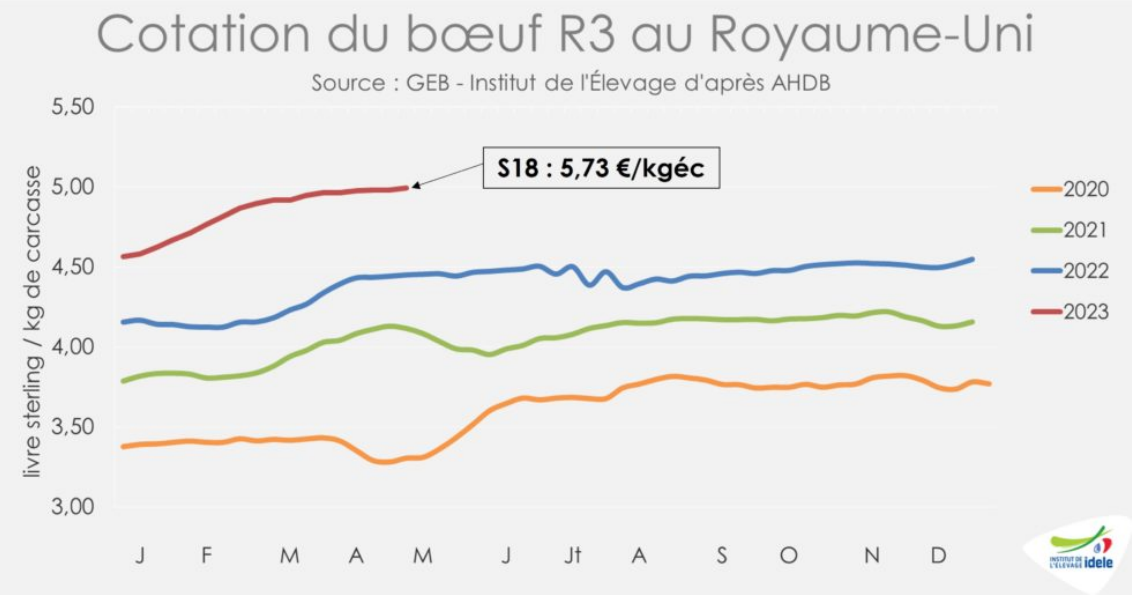
Au **Royaume-Uni**, comme dans l'UE-27, les abattages de bovins sont restés limités en avril, comme lors des mois précédents. D'après l'indicateur d'AHDB, sur les quatre dernières semaines connues (15 à 18), les abattages de gros bovins étaient à peine supérieurs au faible niveau de 2022 (+1% /2022, mais -4% /2021 et -2% /2020). C'était notamment le cas pour les vaches (+2% /2022, -2% /2021 et +4% /2020).



D'après AHDB, l'offre restreinte continue de soutenir les cotations des bovins. Le cours de la vache O a connu en un mois une petite augmentation de +1 *penny* à 4,08 £/kg de carcasse en semaine 18, soit 4,68 €/kg, (+8% /2022 et +38% /2021).



La tendance est la même pour les jeunes animaux (*prime cattle*). Avec +3 pence en un mois, le cours du bœuf R3 a atteint 4,99 £/kg (+12% /2022 et +21% /2021), soit 5,73 €/kg.



Viandes bovines » Maigre »

Forte baisse des naissances en début d'année

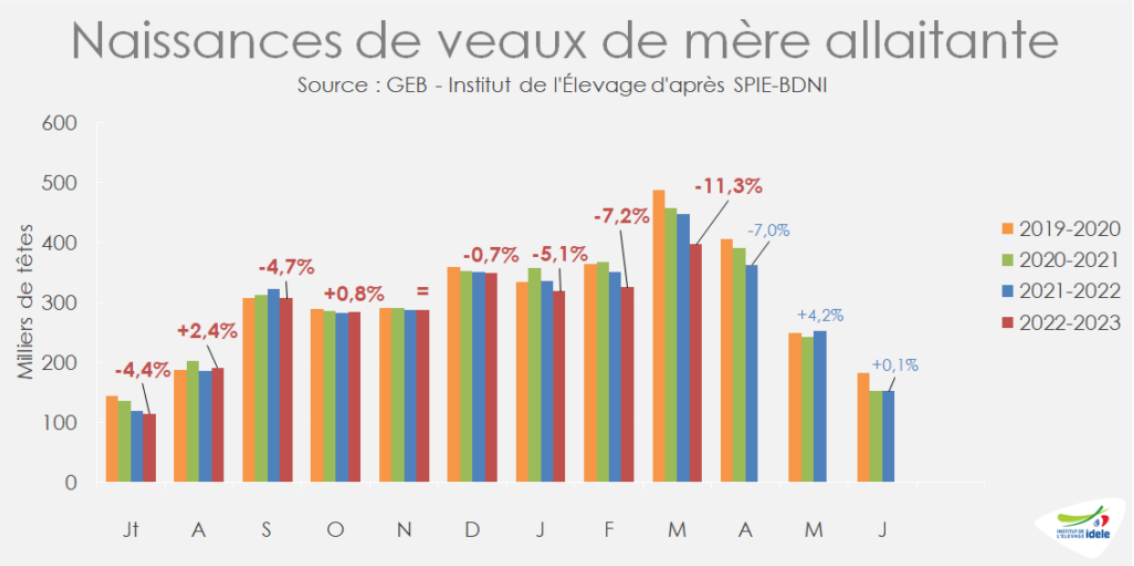
Dernière révision le 23 mai 2023

Les naissances de veaux de mère allaitante étaient en fort recul en mars, réduisant encore l'offre à venir sur un marché déjà tendu par manque de broutards. Les effectifs de mâles présents en ferme ou exportés sont par conséquent en forte baisse.

Forte baisse des naissances de veaux

En mars, d'après les données SPIE-BDNI, les **naissances de veaux de mère allaitante** étaient en baisse de -11% /2022 avec **397 000 naissances**, après déjà deux mois de baisse en janvier et février. Les origines possibles à cette baisse des naissances en fin d'hiver sont multiples :

- Choix des éleveurs de **décaler les mises-bas à l'automne 2022** (naissances quasi stables /2021 en octobre, novembre et décembre alors que le cheptel de vaches baissait de -3% sur la même période) pour pouvoir alourdir les broutards à l'herbe ou décaler les sorties,
- **Baisse de fertilité** due à la sécheresse et à la chaleur au moment de la saillie (juin pour les animaux nés en mars). Si cette hypothèse est probante, la baisse des naissances devrait rester élevée dans les mois à venir (saillies de juillet et août),
- **Conséquence des arrêts d'activité ou baisses de cheptels prévues en 2023**, et donc baisse des vêlages cette année et engraissement des réformes.

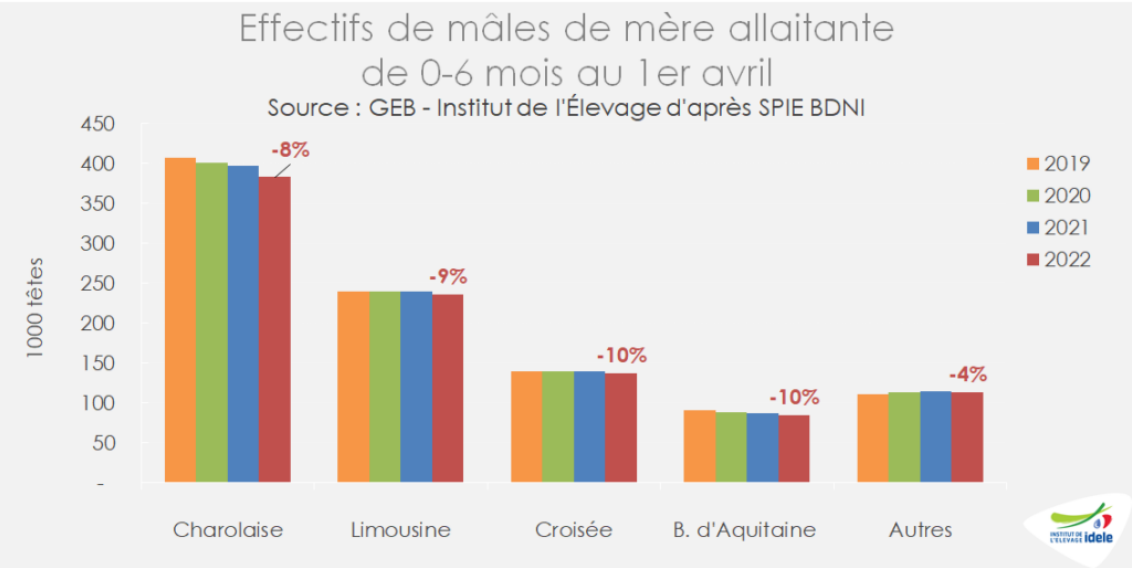


Un part de report des vêlages à l'automne pourrait à terme avoir comme conséquence de **lisser encore la production** de broutards, en écrêtant la production due aux naissances de fin d'hiver et de printemps.

Côté cheptel, **3 571 000 vaches allaitantes** étaient présentes en France au 1er mars, en recul de -3,2% ou -117 000 têtes /2022. La décapitalisation ne cesse d'être marquée depuis bientôt deux ans.

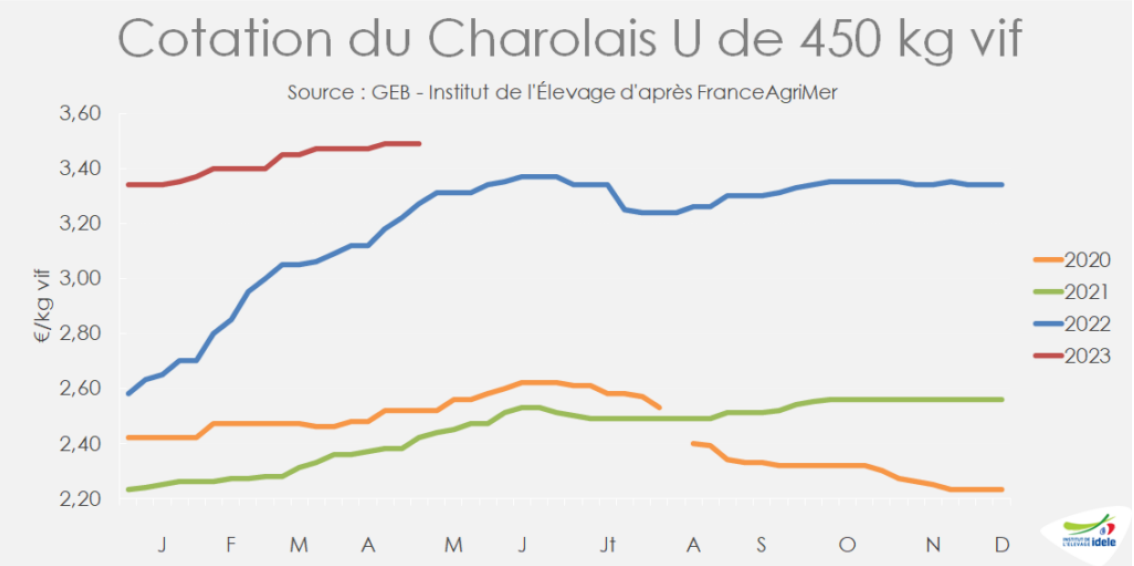
Effectifs de broutards 0-6 mois en net retrait

La baisse des naissances depuis le début de l'année a un impact certain sur les effectifs de broutards. Ainsi, **879 000 mâles allaitants de 0 à 6 mois** étaient présents en France, en baisse de -8% ou -75 000 têtes /2022. Cette baisse concernait toutes les races mais restait un peu moins forte pour les races rustiques. Pour les **mâles allaitants âgés de 6 à 12 mois**, les naissances dynamiques de fin d'année 2022 et le tassement des exportations ont permis de garder des effectifs stables au 1er avril 2023, à 495 000 têtes (= /2022, mais -4% /2021).



Cotations stables

En semaine 19, la cotation des broutards était globalement stable voire haussière, faute d'offre suffisante. L'écart avec les cotations de l'année dernière se resserre, l'essentiel de la hausse ayant eu lieu entre janvier et mai 2022. Le broutard Charolais U de 450 kg cotait ainsi 3,49 €/kg (+5% ou +18 cts /2022, +44% /2021), en très légère progression de +2 cts sur quatre semaines. Le Charolais U de 350 kg était pour sa part stable à 3,57 €/kg (+4% ou +13 cts /2022, +36% /2021). De même que les cours des mâles croisés R de 300 kg sont restés stables à 3,18 €/kg en semaine 19 (+6% ou +18 cts /2022, +34% /2021).

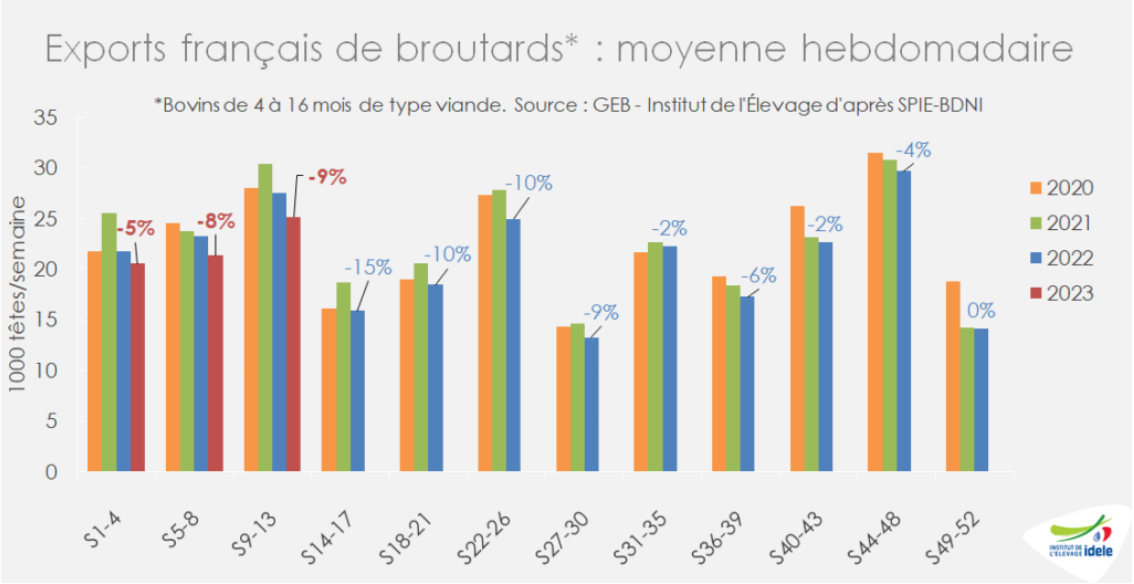


En revanche, le cours du **Limousin E de 350 kg** s'est apprécié de +4 cts sur quatre semaines à 3,80 €/kg en semaine 19 (+14% ou +48 cts /2022, +37% /2021).

Pour les femelles, la **Limousine E de 270 kg** cotait 3,40 €/kg (+6% ou +19 cts /2022, +21% /2021). En l'absence de cotation en semaine 18, la **Charolaise U de 270 kg** s'est échangée à 3,27 €/kg en semaine 17 (+9% ou +27 cts /2022, +24% /2021).

Recul des envois faute d'offre

Faute d'offre, les envois de broutards français ont nettement reculé en début d'année. Ainsi, en mars d'après **SPIE-BDNI** (semaines 9 à 13), les envois de broutards s'élevaient à **100 500 têtes**, en recul de -8% /2022 (-9 000 têtes).

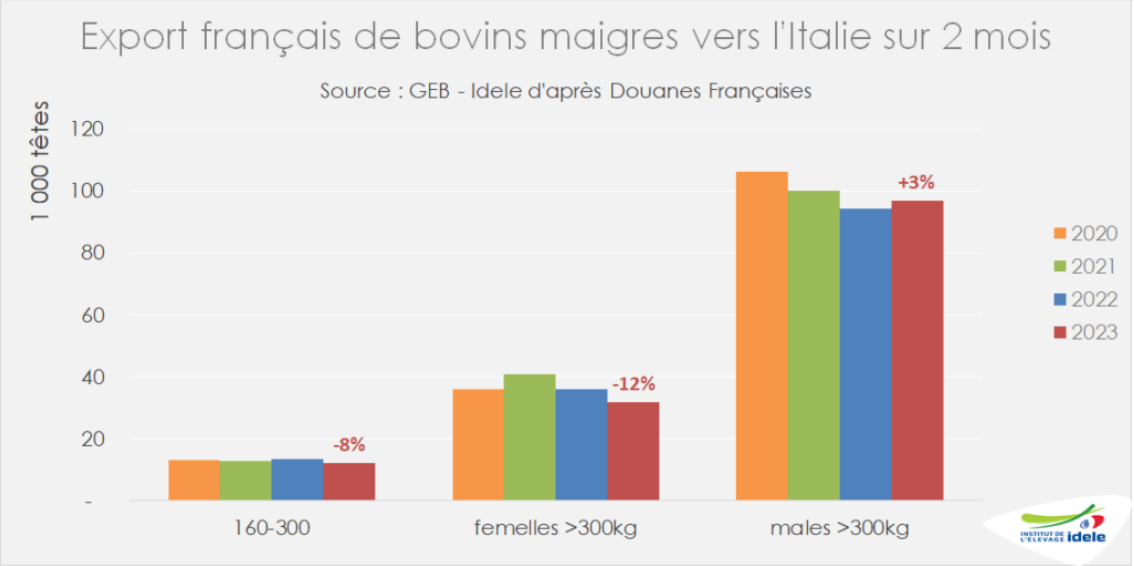


En **cumul entre janvier et mi-avril** (semaines 1 à 17) d'après SPIE-BDNI, **347 000 têtes ont été expédiées**, en baisse de -6% /2022 (-22 000 têtes). La **part de femelles** parmi les animaux exportés était stable à 36,5%.

Comme les mois précédents, les **exports de broutards limousins** ont moins reculé (-4% /2022) que ceux de **Charolais** (-5% /2022). En effet, les Limousins sont un peu moins affectés par la décapitalisation. Côte race rustiques, les exportations ont aussi reculé de -5% /2022, pâtissant de la fermeture de l'Algérie.

Hausse des importations espagnoles sur fond de décapitalisation domestique

En février d'après les **Douanes**, les expéditions de broutards **vers l'Italie** se sont élevées à 69 000 têtes, en recul de -4% ou -3 000 têtes /2022. Le marché italien de la génisse est compliqué par l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat des ménages et les envois de viande espagnole et irlandaise. En conséquence, les exportations de génisses vers l'Italie ont baissé de -8% à 15 000 têtes, alors que les exportations de mâles ont peu varié en février (-1% à -48 000 têtes). **En cumul sur deux mois**, les envois de mâles étaient même en progression, de +3% /2022, alors que ceux de femelles baissaient de -12% /2022.

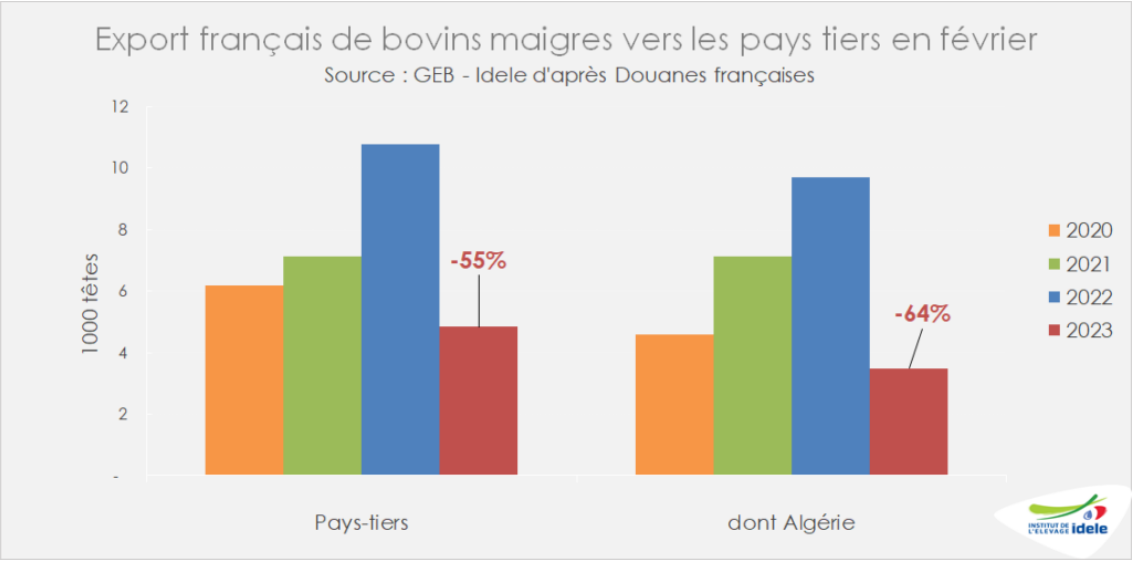


Les envois d'animaux de plus de 300 kg **vers l'Espagne** ont poursuivi leur reprise en février d'après les **Douanes**. Ainsi, 9 000 têtes ont été expédiées (+19% ou +1 500 têtes /2022, mais -18% /2021), dont **3 500 mâles de plus de 300 kg** (×2 /2022 et +39% /2021). La sécheresse en cours en Espagne a conduit à une forte décapitalisation dans les régions de naissage, ce qui a pu conduire les engraisseurs espagnols à se tourner vers des broutards français plus lourds. Les envois de **broutards de moins de 300 kg**, traditionnellement prisés par les engraisseurs espagnols, continuaient de refluer avec 5 000 têtes expédiées en février (-12% /2022).

D'après **TRACES**, pour la période la plus récente disponible (semaines 15 à 19, du 10/04 au 14/05), les envois d'animaux vifs **vers l'Espagne** ont augmenté de +4% /2022 à 37 500 têtes. **Vers l'Italie**, ils se sont contractés de -4% /2022 à 84 000 têtes.

Pas de nouvelles licences pour l'Algérie

Les opérateurs attendaient de nouvelles licences d'exportations vers l'Algérie pour la mi-mai, aucun renouvellement n'ayant eu lieu depuis le début de l'année 2023. Celles-ci se font toujours attendre. En conséquence, les envois **vers les pays tiers**, toujours très aléatoires en lien avec le contexte local et diplomatique, ont fortement décru en février d'après les **Douanes**. 5 000 broutards ont été exportés (-55% ou -6 000 têtes /2022, mais -9% /2021), dont 3 500 **vers l'Algérie** grâce à des licences de 2022 (-64% /2022) et 1 500 **vers la Tunisie**. En cumul sur deux mois, les envois vers les pays tiers ont reculé de -36% à 8 000 têtes.



Viandes bovines » Veaux de boucherie »

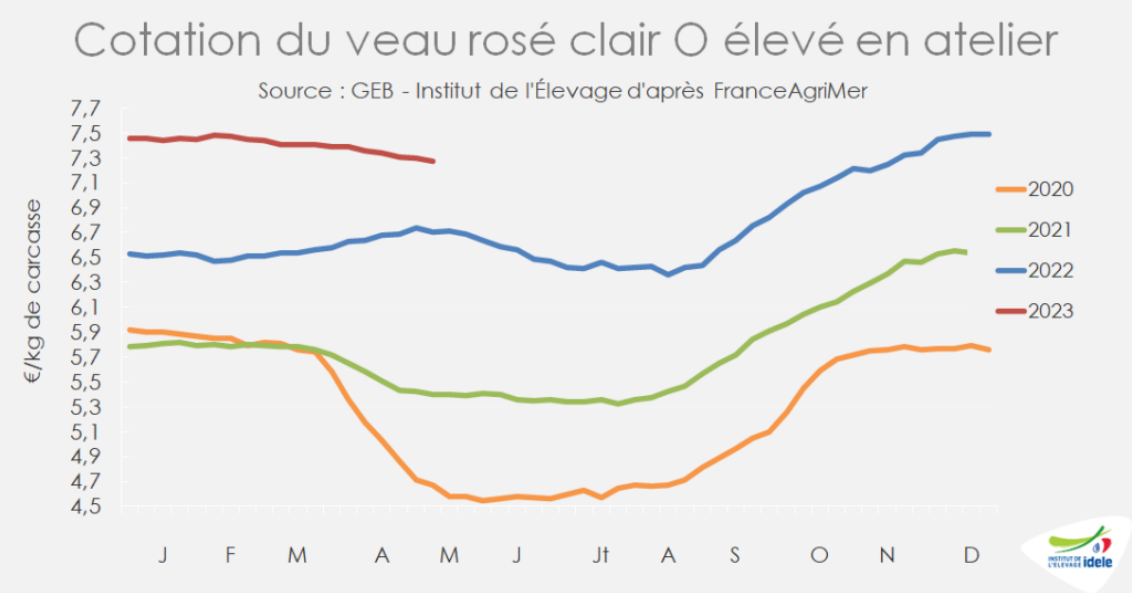
Le prix du veau gras en pente douce

Dernière révision le 23 mai 2023

En avril, le prix du veau gras résistait à la décrue. Les abattages ont fortement reculé après l'anticipation des abattages de mars pour préparer Pâques et du fait du recul structurel de la production de veau pour la 2ème année consécutive. Aux Pays-Bas, le prix du veau gras recule seulement depuis la semaine 18, tandis qu'en Italie il reflue un peu depuis la semaine 15.

Légère baisse saisonnière des cours

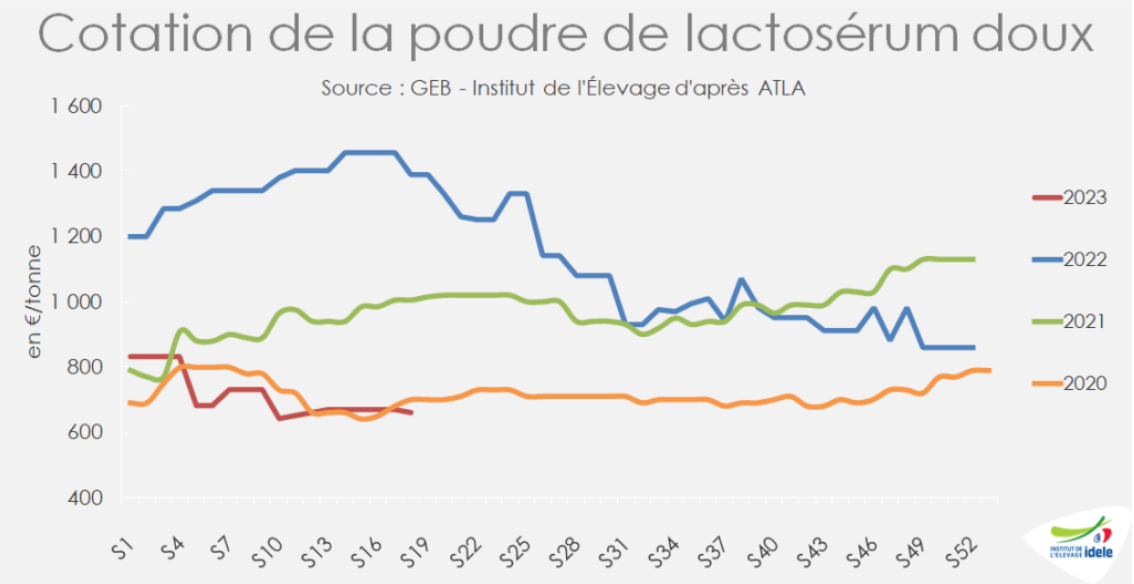
Au printemps 2023, les cours des veaux de boucherie ont entamé une baisse saisonnière en pente douce, limitée par le manque d'offre en élevage. En semaine 19, l**e veau rosé clair O élevé en atelier** cotait 7,27 €/kg éc, toujours au-dessus des cotations des années précédentes (+9% ou +57 cts /2022, +34% /2021), après n'avoir reculé que de 14 centimes en huit semaines. **Le veau rosé clair R élevé en atelier** a suivi une tendance similaire, pour s'établir en semaine 19 à 7,58 €/kg éc (+8% ou +53 cts /2022, +23% /2021).



Le veau rosé clair U élevé au pis cotait en moyenne 9,14 € /kg éc entre les semaines 16 et 19, soit +7% ou +56 cts /2022 et seulement +5% /2021, les cours ayant très peu augmenté en veau sous la mère en 2022, contrairement aux prix des veaux de boucherie conventionnels.

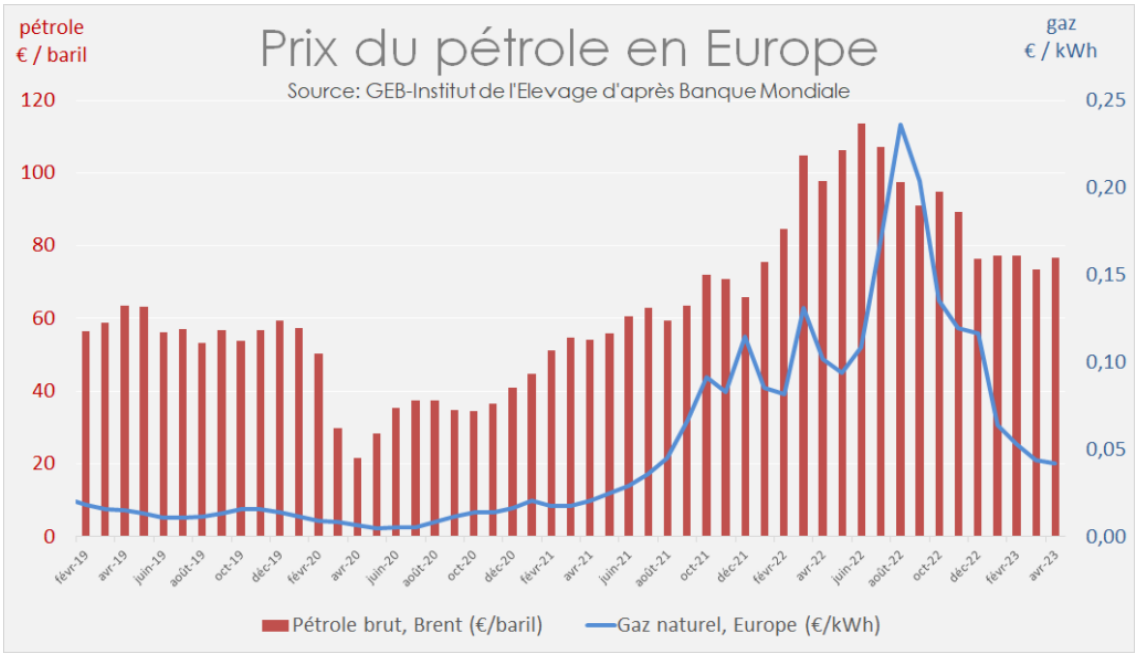
Reflux du coût des matières premières lactées

La décrue du cours des matières premières lactées depuis mi-2022 s'est poursuivie en 2023. En avril les prix sont restés globalement stables. En semaine 18, **la poudre de lactosérum doux** cotait ainsi 660 €/t, à -53% /2022 ou -740 €/t. **La cotation de la poudre de lait écrémé** suivait une tendance similaire, à 2 370 €/t en semaine 18 (-43% /2022 ou -1 790 € /t).



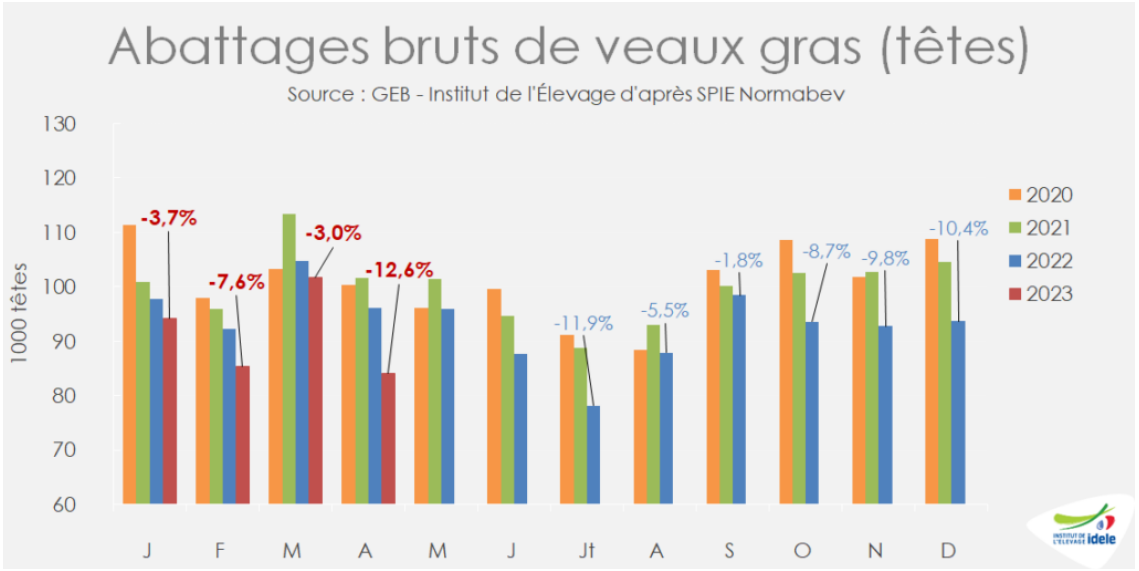
En mars 2023, **l'IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux,** pour les aliments achetés directement par les éleveurs, s'établissait à 151,8 points, en baisse de -4% /2022, mais toujours à +29% /2021. **L'IPAMPA aliments fibreux** est resté stable en mars, comparé au mois passé, à un niveau très élevé, soit 152,6 points (+19% /2022 et +40% /2021).

Côté énergie, l'IPAMPA gaz est reparti à la hausse en mars après une pause de 3 mois, à 154,2 points (+3% /février 2023). Sur un an, il est en toujours en hausse de +11% /2022 et +35% /2021. **Le prix du pétrole *Brent* de Mer du Nord,** dont le propane utilisé en élevage est un dérivé, a lui aussi ré-augmenté en avril, à 76,7 €/baril (+5% en un mois) tout en restant en retrait de -22% /2022, mais à +42% /2021.



Fort recul des abattages en avril

Alors qu'en mars les abattages de veaux gras en France n'avaient reculé que de -3% /2022, en préparation de Pâques le 10 avril, les abattages ont décroché en avril, d'après SPIE et Normabev, avec **84 000 veaux gras abattus (-12,6% /2022 ou -12 000 têtes)**. En effet, 5 mois plus tôt, les exportations de jeunes veaux laitiers avaient été dynamiques en novembre (+6% /2021), limitant les volumes disponibles à engraisser. De plus, la viande de veau vendu en magasin subit l'inflation, ce qui a pu impacter les volumes commercialisés. **La production de viande de veau** s'établissait à 12 000 téc en avril, en recul de -14% /2022 ou -2 000 téc.

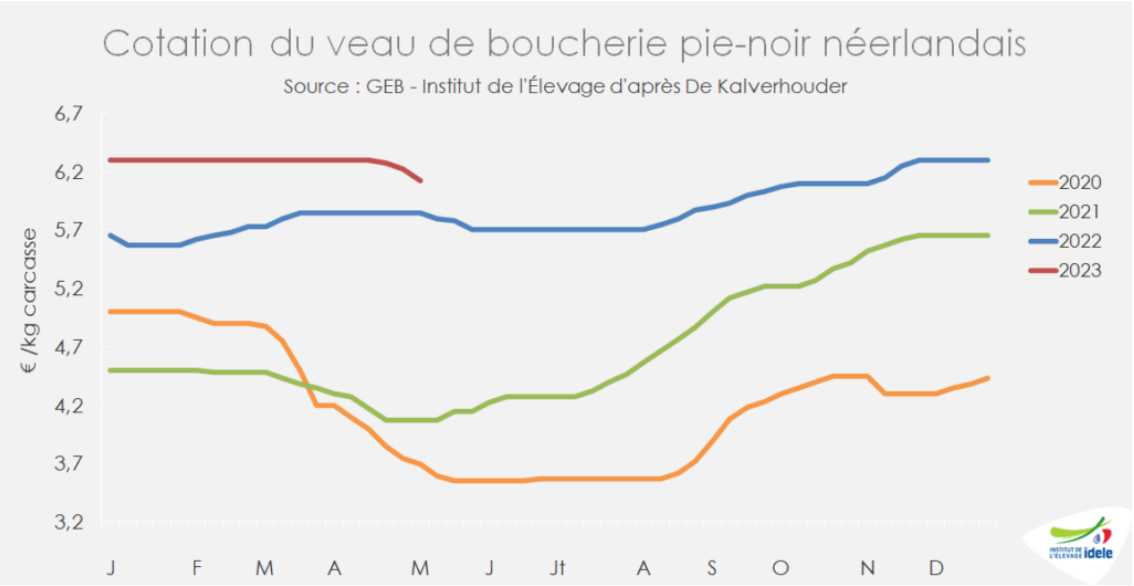


De janvier à avril 2023, 365 000 veaux gras ont été abattus, en recul de -6,6% /2022, soit au même rythme qu'en 2022. À date, la filière veau française s'achemine vers une deuxième année de net recul de la production, du fait d'un nombre insuffisant d'installations de grands ateliers pour compenser l'arrêt de plus petits élevages pour cause de retraite à la retraite ou de cessation d'activité.

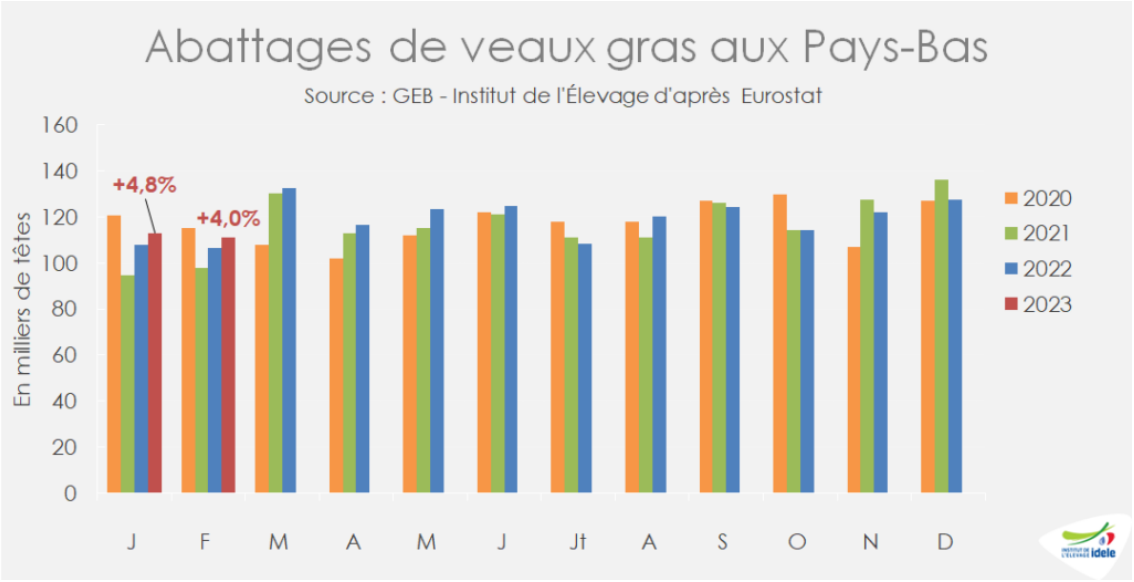
La baisse du poids carcasse moyen, due aux changements de plan d'alimentation vers plus de fibres et moins d'aliments lacté s, s'est traduit en avril par un poids moyen de 147,2 kg éc (-1,7 kg /2022). **L'âge moyen à l'abattage** était équivalent à celui d'avril dernier, à 186, 6 jours (= /2022, et -1,7 jour /2021) traduisant la nécessité d'engraisser les veaux plus longtemps pour atteindre un poids correct avec une alimentation moins riche en énergie.

Le prix du veau néerlandais a amorcé une baisse saisonnière

La cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais était restée stable depuis fin novembre 2022, à 6,30 €/kg éc du fait du manque de viande en Europe et de la demande de la RHD. Depuis début mai (semaine 18), elle semble amorcer une légère baisse, tendance habituelle à l'approche de l'été, période de moindre consommation de viande de veau. En deux semaines, le cours s'est effrité de 18 centimes, à 6,12 €/kg éc en semaine 19, mais reste plus élevé que les deux années précédentes (+4,6% /2022 ou + 27 cts et toujours +50% /2021). La pénurie de viande pourrait limiter cette baisse.



En février, les abattages néerlandais de veaux gras ont été dynamiques **(+4% /2022 à 111 000 têtes),** comme en janvier (+4,8% /2022). A 148,8 kg, **le poids carcasse moyen** était encore en recul de -2,5 kg éc /2022, ce qui traduit une certaine tension sur le marché.



En Italie à Modène, le prix du veau gras pie-noir a amorcé une baisse saisonnière plutôt précoce, dès la semaine 15 après Pâques. Il a perdu 20 centimes en cinq semaines pour s'établir à 6,35 €/kg éc en semaine 19, soit 5 centimes en dessous de sa valeur de 2022 à pareille époque (-1% /2022).

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

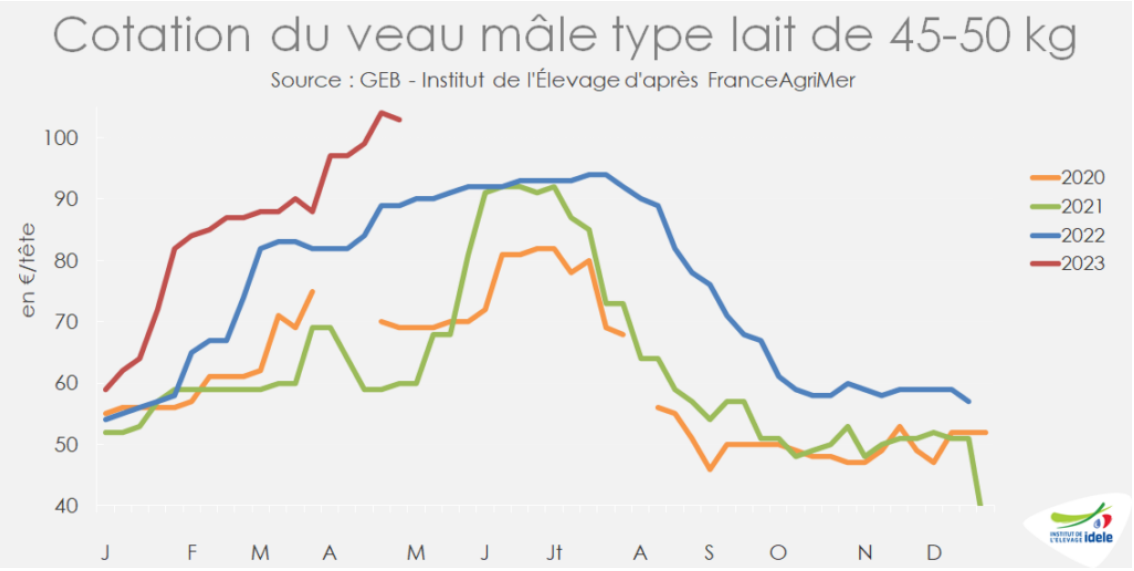
Baisse des naissances et des exportations

Dernière révision le 23 mai 2023

Les naissances de veaux laitiers ont nettement reculé en mars du fait notamment de la décapitalisation laitière. En conséquence, les exportations se sont contractées. Les cours sont restés stables à haussiers en France et en Espagne faute d'offre suffisante.

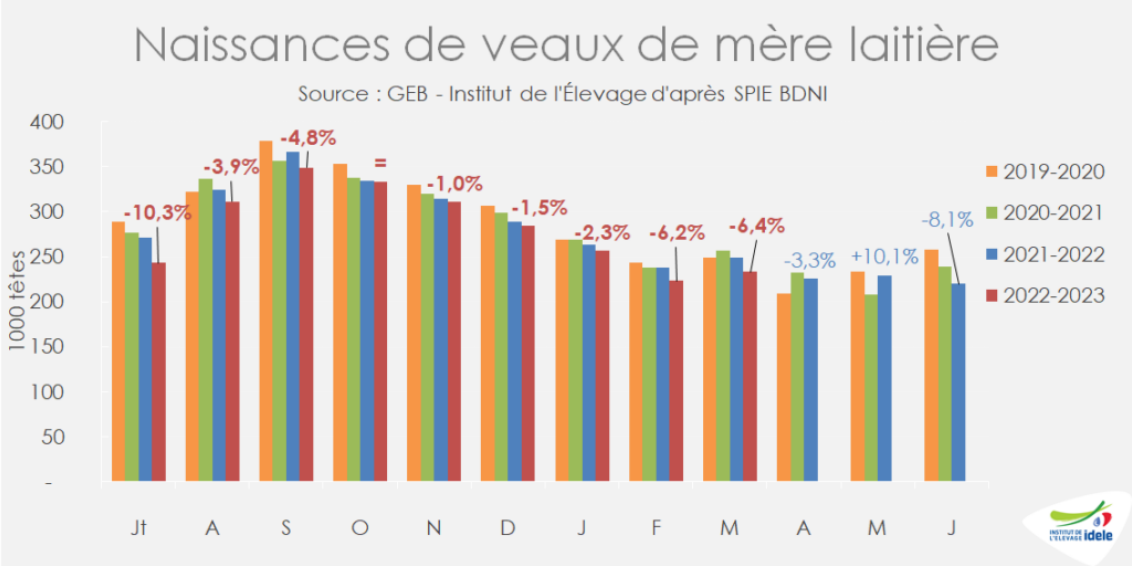
Hausse mesurée des cours

Après une nouvelle hausse en avril, les cotations des jeunes veaux se sont stabilisées depuis début mai. Ainsi, en semaine 19, la cotation des **veaux laitiers de 45-50 kg** s'établissait à 103 €/tête (+14% ou +13 € /2022 et +72% /2021), en hausse mesurée de +6 € sur quatre semaines. Les **veaux laitiers de 50-55 kg** cotaient 128 €/tête (+15% ou +17 € /2022 et +66% /2021), en hausse de +7 € sur quatre semaines. Les tensions sur l'offre à l'approche des mises en place d'été, stratégiques pour les abattages d'hiver six mois plus tard, soutiennent les cours malgré les incertitudes sur la consommation à venir.



Forte baisse des naissances en début d'année

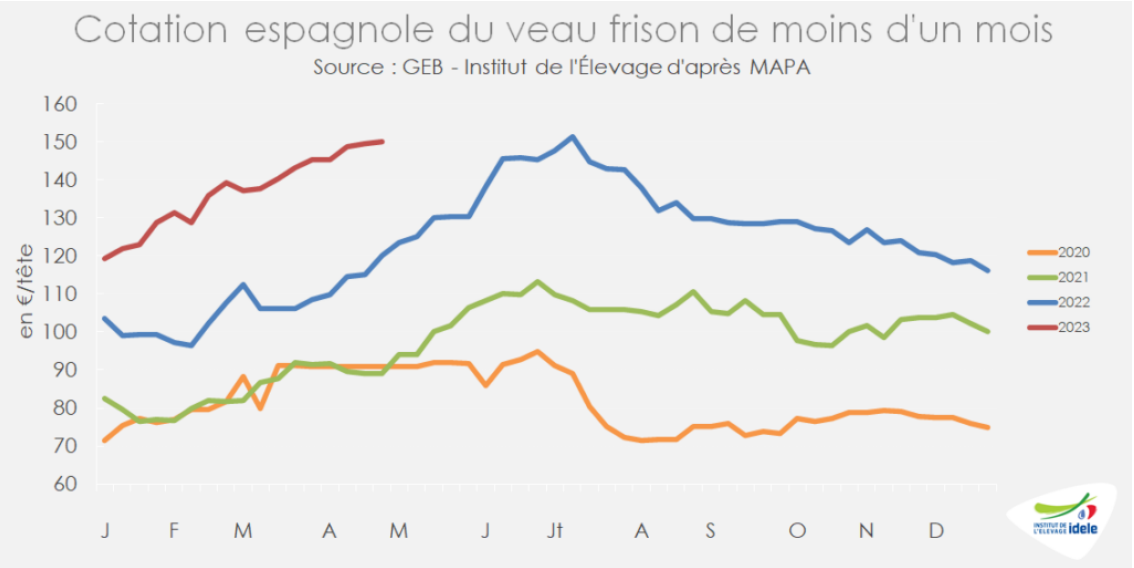
En mars d'après SPIE-BDNI, **233 000 veaux sont nés de mère laitière**, en baisse de -16 000 têtes (-6,2% /2022 et -6,3% /2021). En cumul **depuis le début de la campagne**, 2 546 000 veaux laitiers sont nés, en nette baisse de -3,9% par rapport à la campagne précédente, soit un déficit de 103 000 veaux. Sur les trois premiers mois de l'année 2023, la baisse était plus forte, avec 713 000 veaux laitiers (-4,9% ou -37 000 têtes /2022 et -6,7% /2021), du fait notamment du report d'une partie des vêlages vers l'automne.



Au 1er avril, la **décapitalisation laitière** se poursuivait, avec 3 376 000 vaches laitières présentes dans les élevages français, en baisse de -2,4% /2022, soit 84 000 vaches de moins.

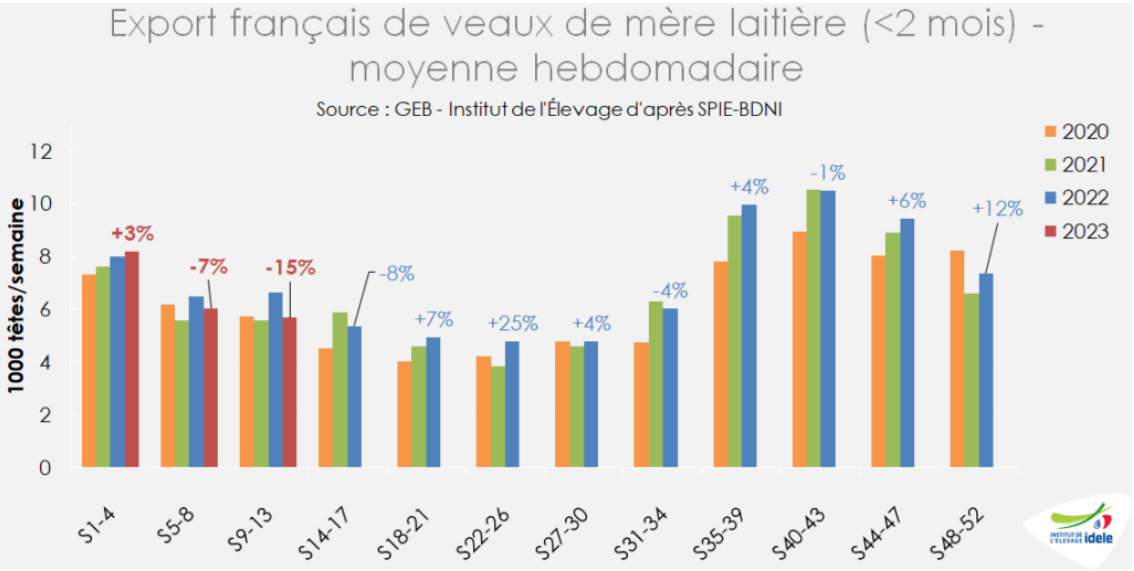
Prix espagnol toujours en hausse

En Espagne, la demande élevée en viande bovine permet aux engraisseurs de bovins de rester confiants malgré la sécheresse exceptionnelle. Ainsi, la cotation du **veau frison espagnol de moins d'un mois** s'établissait à 150 €/tête en semaine 17, en hausse modérée de +5 € sur quatre semaines et toujours nettement supérieure à son niveau de l'an dernier (+25% ou +30 € /2022).



Exportations en nette baisse

Les **exportations de veaux de mère laitière** ont nettement décru en mars. D'après SPIE-BDNI, 28 000 veaux ont été exportés, en baisse de -15% (-5 000 têtes) par rapport à la même période l'année dernière, faut d'offre et malgré la demande espagnole. **En cumul depuis le début de l'année**, 72 000 têtes ont quitté la France, en recul de -3,6% /2022, mais en hausse de +1,8% /2021.



La collecte française décroche

Dernière révision le 23 mai 2023

En France, la production décroche, malgré un prix du lait encore relativement élevé, ce qui se répercute sur la balance du commerce extérieur.
Dans l'UE-27, la reprise de la production laitière semble tourner court. Face à une demande européenne affectée par la flambée des prix au détail, les exportations de produits laitiers retrouvent de la vigueur.

Sur la scène internationale, les marchés des principaux ingrédients semblent momentanément bien ajustés entre des disponibilités plus abondantes chez les trois principaux exportateurs et une demande plutôt ferme et croissante dans les bassins déficitaires.

Lait de vache » France »

Un décrochage préoccupant de la collecte et des exportations françaises

Dernière révision le 23 mai 2023

Un décrochage de la collecte, qu'on pressentait, s'est amorcé en France en mars. Face à un repli du cheptel laitier si édifiant, il devenait inévitable que la collecte décline. Dans le sillage des autres pays européens, le prix du lait français a fléchi en mars.

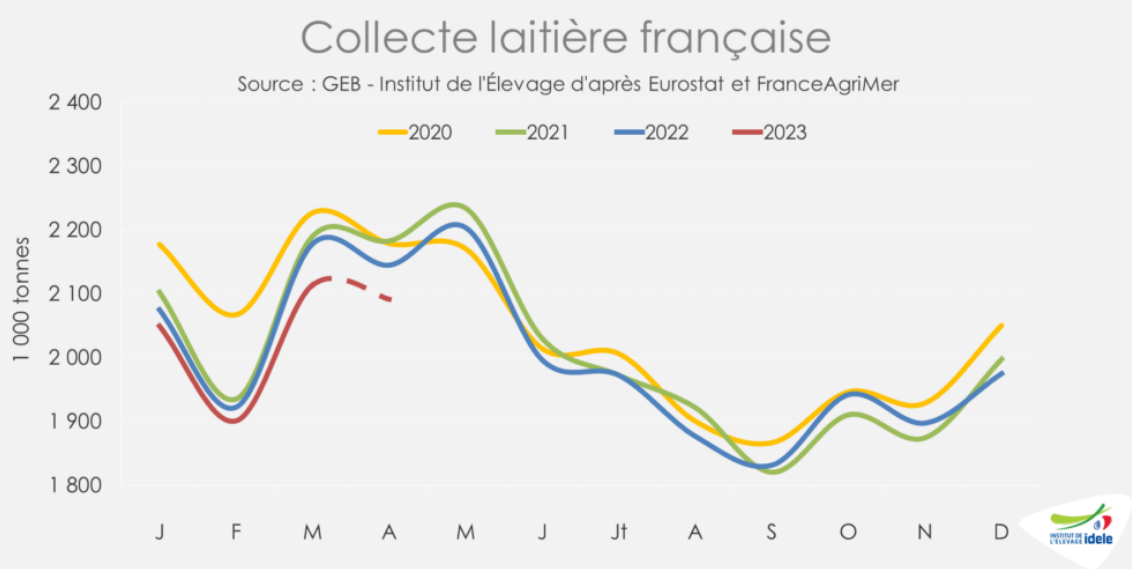
Les exportations françaises de produits laitiers ne se portent pas mieux. En raison de moindres disponibilités laitières, les volumes exportés se sont de nouveau contractés au cours du premier trimestre 2023.

La collecte de lait en France dévisse

La collecte laitière s'est rétractée en mars de -3% /2022. Le début d'année avait déjà été marqué par un recul de -1,2% /2022, mais une chute plus prononcée est désormais observée en mars. Ce décrochage devrait perdurer en avril d'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer (-2,5 à -3% /2022). Et nos prévisions de collecte estiment des baisses similaires pour les prochains mois. Depuis 2015, on assiste à un recul du cheptel laitier avec un accroissement progressif de la perte des vaches année après année. Jusqu'à récemment, la collecte avait peu reculé. Dorénavant, la chute considérable des effectifs de vaches a un impact significatif sur le niveau de collecte.

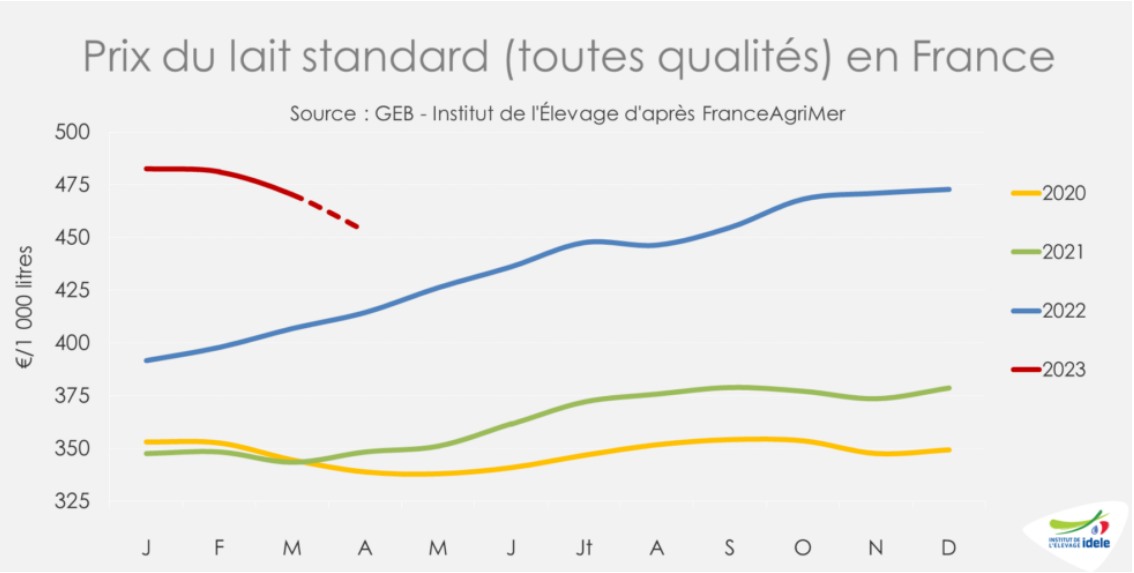
Au 1er avril 2023, le cheptel de vaches laitières a de nouveau fléchi de -2,4% /2022. Depuis septembre 2022, la baisse des effectifs de vaches est comprise entre -2 et -2,5% par rapport à l'année précédente. En avril, les effectifs de vaches réformées ont pourtant fortement diminué (-7% /2022), mais le nombre d'entrées de génisses s'est aussi nettement réduit (-3% /2022).

La collecte de lait bio est également concernée par un repli notable : en mars, elle a baissé de -4,3% /2022. Le recul des achats des ménages de produits laitiers bio depuis 2021 oblige les collecteurs à sur-maitriser l'offre ce qui se répercute désormais sur la production nationale.



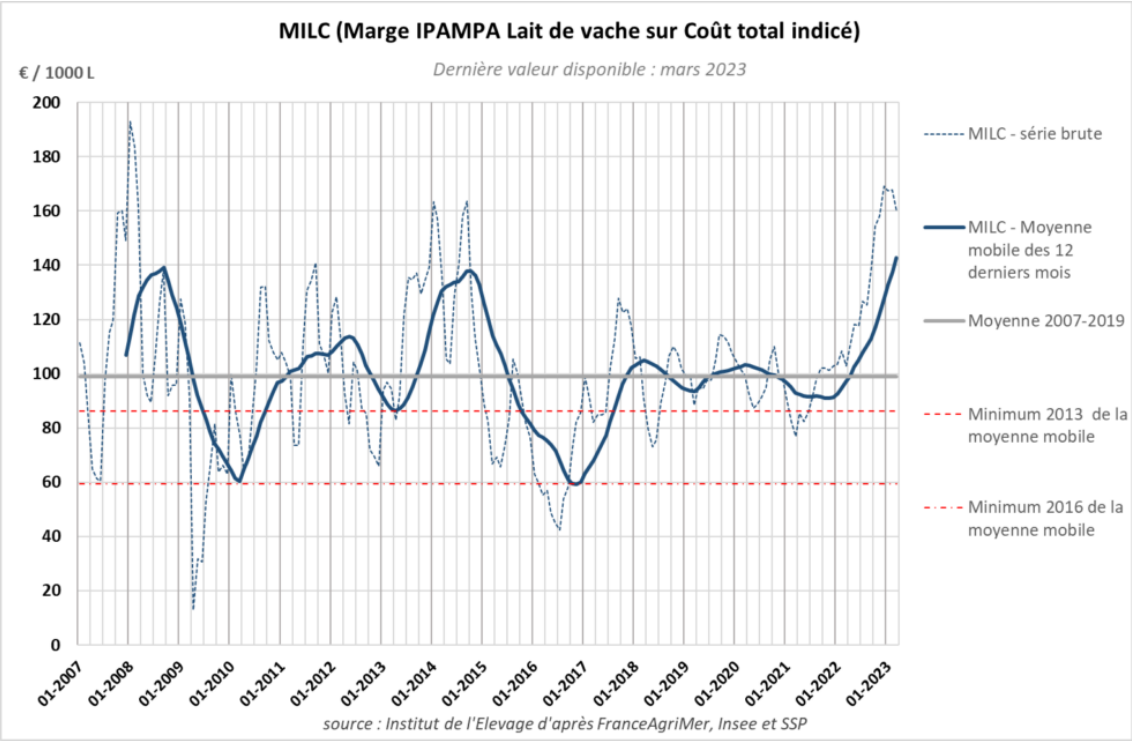
Le prix du lait amorce un repli en mars

En mars 2023, le prix du lait standard (toutes qualité) en France a atteint 470 €/1 000 l, en recul de -11€ comparé à février. Il reste toutefois plus élevé qu'un an auparavant (+63 €). Il suit avec moins d'ampleur la tendance baissière engagée depuis janvier dans l'UE. Les prix ont fortement décroché en Europe du Nord, après avoir atteint des sommets fin 2022. Les prix allemands, irlandais ou polonais se retrouvent en mars au niveau du prix français. D'après les premières estimations, le prix du lait en France aurait baissé d'environ -15 à -20 €/1 000 l entre mars et avril 2023.



Les charges en élevage ont amorcé un timide repli en mars d'après l'Ipampa lait de vache. Cet indicateur, qui n'intègre pas l'ensemble des charges, a diminué en mars de -0,4% /février 2023. Le prix des engrais recule depuis novembre 2022. Une légère baisse a été observée en mars sur le poste aliment (-0,4% /2022). Les postes énergies et aliments achetés devraient refluer dans les mois à venir. L'Ipampa lait de vache devrait ainsi poursuivre sa baisse.

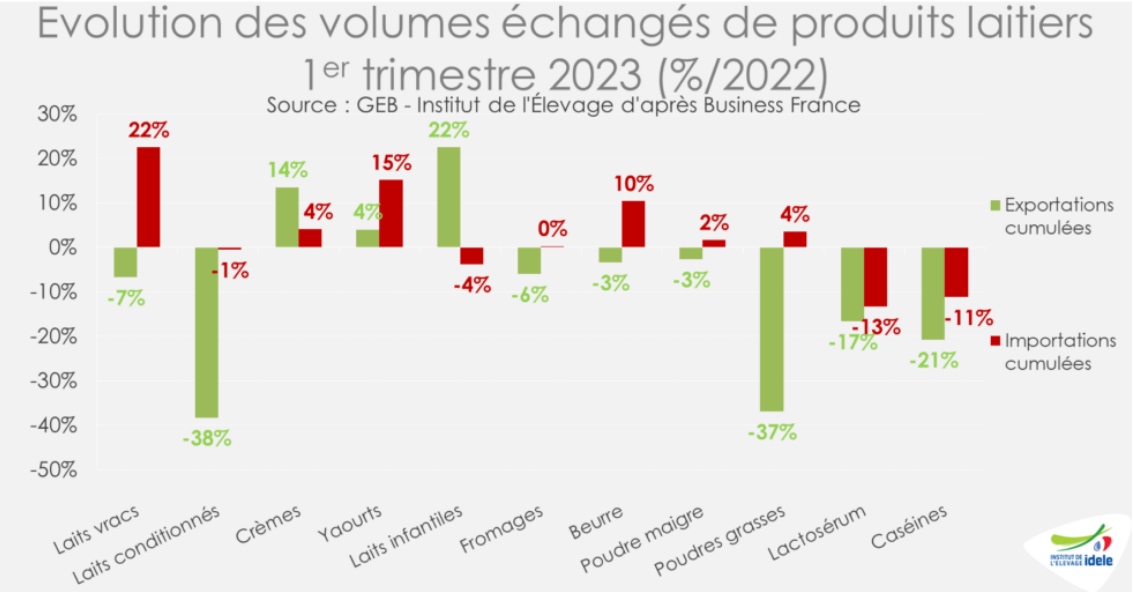
Résultat : la marge MILC en France, estimée à 160 €/1 000 l en mars, a légèrement baissé, de -8 € d'un mois sur l'autre, sous l'effet de la baisse du prix du lait. Le produit des ventes d'animaux a quant à lui légèrement progressé. Les charges, comme évoqué, ont très légèrement diminué. Sur un an, la MILC a augmenté de +57 €/1 000 l. La hausse du produit lait (+67 € /2022) et celle des autres produits (+7 €) ont largement compensé l'augmentation des charges (+18 €).



Les exportations laitières françaises poursuivent leur repli

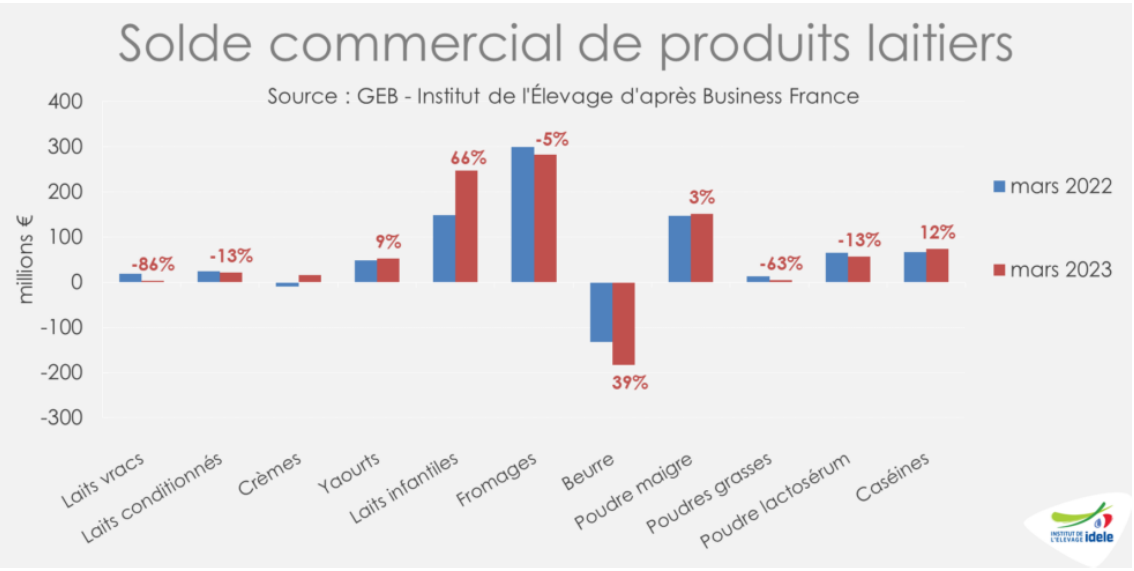
Face à des disponibilités laitières plus réduites, les volumes exportés de produits laitiers ont continué à baisser au cours du premier trimestre 2023. Excepté pour les crèmes (+14% /2022), les yaourts (+4%) et le lait infantile (+22%), les exportations de tous les autres produits ont diminué. Les exports de fromages, en tête des produits laitiers exportés, ont connu une baisse de -6% /2022 et le lait vrac de -7%. Les exports d'emmental, de fromages fondus, de Saint Paulin et de brie sont en recul. Cependant en gouda, fromages râpés et camembert, les volumes exportés ont progressé. La France ne s'inscrit pas dans la tendance européenne où une forte reprise des exportations en volume est observée, avec un mois de mars en nette hausse. Les exportations françaises ont toutefois progressé en valeur (+12% /2022 à 2,3 Mrds d'€).

Rappelons qu'en 2022, les exportations (mesurées en équivalent lait) ont fléchi en volume de -5% /2021 et ont écoulé l'équivalent de 41% de la collecte nationale de lait de vache.



Les importations ont progressé en volume sur les principaux produits importés : stable en fromages, +10% /2022 en beurre, +4% en crème et +22% en lait vrac. En valeur, les importations se sont appréciées de +17% /2022. La balance commerciale s'est établie à +826 millions d'€ sur le premier trimestre de l'année, en légère progression (+3% /2022). Corollaire de 2022, la valeur des produits exportés, composés surtout de produits finis, baisse moins vite que celle des produits importés, composés principalement d'ingrédients laitiers

Le solde est excédentaire pour tous les produits laitiers à l'exception du beurre dont le déficit commercial a bondi au premier trimestre de +39% à -183 millions d'€. Le solde commercial en laits infantiles (+248 millions d'€) s'est nettement apprécié (+66% /2022) avec la hausse des exportations.



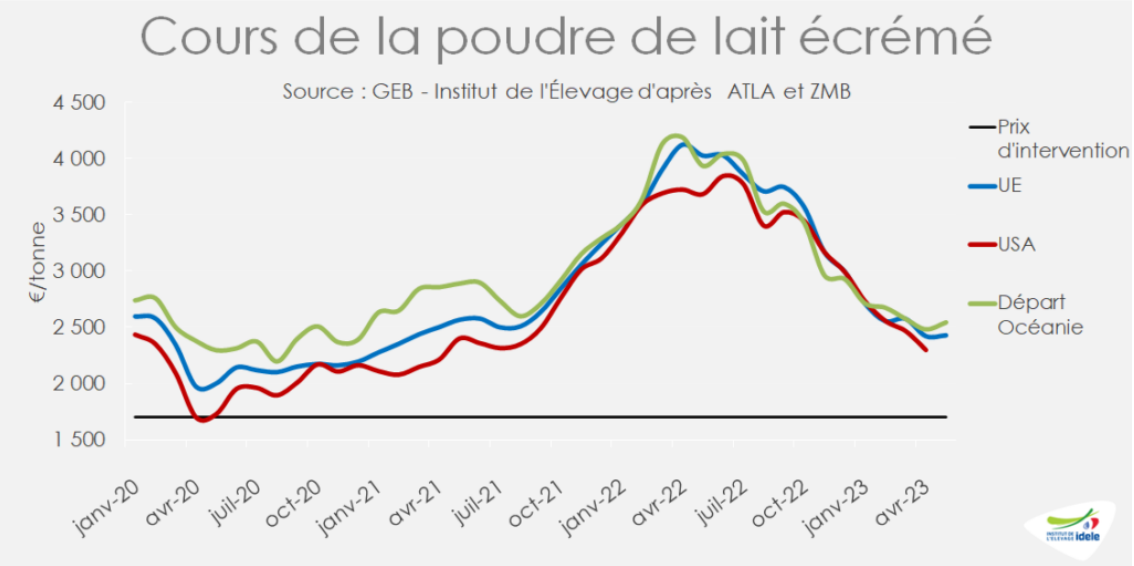
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Pourquoi le prix de la poudre maigre baisse aux USA, se stabilise dans l'UE et se redresse en Nouvelle-Zélande ?

Dernière révision le 23 mai 2023

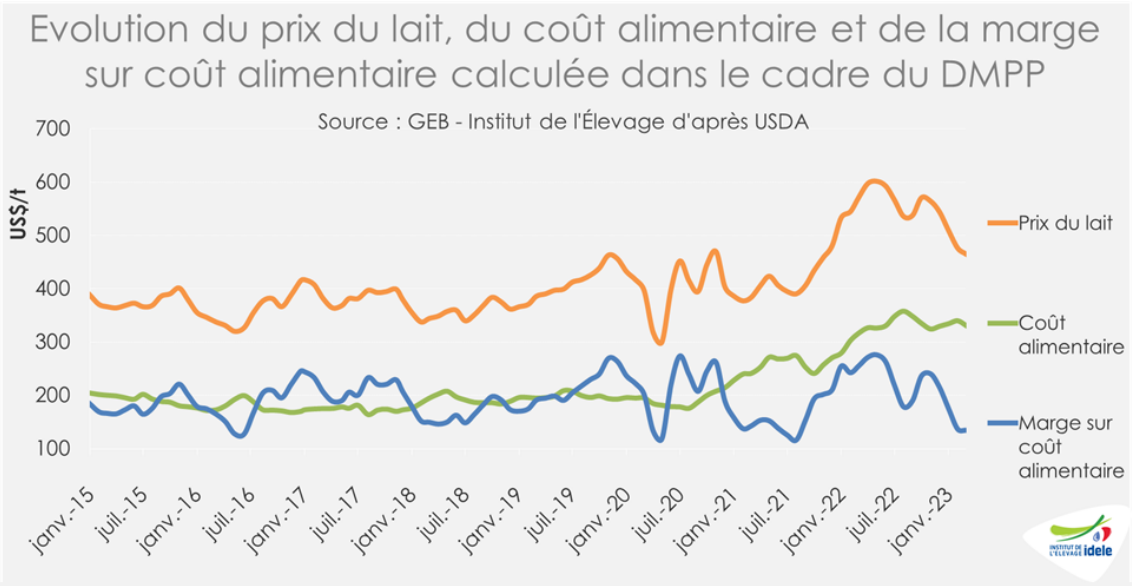
Face à une demande intérieure morose, les principaux exportateurs de produits laitiers se tournent vers le marché mondial. Néanmoins, la gestion de l'offre n'est pas la même au vu de dynamiques de collecte très différentes.
La collecte aux États-Unis a progressé au 1er trimestre tandis que la dynamique européenne s'essoufflait au mois de mars. En Nouvelle-Zélande, la collecte a progressé, mais les volumes sont restés faibles.

Le prix de la poudre maigre connaissait début mai un léger rebond sur la plateforme d'enchère du *Global Dairy Trade* car la demande internationale semble soutenue pour cette origine. De même, les exportations de l'UE pourraient s'accélérer dans les mois à venir. A l'inverse, les exportations du mois de mars des États-Unis ont baissé pour le deuxième mois consécutif.



États-Unis : une offre laitière trop abondante par rapport à la demande

La hausse de la production de lait aux États-Unis s'est poursuivie au 1er trimestre, mais la dynamique semble avoir été moins forte en mars (+0,5% /2022). Le cheptel a peu varié au 1er trimestre et les rendements étaient stables. Par ailleurs, le prix du lait payé aux éleveurs s'est nettement replié dans un contexte de prix de l'aliment toujours élevé. La marge sur coût alimentaire a chuté.

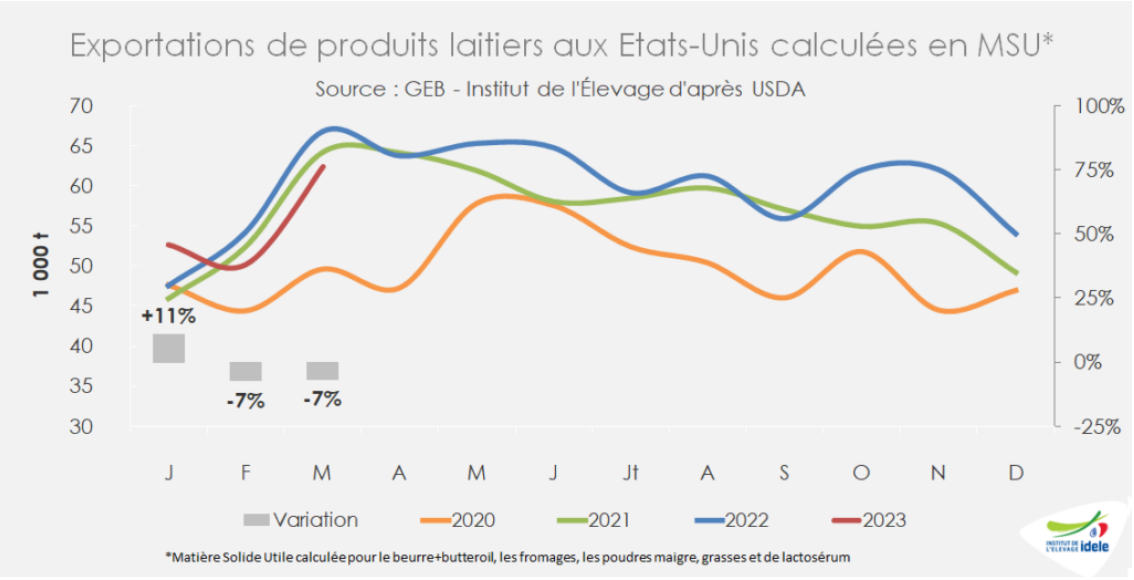


La Californie fait exception dans ce paysage. L'État a fait face à de très fortes inondations en mars qui ont fortement perturbé les élevages comme la logistique de collecte. La production laitière en mars s'est repliée de -2% /2022.

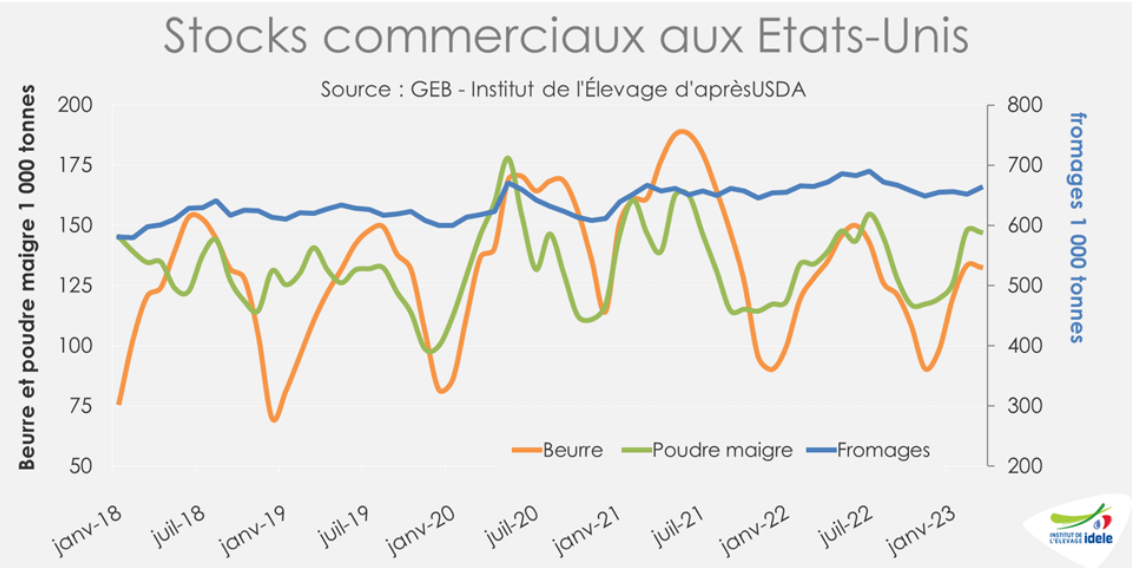
La croissance de la production laitière a incité les transformateurs à accentuer les fabrications de produits stockables au 1er trimestre : beurre (+2% /2022), poudre maigre (+1,4%) et fromages (+1%). Face à la concurrence de la mozzarella européenne, les transformateurs se sont reportés sur les fabrications de cheddar plus facilement stockable.

La demande intérieure de produits laitiers a marqué le pas. En effet, aux États-Unis, les produits laitiers sont consommés principalement en restauration où les clients tardent à revenir (inflation notamment).

De plus, les exportations par les États-Unis de produits laitiers sont nettement ralenties, (-7% /2022 en Matière Solide Utile pour les mois de février et mars). Les envois de fromages vers le Mexique sont demeurés dynamiques au 1er trimestre (+15,6% /2022, à 33 000 t), mais ils sont à la peine vers l'Asie (-31% vers la Corée et -7,5 % vers le Japon, moins présents aux achats en ce début 2023). De même, les exports de poudre maigre ont bondi vers le Mexique (+53% /2022), mais sont nettement ralenties vers l'Asie du Sud-Est (forte concurrence de l'UE et de la Nouvelle-Zélande).



Dans ce contexte, les stocks sont restés étoffés fin mars (+3% en beurre, +10% en poudre maigre, et stable en fromages). Les prix s'en ressentent et la tendance demeure baissière de l'autre côté de l'Atlantique.



Nouvelle-Zélande : une reprise des exports ?

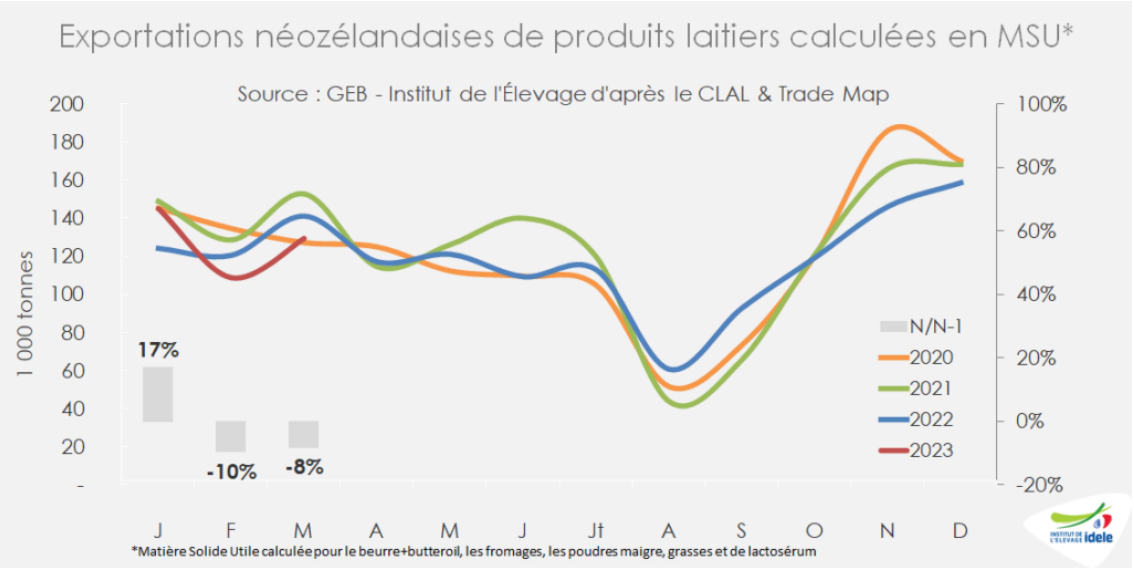
La collecte en Nouvelle-Zélande est ressortie en légère hausse par rapport à 2022 (+0,3% en mars en volume et +1% en Matière Solide Utile), mais est restée inférieure à celle de mars 2021.

Les exportations de la Nouvelle-Zélande sont très ralenties depuis février. Tous produits laitiers confondus, elles ont chuté au 1er trimestre de -1% / 2022 en Matière Solide Utile (MSU). Ce sont surtout les exportations de poudres grasses qui étaient dégradées (-12% /2022). En effet, le pays est toujours confronté au recul de la demande chinoise (38% des exports en valeur en 2022). Les exports de poudres grasses vers la Chine ont chuté de près de moitié en mars ; provoquant un recul de -30% sur les trois premiers mois de l'année /2022.

Cependant, la Nouvelle Zélande se tourne vers d'autres pays comme l'Algérie (+170% /janv-mars 2022) pour les poudres grasses dont les achats semblent toujours se poursuivre sur avril-mai permettant aux prix de remonter depuis le 4 avril sur la plaeforme *Global Dairy Trade*. Ces éléments seront à confirmer dans les semaines à venir.

De plus, les exports de la Nouvelle-Zélande se diversifient signe que les transformateurs ont dû réorientées leurs fabrications vers davantage de poudre maigre et de beurre. Ainsi, les exports de beurre ont légèrement progressé au 1er trimestre, de +3% /2022, dont +128% vers l'Australie, +166% vers le Mexique et x3 vers les États-Unis, ce qui a compensé la moindre demande chinoise (-23% /2022).

Les exports de poudre maigre ont aussi augmenté ,de +37% /2022, au 1er trimestre notamment vers la Chine (x2 /2022). Par ailleurs, la demande dans le Sud-Est asiatique est restée forte (+22% vers l'Indonésie, +16% vers la Thaïlande notamment).



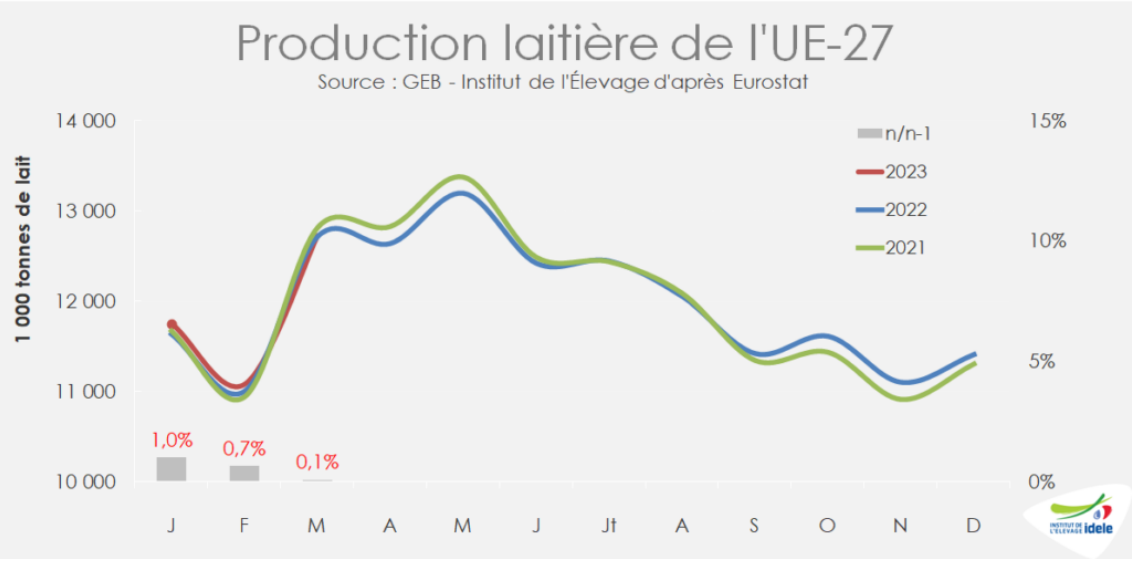
Une production incertaine en UE mais des exports qui s'intensifient

Amorcée en septembre 2022, la croissance de la production laitière européenne n'a visiblement durée que six mois. La collecte au mois de mars est ressortie globalement stable à +0,1% /2022. Les hausses en Allemagne (+2% /2022), aux Pays-Bas (+3,3%) et en Pologne (+0,9%) ont à peine compensé les baisses de production en France (-3% / 2022), en Italie (-3%), en Irlande (-1,8%) notamment.

La météo est la principale cause de réduction de la production en Italie comme en Irlande. En Irlande, le mois de mars est resté froid et très pluvieux, ce qui a défavorisé la pousse de l'herbe. Si certaines zones sont toujours particulièrement mouillées, rendant difficile l'accès au pâturage, la collecte est attendue en hausse de +3,3% au mois d'avril.

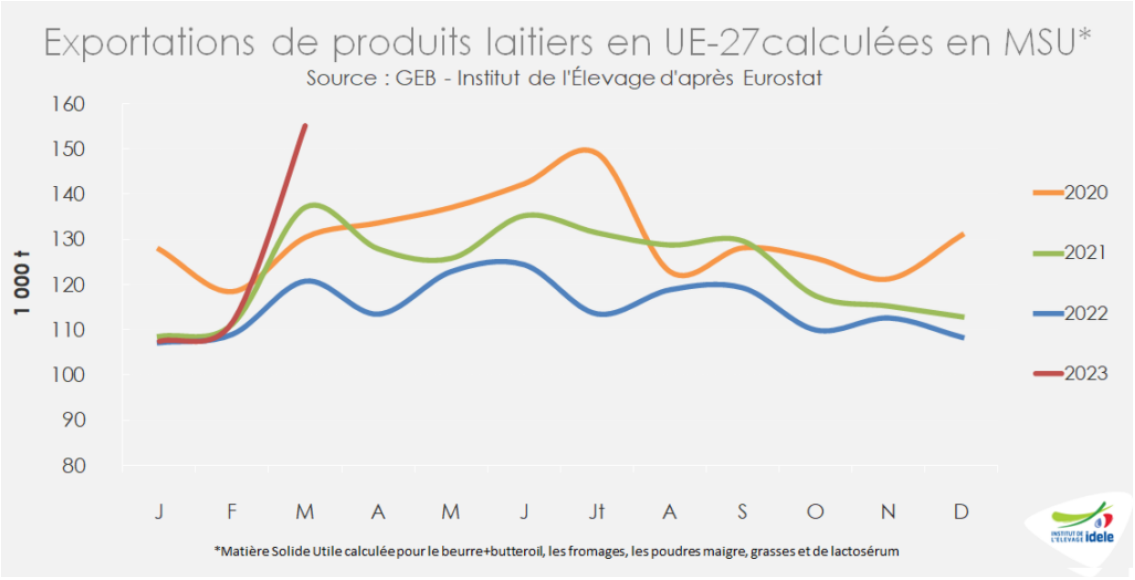
A l'inverse, en Italie, le sec était responsable de la réduction de production depuis le début de l'année. Toutefois, les inondations actuelles devraient continuer de perturber la production italienne car elles se situent dans le Nord qui concentre l'essentiel de la collecte laitière. Les inondations touchent principalement l'Emilie-Romagne, 2ème région de production (16% de la production en 2022) et principale zone de production du *Parmigiano Reggiano*.

Par ailleurs, alors que les prix du lait baissent dans l'UE-27, la dynamique de collecte actuelle dans les pays de l'Europe du Nord pourrait ne pas durer au-delà du mois de mai. Les réformes de vaches, retardées par l'an passé par des éleveurs qui voulaient bénéficier de l'envolée du prix du lait, pourraient à l'inverse affluer et limiter la production laitière.



Les volumes de lait supplémentaires collectés depuis septembre ont conduit à une accélération des fabrications de poudre maigre et de beurre au 1er trimestre (+3% /2022). Ces disponibilités ont trouvé preneur sur le marché mondial car les exportations ont été en même temps très dynamiques. Ainsi, les exportations de poudre maigre ont bondi au 1er trimestre de +32% /2022, à 210 000 t. L'Algérie est aux achats (x3 à 40 000 t en cumul sur les trois premiers mois de l'année) tout comme plus largement l'Afrique du Nord et le Moyen Orient. Même les envois vers la Chine se sont redressés (+69% à 30 000 t).

Les exports de beurre ont davantage augmenté (+7% /2023) avec notamment un doublement des volumes envoyés aux États-Unis à 15 000 t.


Exportations de produits laitiers en UE-27calculées en MSU*
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat
1 000 t
160
150
140
130
120
110
100
90
80
J
F
M
A
M
J
Jt
A
S
O
N
D
2020
2021
2022
2023
*Matière Solide Utile calculée pour le beurre+butteroil, les fromages, les poudres maigre, grasses et de lactosérum

Commerce (trop) calme après les fêtes religieuses

Dernière révision le 23 mai 2023

Le Ramadan puis Pâques passés, les ventes de viande d'agneau ont de nouveau fléchi, alourdissant les marchés et pesant sur les cotations des agneaux lourds en France, en Irlande et au Royaume-Uni. La forte demande du Moyen-Orient soutient en revanche le prix de l'agneau lourd espagnol. En Nouvelle-Zélande, le prix reste à l'inverse à de bas niveaux depuis le début de l'année.

Viande ovine » France »

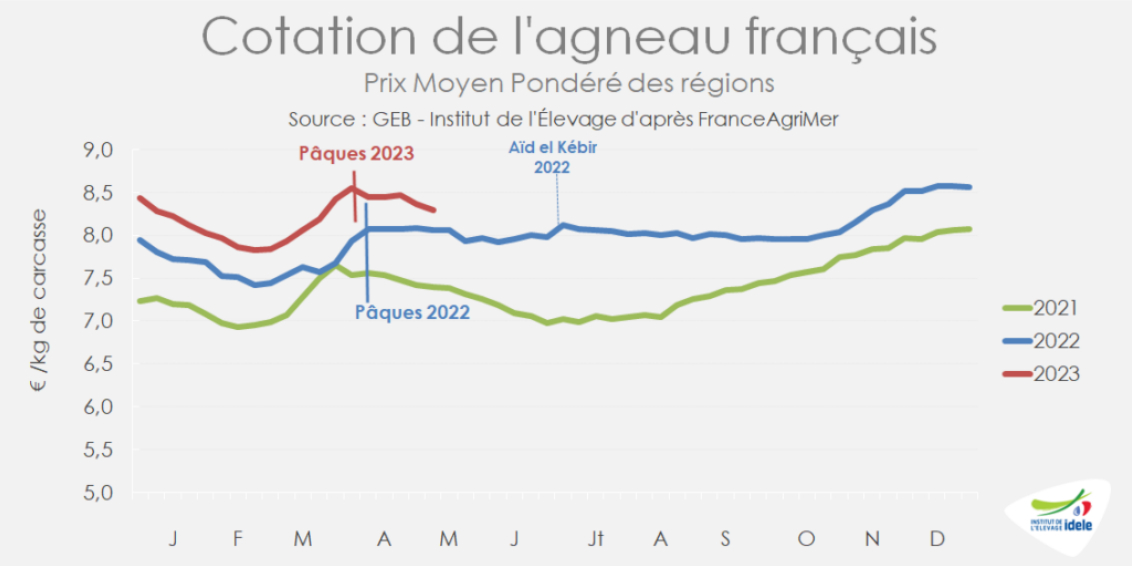
Baisse saisonnière des cours retardée

Dernière révision le 23 mai 2023

Après Pâques, le relatif équilibre entre une offre réduite et une demande faible a stabilisé le cours de l'agneau français durant deux semaines. Ensuite, la diminution saisonnière de la consommation – accentuée cette année – a enclenché la traditionnelle baisse de la cotation.

La cotation entame sa traditionnelle baisse avec quelques semaines de retard

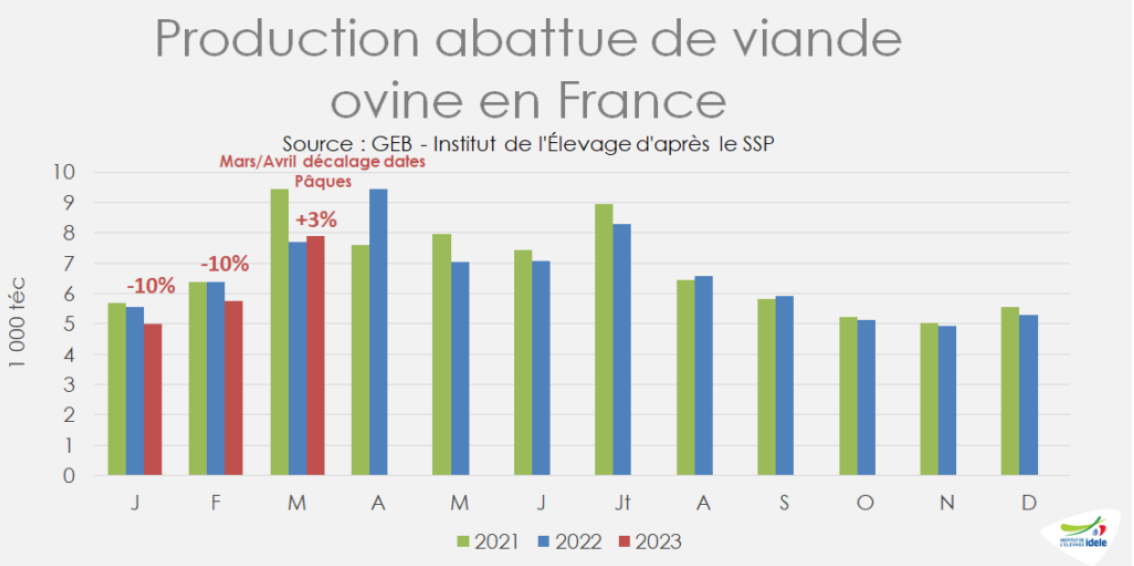
En semaine 19 de 2023 (se terminant le 14 mai), la **cotation** atteignait 8,29 €/kg, en baisse de 8 centimes d'une semaine sur l'autre. La consommation recule de façon saisonnière, ce qui pèse sur marché et fait automatiquement baisser le cours. Elle s'établissait tout de même +0,21 €/kg au-dessus de son niveau de l'an passé à la même semaine et +0,87 €/kg au-dessus de celle de 2021.



Depuis le début de l'année, la baisse des **abattages** permet d'équilibrer le marché, face à une demande particulièrement atone.
L'**IPAMPA ovin viande** restait élevé en mars 2023, à l'indice 137,2, soit 5 points au-dessus de son niveau (déjà élevé) de mars 2022. Les indices énergie et lubrifiants (-19% /2022), mais aussi engrais (-12%) reculent par rapport à aux niveaux historiquement élevés en 2022. L'indice aliments achetés est toujours plus élevé (+13% /mars 2022).

Des abattages toujours faibles après Pâques

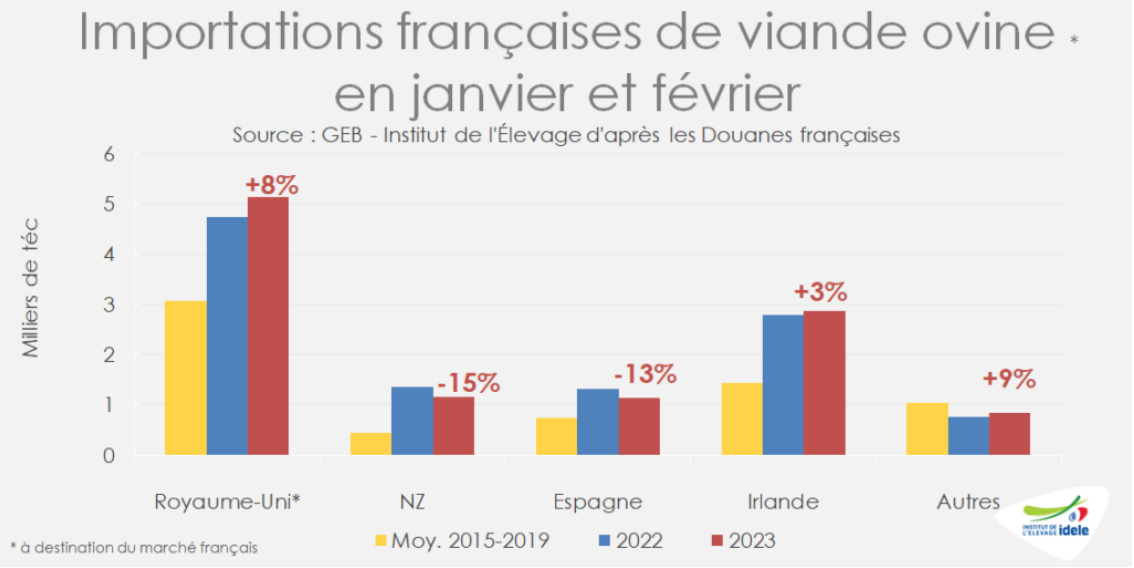
Selon *Agreste*, les abattages d'ovins ont atteint 19 000 téc au 1er trimestre, en baisse de -5% /2022. La hausse des réformes (+5% /2022, à 114 000 têtes) n'a que marginalement contrebalancé l'allègement de leurs carcasses (-1,1 kgéc) et le net repli des abattages d'agneaux (- 5%, à 861 000 têtes). Le décalage des dates de Pâques (une semaine tôt en 2023 qu'en 2022) explique la hausse des abattages de mars. En avril, ils auraient de nouveau reculé selon *Ovinfos*. De plus la forte sécheresse de 2022 et la flambée des prix des intrants ont relancé la décapitalisation ovine, ce qui fait reculer le disponible en agneaux pour 2023.



Face à des achats des ménages toujours très modérés, les **importations d'agneaux vivant**s ont de nouveau en baissé en février (-18% /2022, soit -1 400 têtes), tandis que les **envois d'agneaux** ont dans le même temps progressé (+23% /2022, soit + 6 500 têtes).

Importations dynamiques de viande ovine britannique

Sur les deux premiers mois de 2023, les **importations** françaises de viande ovine étaient en légère hausse d'une année sur l'autre (+1% à 11 000 téc) : le sursaut en février (+6% /2022) ayant plus que compensé la baisse de janvier (-2% / 2022). Cependant, Elles sont relativement faibles, en recul de -13%, en comparaison de la moyenne 2015-2019 (avant la pandémie de covid-19).
Sur la même période, les imports ont progressé en provenance du Royaume-Uni (+8% /2022), d'Irlande (+3%), mais ont nettement fléchi en provenance de Nouvelle Zélande (-15% /2022) et d'Espagne (-13%).



Le disponible français se contracte encore

Sur les deux premiers mois de 2023, avec des abattages français en net retrait et des importations de viande ovine qui ont ralenti leur croissance, le **disponible** français a fléchi, de -5% /2022, et de -9% par rapport à la dernière moyenne quinquennale.

Viande ovine » UE et monde »

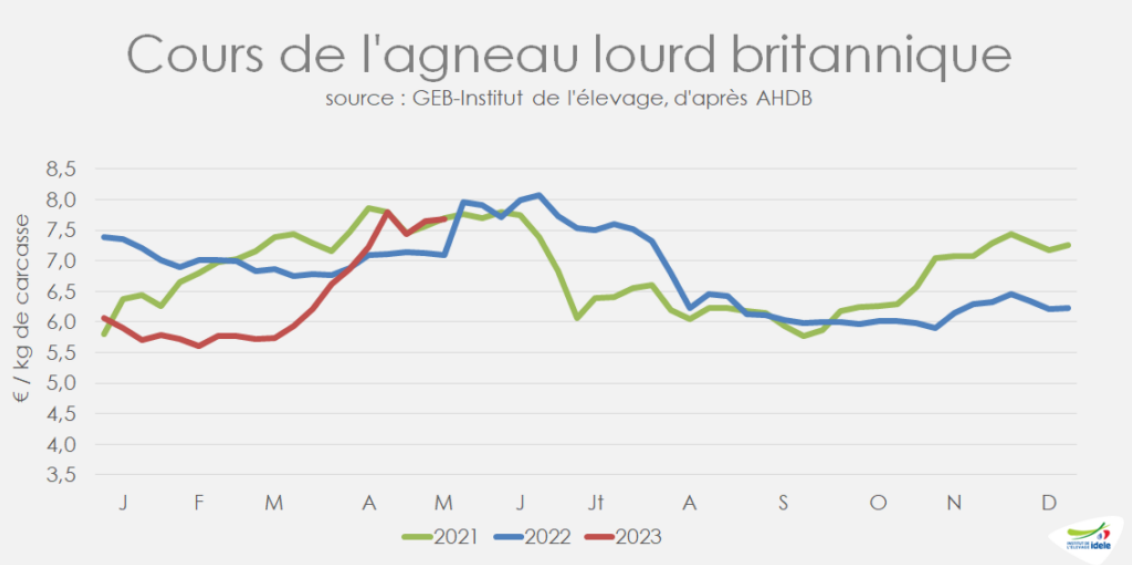
Un marché mondial très dépendant des festivités religieuses

Dernière révision le 23 mai 2023

Les éleveurs des pays exportateurs subissent de plein fouet la baisse de consommation des ménages dont le pouvoir d'achat est rogné par l'inflation. En Europe, les festivités religieuses ont fait grimper les prix, mais ceux-ci devraient rapidement décroître une fois ces évènements passés. L'Aïd el-Kébir, qui débute le 28 juin, est attendu avec impatience pour redynamiser la consommation.

Royaume-Uni : les cours surpassent leur niveau de 2022

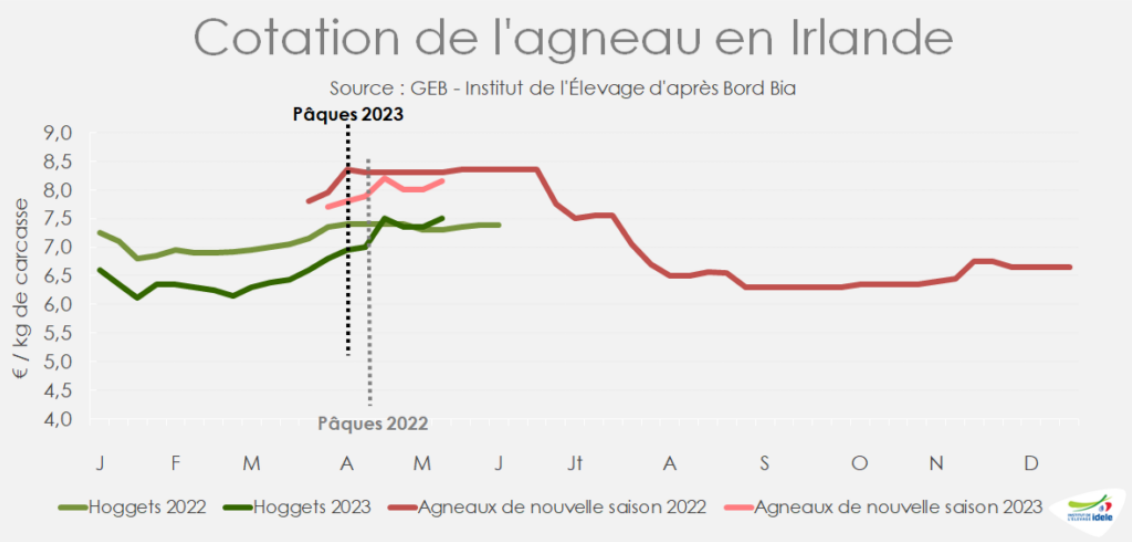
En semaine 19, le **cours** britannique se situait à 7,67 €/kg, en hausse de 57 centimes d'une année sur l'autre, mais en recul de 2 centimes comparé à 2021. Après avoir été raffermie par les festivités religieuses, la demande se replie progressivement. Toutefois la baisse saisonnière de la production britannique évite un encombrement du marché, ce qui soutient le cours de l'agneau.



La **production** britannique de viande ovine, à 72 000 t au 1er trimestre 2023, a cru de +8% d'une année sur l'autre : les effectifs d'agneaux abattus ont bondi (+13% /2022), tout comme ceux des réformes, (+7%).
Cette hausse des **abattages** est due à des **reports plus élevés d'agneaux de 2022 sur 2023**, en lien avec la sécheresse de 2022 et le coût élevé des aliments. En mars, malgré une production en nette hausse, les prix ont été soutenus par une bonne demande due aux fêtes religieuses. Avant cela, les agneaux s'accumulaient dans les fermes britanniques.
Dans ce contexte difficile, certains distributeurs britanniques semblent privilégier la mise en avant de l'agneau britannique… tandis que d'autres ne jouent pas le jeu et stockent tout de même de la viande néozélandaise, ce qui créé des **tensions**.
Les **exportations** britanniques de viande ovine ont bondi de +25% /2022 au 1er trimestre 2023, dont +22% vers la France. Les importations ont en revanche chuté de -32% /2022 tous fournisseurs, dont – 29% en provenance de Nouvelle-Zélande et – 30% d'Irlande.

Irlande : le cours de l'agneau reste sous son niveau de 2022

Après avoir rejoint leurs niveaux de 2022, grâce à une reprise de la demande en lien avec les fêtes religieuses, les **cotations** des *Hoggets* comme des agneaux de nouvelle saison sont reparties à la baisse. Elles se sont toutefois redressées en semaine 19 à l'image du cours britannique, 2ème client de l'Irlande après la France. La **baisse des sorties d'agneaux de la nouvelle saison,** comparé à 2022 (*Irish Farmer Journal*), consécutifs à des agnelages précoces de plus en plus rares, participe aussi à alléger le marché irlandais et faire croître la cotation.
La cotation de l'agneau de nouvelle saison a baissé après Pâques puis s'est stabilisée en semaine 18. Ensuite, **à 8,15 €/kg en semaine 19,** elle est repartie à la hausse : elle a regagné +15 centimes d'une semaine sur l'autre, se situant encore 15 centimes en-deçà de son niveau de 2022.

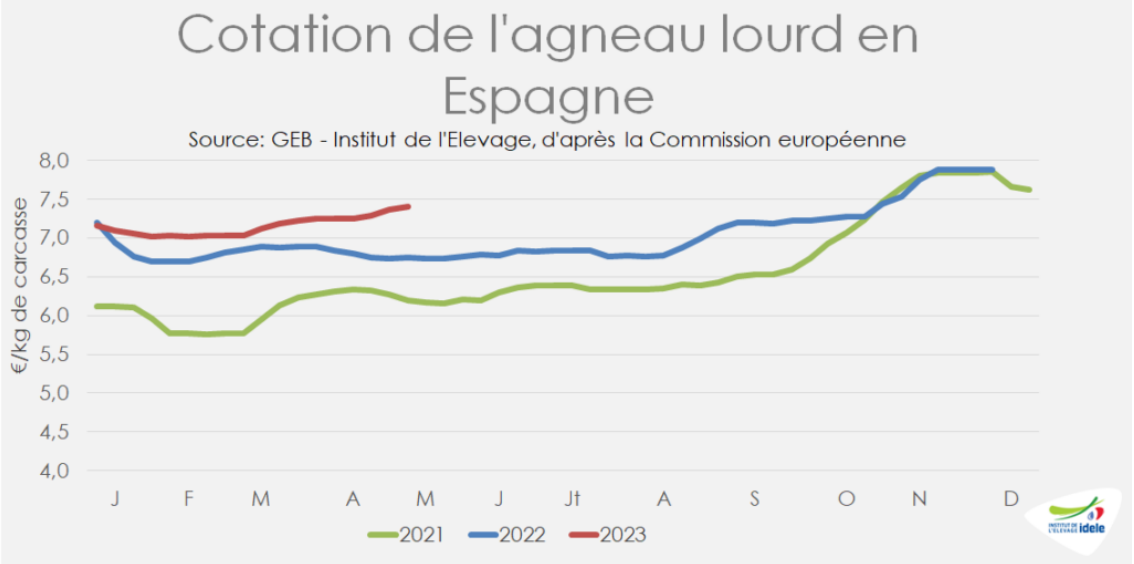


Sur les 4 premiers mois de 2023, les **abattages** d'ovins ont progressé de +4% /2022, à 930 000 têtes. On constate une hausse des abattages d'agneaux de +3% /2022 à 840 000 têtes (et +14%/2020), et de +6% /2022 pour les réformes.

En avril, les abattages d'ovins irlandais ont en revanche reculé de -2% / 2022, mais attention au décalage des dates de Pâques : une semaine plus tôt en 2023 qu'en 2022 (davantage d'abattages en mars que l'an passé, moins en avril).
Avec une production réduite (-3% /2022 en têtes), les **exportations** de viande ovine irlandaise ont nettement régressé en février 2023, de -11% /2022 à 4 200 téc, notamment vers la France (-13%) et le Royaume-Uni (-25%). Sur deux mois, le recul est bien moindre (-3% /2022), suite au bon résultat de janvier.

Espagne : la cotation de l'agneau lourd toujours haussière

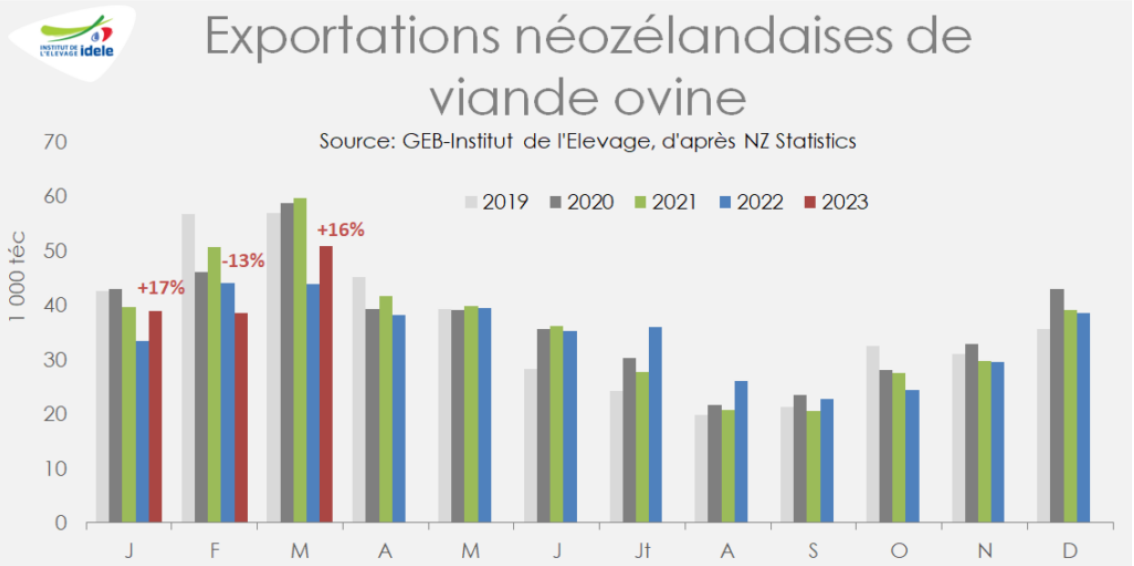
Le **cours** espagnol continue de croître, signe d'une demande ferme. En semaine 18, il s'établissait à 7,40 €/kg, soit +0,66 € /2022 et +1,14 € /2021. Le repli de la production espagnole, la hausse des exportations de viande ovine ainsi que la forte demande en vifs à l'export soutiennent le cours espagnol.



Sur les deux premiers mois de 2023, la **production** abattue a en effet reculé, de -7% /2022. Le repli des effectifs d'agneaux (-4%) et de réformes (-7%) abattus a été accentué par un allègement des poids des carcasses : les tonnages de viande d'agneaux abattus ont baissé de -6% et ceux de réformes de -9%. Le prix élevé des intrants, dont celui des agneaux maigres, plus rares cette année, est vraiment problématique pour les engraisseurs.
Les **exportations d'agneaux vivants** espagnols ont chuté de -26% /2022 sur les deux premiers mois de 2023, notamment vers la Jordanie (-29%), destination dont les envois espagnols avaient atteint en record en février 2022 (108 000 têtes). Les envois de réformes ont un peu moins reculé de -22% /2022.
Les **exportations de viande ovine** ont quant à elles bondi sur les deux premiers mois de 2023 (+14% /2022), en grande partie du fait d'un fort regain vers l'Allemagne (de 200 à 450 téc). Les exportations vers la France ont gagné +2% /2022 sur la même période. Attention toutefois, 2022 n'a pas été une année propice aux exportations de viande ovine espagnole.
Comme chaque année, à Madrid, Barcelone et Valences, a lieu la ***« Ruta de El Paquito »*** dans des centaines de restaurants espagnols, avec comme star, le sandwich à l'agneau. Le but est de promouvoir cette viande, notamment auprès du jeune public. L'Espagne a besoin de **relancer cette consommation afin de stopper la déprise rurale en cours**.

Nouvelle-Zélande : des conditions météorologiques difficiles et disparates

Après deux mois de recul, la **production** de viande ovine en Nouvelle-Zélande s'est redressée en mars, de +16% d'une année sur l'autre, à 51 000 t : les effectifs d'agneaux abattus ont bondi +13%, à 2,2 M de têtes, et ceux des réformes +26%, à 393 000 têtes. En cumul au 1er trimestre, la production de viande ovine néozélandaise a ainsi progressé de +1% /2022, avec moins d'agneaux abattus (-3% /2022), mais davantage de réformes (+5%).
Au 1er trimestre 2023, les **exportations** de viande ovine ont progressé, de +6% /2022, à 128 000 téc. Elles ont notamment rebondi vers la Chine (+23%), la Belgique (x2) et les Pays-Bas (+50%), mais ont fortement baissé vers le Royaume-Uni (-33%), la France (-14%) et l'Allemagne (-11%). Concernant les exportations de vifs, le tout dernier bateau est parti de Nouvelle-Zélande le 21 avril 2023 marquant l'arrêt définitif de ce commerce.



La situation s'avère compliquée pour de nombreux éleveurs néozélandais cette année : près d'un tiers des ovins se trouvent dans les régions de l'île du Nord qui ont été soumises à un état d'urgence à la suite du **cyclone** Gabriel tandis que d'autres éleveurs, situés dans certaines parties de l'île du Sud, subissent une **sécheresse extrême**…. Cela vient s'ajouter au coût élevé des intrants et aux incertitudes accrues du marché mondial de la viande ovine.

Repli significatif des disponibilités en lait de chèvre au 1er trimestre

Dernière révision le 23 mai 2023

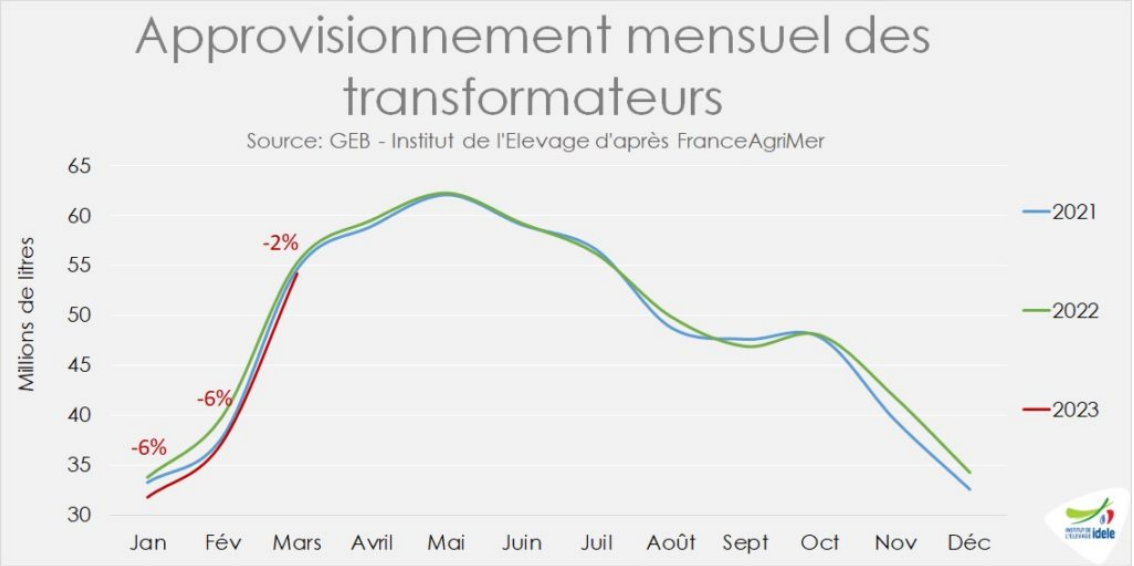
Au 1er trimestre, la collecte nationale de lait de chèvre a été stable, tandis que les importations ont nettement baissé. En mars, les transformateurs ont ainsi réduit leurs fabrications face à une demande des ménages qui continue de fléchir.

Baisse des disponibilités en lait de chèvre au 1er trimestre

Dernière révision le 23 mai 2023

Avec une collecte stable, les transformateurs ont réduit leurs importations de produits de report caprins et par voie de conséquence leurs approvisionnements. La demande ralentie des ménages les incite à contenir leurs fabrications.

La disponibilité laitière a nette baissé au 1er trimestre 2023



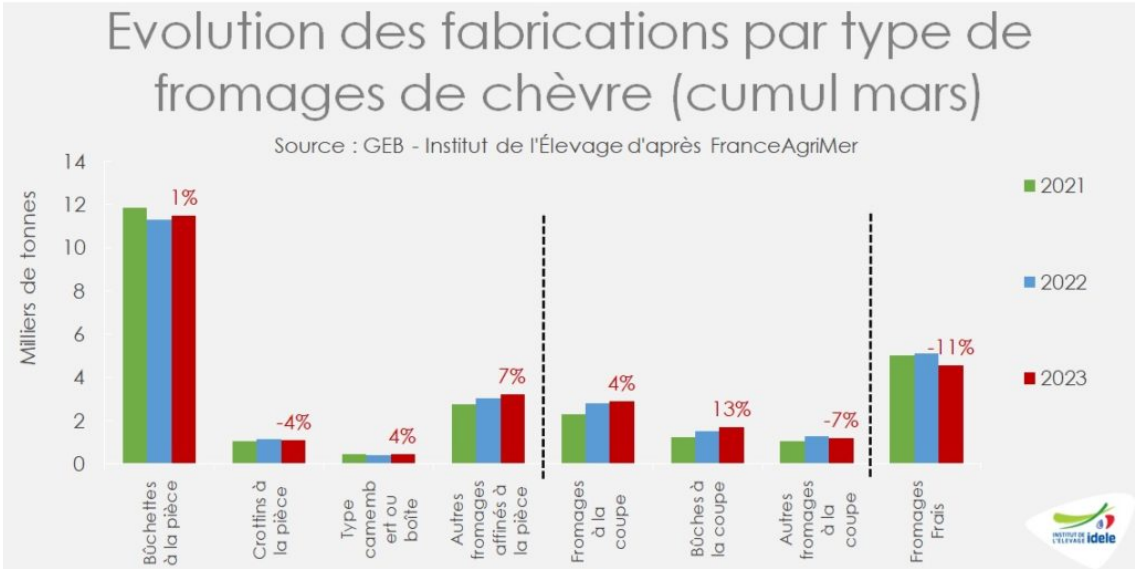
L'approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs français (collecte et importations), qui s'est établi à plus 123 millions de litres au 1er trimestre, a baissé de près de 5,5 millions de litres d'une année sur l'autre (-4% /2022).

D'un côté, la collecte de lait de chèvre a démarré timidement : à 109 millions de litres en trois mois, elle a été sensiblement stable d'une année sur l'autre (+0,6% /2022), impactée par des faibles disponibilités fourragères. Cette absence de dynamique en cette période de hausse saisonnière de la collecte peut s'expliquer aussi par l'allongement des lactations, consécutif à une diminution des mises bas.

De l'autre, les importations de produits de report caprins ont chuté de près de 32% au 1er trimestre, à 13,5 millions de litres (-6 millions de litres). Ce recul des importations est probablement la conséquence de stabilité de l'activité industrielle en ce début d'année. Ainsi, les transformateurs semblent adapter leur approvisionnement à leur besoins dans un contexte de tassement de la demande des ménages en fromages, leur principal débouché, en forte baisse (-4% /2022 sur le 1er trimestre d'après nos estimations). Notons également un recul important des disponibilités laitières en Espagne où la collecte nationale a fléchi de -11% /2022 au 1er trimestre, à 99 millions de litres. Si l'activité industrielle reste peu prévisible sur les prochains mois compte tenu de la demande des ménages en perte de vitesse, la disponibilité laitière l'est tout autant avec les incertitudes sur l'évolution de la collecte en France, mais aussi et surtout Espagne où sévit une sécheresse historique.

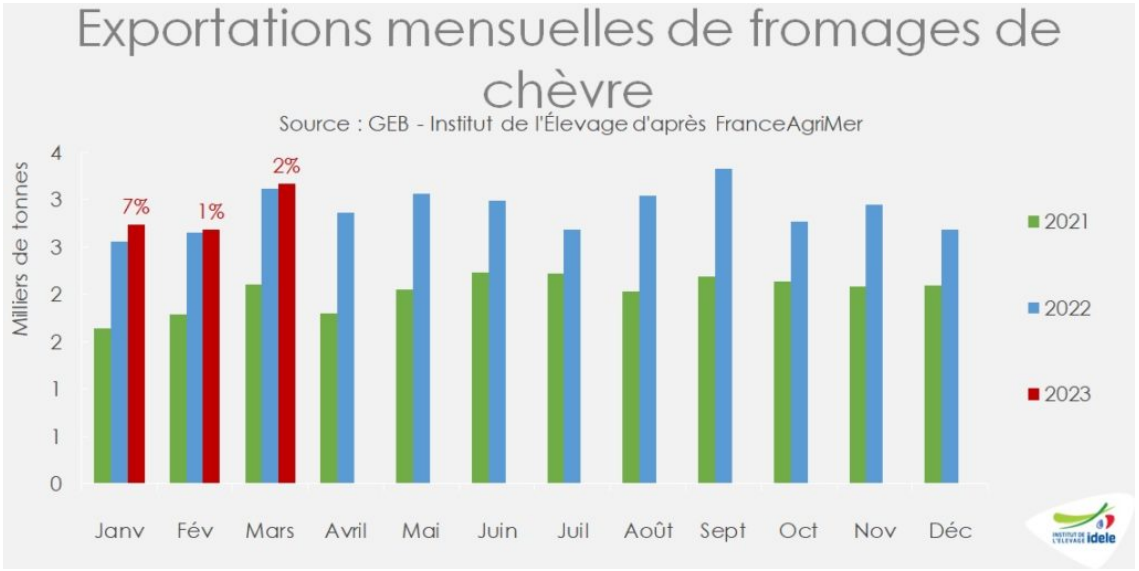
Stabilité des fabrications de fromages

Les fabrications industrielles de fromages de chèvre au 1er trimestre ont été relativement stables d'une année sur l'autre. Après une progression de +1% en février, elles ont reculé en mars, de -4% /2022 à 8 400 t, probablement en raison du repli significatif de la demande des ménages. Face à cela, les transformateurs ont privilégié la reconstitution des stocks de report afin de sécuriser la fourniture du marché le reste de l'année.



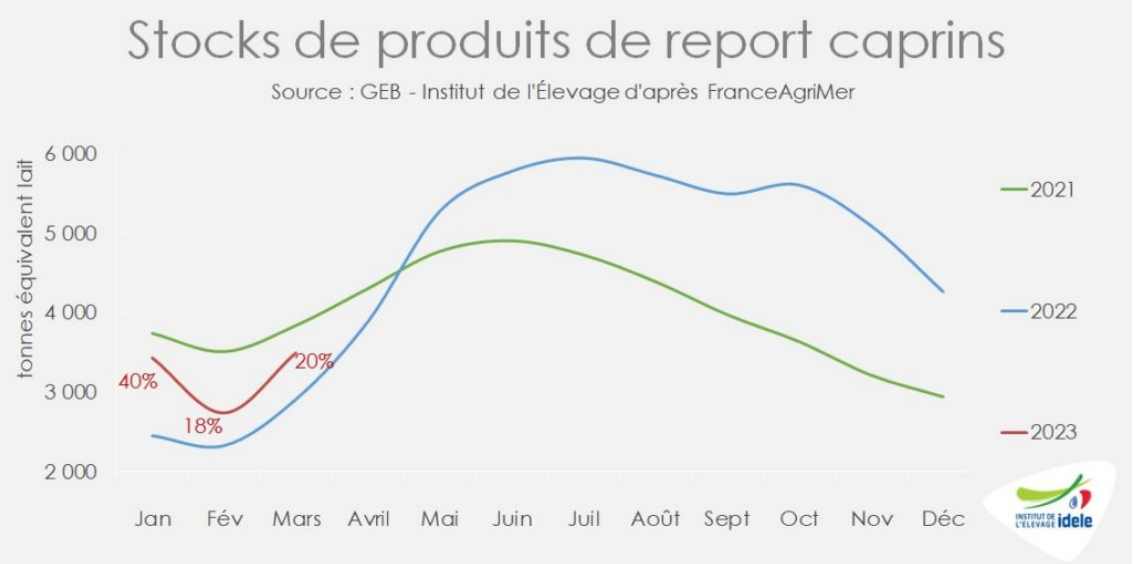
Hausse des exportations sur le trimestre

Contrairement à la demande intérieure (achats des ménages) orientée à la baisse, la demande extérieure est restée dynamique au 1er trimestre. Les exportations de fromages auraient progressé de +3% /2022, à 8 600 t. Après avoir bondi en janvier(+7% /2022 à 2 700 t), elles ont progressé plus modestement en février et en mars, respectivement de +1% à 2 700 t et +2% à 3 200 t.



Les stocks de reports relativement élevés en début d'année

Les stocks de produits de reports sont plus étoffés en ce début d'année. Durant tout le 1er trimestre, ils ont toujours été au-dessus des niveaux de 2022, mais sont demeurés inférieurs à ceux de 2021. A 3 500 t en mars, ils sont hausse de +20% d'une année sur l'autre.


Stocks de produits de report caprins
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer
tonnes équivalent lait
6 000
5 000
4 000
3 000
2 000
40%
18%
20%
Jan
Fév
Mars
Avril
Mai
Juin
Juil
Août
Sept
Oct
Nov
Déc
2021
2022
2023

Annuels Caprins et ovins 2022-2023

Dernière révision le 23 mai 2023

En 2022, la production française de lait de chèvre a mieux que résisté aux vents contraires. La collecte a progressé dans les différents bassins de production, malgré des hausses de prix inférieures à celles des charges.

En revanche,la sécheresse et la flambée des coûts de production ont affecté la production et pénalisé les revenus des éleveurs ovins lait comme viande.

Annuel caprins : La production résiste à la hausse des charges

En 2022, la production française de lait de chèvre a mieux que résisté aux vents contraires. La collecte a progressé dans les différents bassins de production. La sécheresse a impacté la pousse de l'herbe mais les fourrages récoltés au printemps et à l'automne, plutôt corrects en qualité, ont concouru à une bonne réponse des troupeaux. Ces résultats ont été atteints au prix de réformes de chèvres sévères par les éleveurs, motivées par des impératifs de maîtrise des coûts.
Le prix du lait payé aux livreurs a progressé modérément et moins vite que les charges. Les revenus moyens des éleveurs caprins ont ainsi baissé pour tous les systèmes de production livreurs en 2022. Les spécialisés fermiers, un peu moins sensibles à la conjoncture, voient aussi leurs résultats se dégrader selon les régions. Toutefois l'évolution de leurs revenus dépend assez fortement des possibilités de revalorisation de leurs produits auprès de leurs clients.

La production industrielle de fromages (+1%) a progressé moins vite que la collecte nationale (+2%). Les laiteries ont toutefois quasi maintenu leurs importations de produits de report et ainsi étoffé leurs stocks au 2nd semestre. Ce relatif dynamisme doit être pondéré à la vue des principaux indicateurs de marché qui ne suivent plus tout à fait ceux de la production. L'export de fromages reste très dynamique, tandis que le segment de la RHD a poursuivi son rétablissement post-pandémique. En revanche, les ventes aux ménages ont subi les premiers effets de l'inflation, en particulier pour les produits haut de gamme, AOP et bio, qui enregistrent de plus fortes baisses, tandis que les MDD tirent leur épingle du jeu. La hausse des prix au détail influe sur le comportement des consommateurs dans un contexte de réduction de leur pouvoir d'achat.

2023 : la demande à l'épreuve de l'inflation

2023 semble somme toute incertaine, aussi bien du côté de l'offre que de la demande. Malgré la baisse de cheptel, la production se maintient en début d'année et pourrait être encouragée par l'actuelle détente des charges et la hausse du prix du lait. Et l'érosion de la demande des consommateurs, contrainte par l'inflation, pourrait être compensée par le maintien des flux à l'export. Les effets seront sans doute différenciés selon les systèmes de production et les gammes de produits.



Annuel ovins : Sécheresse et flambée des coûts pénalisent la production et les revenus

2022 a réservé son lot de surprises aux filières ovines comme à d'autres. Les prix des produits ont continué leur progression entamée dès 2021. Mais avec +2,3% pour le lait de brebis et +8,3% pour les agneaux, ces hausses sont restées relativement modestes, par rapport à celles d'autres produits de l'élevage, et surtout bien inférieures à celles des charges. Les revenus des éleveurs en 2022 ont baissé pour tous les systèmes, ovins viande comme lait, dans une fourchette comprise entre -5 000 et -10 000 euros par UMO exploitant.
Les éleveurs, confrontés à un manque de fourrages ainsi qu'à la hausse du prix des aliments, n'ont souvent pas eu d'autre choix que de réformer plus vite les brebis, aussi bien en élevage laitier qu'allaitant. La collecte laitière s'est repliée de -2,7% sur la campagne d'octobre à septembre. Les abattages d'agneaux ont également fléchi de -4% d'une année sur l'autre. Et malgré la hausse de réformes, la production française de viande ovine a reculé en 2022 de -3% /2021. Dans un contexte de réduction du pouvoir d'achat des ménages, la réduction de consommation des ménages a été significative mais est restée plutôt bien alignée avec celle de l'offre. Point d'alerte : la consommation de viande ovine des Français a été encore plus que précédemment couverte par des viandes importées.

2023 : Chute probable de production de viande dans l'UE à 27

En 2023, l'offre européenne devrait se réduire et si la demande chinoise repart, c'est autant d'agneau néozélandais qui ne parviendrait pas sur nos étals. La baisse du cheptel semble toutefois plus sensible en France qu'ailleurs en Europe. Les risques de décrochage de la production ovine française sont donc réels.

